

ACTUALITÉ DU RÉARMEMENT MORAL

**PLUS DÉCISIF
QUE LA VIOLENCE**

ACTUALITÉ DU RÉARMEMENT MORAL

**PLUS DÉCISIF
QUE LA VIOLENCE**

GABRIEL MARCEL

de l'Institut

avec la collaboration de

Rajmohan GANDHI, Mohamed MASMOUDI,
Kathleen VUNDLA, Fred LADENIUS, Paul-Emile DENTAN,
Reginald HOLME, Isaac AMATA, Irène LAURE,
Maurice MERCIER, Philippe LASSERRE,
Louis-Noël VIALLET et Michel SENTIS.



PLON

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

© Librairie Plon, 1971.

INTRODUCTION

En tête de cet ouvrage, il me semble opportun de mettre le texte que j'avais écrit en 1958 pour présenter *Un changement d'espérance* (1), livre dont celui-ci est le prolongement naturel. Ces lignes étaient intitulées : *Lettre-témoignage à trois amis inquiets*.

Mon cher Roger, mon cher Paul, mon cher Thierry,

Vous m'avez écrit tous les trois séparément pour me faire part de votre étonnement attristé à la nouvelle de l'adhésion que j'ai donnée au Réarmement moral après le séjour que j'ai fait à Caux en septembre. Certes, vos points de vue diffèrent. Toi, Roger, tu es essentiellement un philosophe, tu répugnes à te dire croyant, quel que soit d'ailleurs le respect que tu as toujours professé pour la religion. Toi, Paul, tu es protestant barthien. Toi, mon cher Thierry, tu t'apprêtes à célébrer ta première messe dans l'église de campagne où tu fis naguère ta première communion. Mais même si vous n'avez pas prononcé ce mot par crainte de me peiner, je sens bien que vous êtes

(1) *Un changement d'espérance. A la rencontre du Réarmement moral*, publié chez Plon en 1958 et dans la collection « 10/18 » en 1962.

tous trois scandalisés et même un peu effarés. « Il vieillit, il baisse », telle est la pensée inexprimée que je devine derrière tout ce que vous me dites. Je me sens donc tenu de vous répondre à tous trois à la fois.

Je voudrais d'abord faire l'historique de ma rencontre avec ce mouvement.

C'est en 1933, si je ne me trompe, que ma femme et moi nous primes contact pour la première fois, chez mon ami le peintre André Davids, avec ce qu'on appelait alors les Groupes d'Oxford. Il y avait là Robert et Diane de Watteville, le pasteur Grosjean, Lucie Desoille, qui devait devenir la meilleure amie de ma femme. Elles succombèrent toutes deux après la guerre, à peu d'intervalle.

Vous vous doutez bien que ce n'est pas l'idéologie proclamée par les Groupes, c'est-à-dire la doctrine des quatre critères, qui, prise en elle-même, pouvait retenir mon attention : honnêteté absolue, pureté absolue, désintéressement absolu, amour absolu. Prise en elle-même, cette doctrine ne pouvait m'apparaître qu'un peu simpliste.

En revanche, comment n'aurais-je pas été frappé par une coïncidence tout à fait singulière? J'avais écrit un an plus tôt l'essai intitulé *Position et approches concrètes du mystère ontologique*, qui parut d'abord en annexe au *Monde cassé*. Dans cet essai, que le Père de Lubac et Etienne Gilson considèrent avec raison comme un de mes écrits les plus significatifs, j'avais mis l'accent sur la valeur centrale du recueillement considéré comme un acte de ressaisissement intérieur. « C'est essentiellement, disais-je, l'acte par lequel je me ressaisis comme unité : le mot même l'indique, mais ce ressaisissement, cette reprise, affecte l'aspect d'une détente, d'un abandon. *Abandon à —, détente en présence de —*, sans qu'il me soit en aucune façon possible de faire suivre ces prépositions d'un substantif qu'elles commanderaient. Le chemin s'arrête au seuil...

« Au sein du recueillement, je prends position en face de ma vie. Je m'en retire en quelque manière,... dans

cette retraite j'emporte avec moi ce que je suis et ce que peut-être ma vie n'est pas... Le recueillement est peut-être ce qu'il y a de moins spectaculaire dans l'âme; il ne consiste pas à regarder quelque chose, il est une reprise, une réfection intérieure.

« Nous sommes ici en présence de ce paradoxe qui est le mystère même en vertu duquel le moi en lequel je rentre cesse pour autant d'être à lui-même. » (Ed. Nauwelaerts-Vrin, pages 63-64.)

Veillez excuser ces citations, mes chers amis. Elles mettent en lumière ce qui fut dès l'origine le point de rencontre entre les Groupes et moi. J'étais en effet tout prêt à admettre ce qui pour eux est resté l'essentiel, c'est que dans le recueillement nous avons à écouter une voix qui n'est plus celle du moi.

Mais ce n'est pas tout : sur un autre point encore, je me trouvais en présence d'une expérience qui rejoignait ma recherche, ma conviction propre. Je veux parler de la rencontre, et très précisément de l'acte par lequel une conscience — le mot ne me satisfait guère — est capable de *s'ouvrir* en présence d'une autre conscience, et cela dans des conditions sur lesquelles les innombrables témoignages recueillis par mes amis dans cet ouvrage apportent les plus grandes clartés.

Mais vous qui êtes familiers avec mes écrits, vous ne pourrez manquer de reconnaître que cette ouverture à l'autre, c'est déjà cette intersubjectivité (je ne crois pas m'être encore servi à cette époque de ce terme) qui devait occuper une place centrale dans mes écrits ultérieurs.

Dans ces conditions, vous ne devrez pas juger surprenant que ma femme et moi ayons décidé de procéder, au cours de l'hiver 1933-1934, à de petites réunions des Groupes, dans l'appartement où nous venions de nous installer, rue de Tournon. Réunions de plus en plus nombreuses et qui me laissent, il faut bien le dire, un souvenir mitigé. D'abord, beaucoup trop de gens vinrent en curieux, ce qui ne pouvait que fausser le caractère des réunions. D'autre part, je m'accuse d'avoir souvent

cherché artificiellement ce qui pourrait donner lieu à témoignage — seraient-ce même des occasions de m'incriminer. D'une façon générale, l'élément personnel joua dans ces rencontres un rôle beaucoup trop important. J'ajoute qu'on estimait alors, certainement à tort, que tout ce qui était dit devait avoir ce qu'on appelait un caractère positif, en sorte que la réflexion comme telle était jugée négative, donc suspecte.

Au cours de l'été qui suivit, certaines expériences sur lesquelles il me paraît tout à fait inutile d'insister nous amenèrent, ma femme et moi, à interrompre l'activité dont j'ai parlé et ce fut seulement d'une façon occasionnelle que nous restâmes informés de l'évolution des Groupes d'Oxford et de la transformation qui aboutit à la création du Réarmement moral.

C'est ainsi que je pus être tenu au courant par la suite des développements à la fois si amples et si imprévus qui devaient modifier profondément le caractère du mouvement.

Au cours de ces dernières années, je reçus fréquemment la visite de telle personnalité directement engagée dans l'activité du Réarmement moral, qui venait m'informer de ce qui se passait dans les différents pays.

Mais je crois pouvoir dire que c'est la rencontre que je fis à Tokio, en novembre 1957, d'hommes engagés dans une action ayant manifestement une portée nationale, qui joua pour moi un rôle déterminant. Les récits qui me furent faits à Tokio m'apportèrent la preuve irréfutable d'un fait capital, c'est que le mouvement avait maintenant une incidence directe sur la vie politique d'un certain nombre de pays d'Extrême-Orient, des hommes d'Etat, tels que le président des Philippines, le premier ministre du Japon, etc... étant directement sous son influence.

A plusieurs reprises, j'avais été invité à Caux, mais toujours j'avais décliné la proposition qui m'était faite. Je craignais en effet, connaissant mes réactions, d'être agacé, irrité, peut-être exaspéré par certains aspects superficiels de la vie qui s'y déroule, et par là même de

me trouver par la suite moins à l'aise pour proclamer ma sympathie profonde pour l'action du Réarmement moral.

Mais je dois avouer que cette attitude avait quelque chose de malhonnête et d'injustifiable. Vous ne devez donc pas vous étonner qu'ayant reçu une nouvelle invitation de mon ami Lawson Wood, j'aie décidé qu'il me fallait en finir avec cette sorte d'équivoque et que mon devoir strict était d'accepter. Avec cette générosité qui est un des traits magnifiques de l'équipe de Caux, sachant la peine avec laquelle je me déplace, on m'offrait de venir me chercher en Corrèze. Et je n'évoquerais jamais sans émotion l'admirable voyage que nous fîmes pour nous rendre en un jour à travers l'Auvergne et le Velay jusqu'aux rives du Léman. Mais ceci est anecdotique et n'importe guère à notre propos.

Il me faut à présent répondre à vos questions et surtout à l'objection centrale qui, sous des formes un peu différentes, figure dans vos trois lettres. Qu'ai-je bien pu aller chercher dans un mouvement semblable? Ou plus exactement comment ai-je pu, moi, philosophe sérieux et difficile, passer aussi aisément par-dessus la puérilité dont tout cela serait empreint?

Je répondrai tout d'abord qu'il faut distinguer avec le plus grand soin, même si ce discernement est difficile à opérer, entre puérilité et simplicité. La simplicité est à mes yeux une valeur positive — une valeur à peu près universellement méconnue dans un monde tel que le nôtre qui tend à se perdre dans sa propre complication. En réalité, il y aurait à rechercher avec soin quels sont les domaines où la complication est inévitable, où elle est la rançon d'un progrès sérieux, et celui où elle est littéralement ruineuse, on pourrait même dire où elle se fait échec à elle-même. Là où la technique est souveraine — et je pense avant tout à celle qui tend à assurer l'action de l'homme sur la nature — on ne voit pas que la complication puisse être évitée, il semble bien qu'elle soit la condition d'une mise au point qui doit devenir de plus en plus précise. Cette complication-là porte à la fois

sur des calculs et sur des appareillages dont ces calculs fondent la possibilité et l'efficacité. Mais ce qui est remarquable, et ce dont bien peu de gens s'avisent, c'est qu'à partir du moment où nous sommes en présence de l'humain, tout change; il est vrai que ce mot « l'humain » est dangereusement ambigu : si je considère un homme comme une machine ou comme un ensemble de mécanismes, je suis certes amené à reconnaître l'extrême complication de ses ressorts. Seulement, prenons bien garde que par là même je cesse de considérer l'homme en tant que tel. Je ne puis adopter cette façon de le considérer sans oublier justement l'essentiel, c'est-à-dire qu'un être humain est capable de concevoir — je ne dis pas de créer — des valeurs et des fins, et d'agir, soit en conformité, soit en contradiction avec elles.

Mais dire cela, c'est justement cesser de penser l'homme comme une machine. Ceci vous apparaîtra de toute importance si vous songez que l'expérience fondamentale pour mes amis est celle du changement, non pas seulement intérieur, mais radical de la personne. Ici, je pourrais vous citer cent exemples. Prenons celui d'un jeune hindou, R. D. Mathur, qui avait consacré tous ses efforts à la cause de l'indépendance. Une fois son pays libéré, il devait constater d'une part que les libérateurs eux-mêmes en venaient à encourir les mêmes reproches qu'ils avaient adressés précédemment aux Anglais, c'est-à-dire qu'ils ne pratiquaient pas davantage l'honnêteté et la justice, au nom desquelles lui-même Mathur et ses amis les avaient combattus. Mais surtout il devait s'apercevoir que lui-même était devenu un simple ambitieux et qu'il en venait à poursuivre *pour son propre compte*, et non plus pour elles-mêmes ou pour le bien public, les fins qu'il avait posées comme étant les meilleures. A partir de ce moment, Mathur devenait réellement un homme nouveau.

Je prévois ici deux objections : l'une du philosophe, l'autre des croyants. Je les aborderai dans un instant, mais auparavant, je vous demande de prendre garde aux conditions dans lesquelles cette découverte a eu lieu.

Elle n'a pas été le fait d'un homme seul, réfléchissant comme nous pouvons le faire dans le silence de notre cabinet de travail. Elle s'est produite *en contact avec* d'autres hommes, et tout permet de croire que c'est en vertu de ce contact qu'elle n'a pas été seulement une pensée fugitive, mais au contraire qu'elle a marqué dans la vie de celui qui l'avait formée, qu'elle est devenue ce que j'appellerai volontiers un événement-principe, un événement-source, qui a été à l'origine de toute une suite d'actes impensables sans lui.

Si donc, mon cher Roger, tu viens me dire : « Il n'y a rien de neuf dans tout cela, rien dont la vie de la réflexion ne nous apporte d'innombrables exemples », je te demanderai de concentrer ton attention sur ma dernière remarque. Pour nous qui sommes des hommes de réflexion, bien des idées nous traversent l'esprit : il nous arrive certes fréquemment de nous voir, de nous juger en telle ou telle circonstance, mais le plus souvent sans que cette vue (*insight*) ou ce jugement tire à conséquence. Bien souvent ce jugement ne change rien à rien, mais surtout — et ceci est tout à fait essentiel — il ne *contribue nullement à rendre éclairant pour les autres*, je dirai plus volontiers radio-actif, celui qui se voit et se juge ainsi lui-même, simplement parce qu'il a l'habitude de réfléchir. Mais justement, ces hommes et ces femmes que j'ai rencontrés à Caux n'ont pas seulement été changés, un pouvoir mystérieux leur a été imparti, sans d'ailleurs que leur volonté y soit pour rien. J'use à regret du terme de pouvoir qui risque, comme presque toujours, de donner lieu à des méprises. Mieux vaudrait sûrement parler d'une présence active, et vous savez quelle place tient ce terme de présence dans mes écrits. Une présence qui est un don, une lumière, et qui s'exerce comme à l'insu de celui qui en a été doté.

Reste l'autre objection, la tienne, Paul. Les mots « homme nouveau » dont je me suis servi ne peuvent guère manquer de t'offusquer, en effet. Car l'homme nouveau, pour un croyant, n'est-il pas l'homme intérieurement renouvelé par la Grâce ? L'objection la plus grave

parmi celles que tu articules contre le Réarmement moral ne consiste-t-elle pas dans le reproche de naturalisme? Ne juges-tu pas que des créatures prétendent être ici investies d'une puissance qui n'appartient qu'à Dieu seul?

Il me semble que l'on devra te répondre ceci :

Tout d'abord, nous n'avons pas à faire ici à une théologie, même rudimentaire, moins encore à une philosophie, mais bien à une expérience; et il faut ajouter aussitôt que partout, et chez les musulmans aussi bien que chez les chrétiens, une humilité radicale est sauvegardée, ce qui revient à dire que cette expérience est toujours référée à Dieu — et à Dieu seul. Sois bien sûr que si R. D. Mathur a constaté un jour qu'il était devenu éclairant, par exemple pour un membre de sa famille, il est tombé à genoux et a rendu grâce à Dieu de l'avoir choisi comme son instrument très indigne. Je puis même assurer que si une complaisance à soi-même, une vanité ou une présomption quelconque perce dans un témoignage, elle est immédiatement décelée et récusée par tous. Nous avons entendu, un matin, un homme politique africain qui manifestement n'avait pas saisi et qui tentait d'utiliser le mouvement au profit de sa réélection future; tout le monde a compris immédiatement qu'il avait encore à apprendre l'A B C. J'ajoute que la joie extraordinaire qui rayonne en particulier de toute la jeunesse rassemblée à Caux s'explique à mon sens avant tout par le fait, je ne dirai pas qu'elle s'est renoncée elle-même — car le mot renoncement a d'autres harmoniques — mais qu'elle a procédé une fois pour toutes à une entière désappropriation de soi. Je ne connais pas d'endroit où on touche davantage du doigt la seule liberté qui vaille, celle des enfants de Dieu.

Mais sans doute est-ce toi, Thierrv, qui, au point où nous sommes parvenus, prendras l'offensive. Dieu, mais quel Dieu? Ne s'agit-il pas là, demanderas-tu, d'une espèce de protestantisme assez avachi? Je répondrai en toute certitude, *sûrement non*. Un jeune Camerounais du Nord, dont le pur et beau visage m'a frappé, nous a dit

un jour : « J'ai beaucoup hésité à me rendre à Caux. Je suis musulman et mes frères m'ont dit : « Prends bien garde, là-bas on va chercher à te convertir au christianisme. » Je suis parti quand même et il m'a suffi de quelques heures à Caux pour comprendre que personne ne s'y livrait à un prosélytisme quelconque; je suis entièrement rassuré. »

Effectivement, toute volonté de conversion fait ici défaut, pour cette raison bien simple qu'il ne s'agit ni d'une religion ni d'une secte. Mais, objecterez-vous sans doute, il y a bien là cependant quelque chose qui dépasse le plan strictement moral, puisque tous dans le recueillement prétendent entendre, je n'ose dire la parole de Dieu, mais tout au moins une recommandation ou même une injonction d'essence divine.

Ici plusieurs remarques me paraissent nécessaires. Tout d'abord c'est un fait que presque tous ceux qui, après avoir rencontré Buchman ou un de ses adeptes, ont senti la nécessité de changer de plan, s'ils ont commenté par interpréter cette expérience en termes de conscience morale, ont été amenés à reconnaître par la suite qu'ils ne pouvaient pas s'en tenir là et qu'il leur fallait proclamer leur dépendance par rapport à une instance supérieure qu'ils ont nommée Dieu. Ceux qui dans leur enfance avaient reçu une éducation religieuse sont presque toujours revenus à leur église; les autres ont choisi, je suppose, celle dont l'esprit correspondait le plus directement à leur nouvelle orientation. Mais de toute manière cette affiliation religieuse leur est apparue comme la suite, ou peut-être faudrait-il dire : comme le couronnement de leur transformation intérieure. Il me paraît indispensable d'insister sur ce point pour faire justice une fois pour toutes de l'idée erronée d'après laquelle on serait ici en présence d'une nouvelle religion ou d'une secte.

Je vois bien le dilemme dans lequel Roger cherchera à m'emprisonner. « Ou bien, me dira-t-il, nous sommes vraiment en deçà d'une affirmation proprement religieuse, et alors il n'est pas permis de parler d'une direction

émanant de Dieu; ou bien on s'obstine à prétendre que l'homme changé agit sous une motion supra-humaine, et alors nous sommes, quoi que tu en dises, dans le domaine de la religion; mais de quelle religion? » Il me semble quant à moi que ce dilemme repose sur un postulat qui doit être récusé. Tout se passe comme si l'expérience dont il s'agit, et dont vous trouverez plus loin les très émouvants témoignages, ne nous devenait à vrai dire intelligible que sur la base d'une religion naturelle, pouvant servir de dénominateur commun à des chrétiens, à des musulmans, sans doute aussi à des bouddhistes, etc. — et je n'oublie pas non plus les shintoïstes japonais — mais qui se situe en deçà des religions, je ne dis pas seulement révélées, mais constituées. Si maintenant, vous me pressez de dire quelle est ma position personnelle sur cette question si grave, je vous répondrai qu'il n'est pas selon moi — ceci n'engage que moi — absolument nécessaire de prendre à la lettre l'idée d'après laquelle c'est Dieu lui-même qui nous parle dans le recueillement. Je vous citerai ici le mot de l'un de mes personnages, un de ceux que je préfère, Arnaud, dans les *Cœurs avides*. Il parle à Evelyne, la seconde femme de son père, de l'espèce de pacte qu'il a conclu avec un plus grand que lui et par lequel il s'est engagé à ne pas tenter de percer le mystère qui plane sur la mort de sa mère. « Avec qui ce pacte ? demande Evelyne. — Je n'éprouve pas, répondit-il, le besoin de donner un nom à mon partenaire. Je sais seulement que c'est une présence — pas une présence humaine — quelqu'un dont je ne peux pas parler, mais pour qui je suis toi. Il est là. Il veille » (p. 149). Je pense personnellement que cette retenue, que cette *docta ignorantia* s'impose ici. Lorsque dans mon recueillement, il m'a été signifié, peut-être de la façon la plus discrète, que je devrais agir de telle façon et non de telle autre, c'est bien *un plus grand que moi* qui m'a éclairé. Mais la question : qui est-ce? offre-t-elle ici un sens quelconque? En ce qui me concerne, je dirai que le mot Dieu présente ici avant tout cette valeur négative insigne de constituer au fond

un refus de poser cette question. Ou plutôt ce refus lui-même n'est que la face d'ombre, je dirai de *nescience*, d'une affirmation qui ne peut sans doute pas devenir explicite sans se dénaturer. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de faire appel à l'idée jaspersienne des chiffres pour comprendre que ce qui est évoqué ici se situe par-delà les catégories du discours ou encore du monde des qui, du monde du tel ou tel; et si le mot transcendance, dont on a depuis un certain nombre d'années si déplorablement abusé, est ici à sa place, c'est que justement il désigne ce dépassement.

Il est d'ailleurs de la plus élémentaire honnêteté d'ajouter que très vraisemblablement ni Frank Buchman ni ses adeptes ne prendraient à leur compte les réserves que je viens de formuler. Si j'ai cru devoir les exprimer, c'était pour bien marquer ma position personnelle; mais je ne pense pas qu'il faille exagérer l'importance d'une divergence de vues qui s'explique par le fait que je suis philosophe et que le souci de rigueur intellectuelle qui est le mien n'a pas en principe à jouer, me semble-t-il, pour les témoins même les plus authentiques, auxquels je ne cesse de me référer dans ces pages.

Ne manquez pas d'observer d'autre part que le caractère absolu des quatre critères est précisément fonction de la valeur de dépassement ou de transcendance qui est ici essentielle, et veuillez considérer aussi que nous retrouvons après tout, sous une autre forme, cette simplicité dont je parlais en commençant : sans doute n'est-elle accessible qu'à ceux qui ont retrouvé cet esprit d'enfance, dont de nos jours un Péguy, par exemple, aura si merveilleusement dégagé l'essence.

N'êtes-vous pas frappés au surplus de voir qu'au moment précis de l'histoire auquel nous sommes parvenus, les problèmes mondiaux, si sous un certain rapport ils se compliquent presque à l'infini, en un autre sens beaucoup plus profond, se simplifient à l'extrême. De plus en plus, manifestement, nous sommes placés en face d'une option radicale, non pour l'individu mais pour l'humanité tout entière : vivre ou mourir. Car pour la

première fois dans l'histoire de l'humanité, le suicide à l'échelle planétaire est devenu possible. Mais refuser ce suicide, c'est *ipso facto* s'engager à respecter un pacte fondamental dont les conditions s'enracinent dans la structure même de l'homme; or cette structure — prenons-y bien garde — ne se découvre qu'aux moralistes et non plus du tout aux savants quels qu'ils soient. Mais le progrès des techniques déshumanisantes, qui sont à l'œuvre dans le monde actuel, ne peut que nous rendre aveugles à cette structure même. Le très grand mérite de Frank Buchman aura été au contraire de tout faire pour la rendre manifeste. Tout ce que j'ai pu apprendre sur son compte, tout ce que j'ai constaté chez ceux — ils sont sans nombre — qui ont été marqués par lui plus ou moins directement, m'a donné le plus grand respect pour sa personne. L'action à la fois discrète et ineffaçable qu'il aura exercée sur d'innombrables destinées est le signe même de sa vocation. Il aura été avant tout, et au plus grand sens, un homme de bonne volonté et un chef de file pour tous ceux qui ont compris et médité son exemple.

Mais il est encore d'autres questions que deux au moins d'entre vous soulèvent dans leurs lettres et auxquelles je voudrais tenter de répondre. Paul et Thierry s'élèvent tous les deux contre ce qu'ils appellent un « climat de palace ». Mais, je leur demande de comprendre que ce très grand hôtel de Caux, construit à une des plus mauvaises époques de l'architecture, ne correspond aucunement au goût et à l'esprit de ceux dont nous parlons. Il a été jugé avantageux de l'acquérir à un moment où, ne faisant plus ses frais, il allait être démoli. On a pensé, sans doute avec raison, que ce qui importait avant tout c'était la situation, qui est en effet magnifique, et la proximité de grands centres internationaux; c'était aussi les vastes dimensions des locaux et le nombre des chambres. Mais le bâtiment beaucoup plus simple qui a été édifié pour le Réarmement moral dans une île du Michigan, à Mackinac, correspond bien davantage à son esprit.

La pire erreur — et je le dis d'autant plus fortement

que j'ai été sur le point de la commettre — consisterait à juger ce mouvement financièrement tributaire d'une poignée de milliardaires résidant aux Etats-Unis, en Scandinavie ou ailleurs. Il semble bien que les sommes, à coup sûr très considérables qui sont nécessaires à la vie du Réarmement moral, proviennent presque entièrement de gens modestes qui, lorsqu'ils l'ont rencontré, ont éprouvé le besoin de donner non seulement leur superflu, mais souvent leur nécessaire. Ceci revient à dire que nous sommes ici (exactement comme à Turin où l'on sait que de grandes institutions charitables vivent dans les mêmes conditions) en présence d'un organisme dont l'existence repose entièrement sur la Foi. Mes amis m'ont assuré qu'il leur arrive certains jours de ne pas savoir comment ils mangeront le lendemain, et ils avouent connaître l'angoisse liée à cette incertitude : mais soudain arrive le don qui les libère de l'anxiété.

Ici, encore, je prévois vos objections. Toi, Roger, tu me diras que tout ceci n'est pas sérieux et défie les règles élémentaires qui doivent présider à une entreprise quelconque; tu ajouteras même sans doute qu'il te paraît profondément choquant qu'un groupe humain comme celui-ci ait à dépendre au jour le jour, pour sa subsistance même, de libéralités somme toute imprévisibles.

Arrêtons-nous ici un instant, si tu le veux bien : cette question de la dépendance et de la non-dépendance me paraît fondamentale. Certes, moi qui ai toujours éprouvé autant et plus que quiconque le besoin de sécurité, je réagis spontanément comme toi, et je suis attaché moi aussi par nature à l'idée que chacun doit autant que possible se suffire et se procurer par son travail tout ce dont il a besoin pour vivre. Mais ne faut-il pas reconnaître pourtant que cette idée de suffisance à soi-même est bourgeoise au sens le plus étroit du mot? Tu sursoutes : tu me rappelles que même dans une éthique communiste, chacun est rétribué d'une façon équitable pour les services qu'il rend à la société. Mais il me faut répondre que dans une société capitaliste comme dans une société

communiste, nous avons à faire à un monde sans Dieu, la religion se présentant vraiment comme surajoutée, comme superstructure, et donnant lieu par là même aux soupçons et aux accusations articulées par les marxistes. Pour nos amis, il en va tout autrement. Au principe de leur action, nous trouvons l'affirmation ou l'exigence radicale : Dieu premier servi. Dans une telle perspective, l'idée d'une autonomie de l'individu ou surtout d'une suffisance à soi-même perd beaucoup de sa signification, elle est même mise en question. Mes amis sont convaincus que pour chacun de nous, Dieu a un plan qu'il nous appartient de discerner dans le recueillement. A partir du moment où nous avons compris, nous n'avons qu'à nous mettre en route, certains que les moyens ne nous seront pas marchandés, ce qui serait contradictoire. Ce qui se substitue ici à la notion laïque d'autonomie, c'est celle évangélique de la liberté des enfants de Dieu. Comment ne pas voir d'ailleurs qu'on rejoint ici d'autres expériences, comme par exemple celles des Petits Frères et des Petites Sœurs du Père de Foucauld. Ici aussi, sous une motion providentielle, chacun a à discerner sa voie, c'est-à-dire sa vocation, mais ce mot retrouve ici son sens étymologique le plus fort.

Ta réaction, Thierry, est, je le sens, bien différente de celle de Roger. Tu feras observer, non sans âpreté, qu'avec l'idée d'une vie communautaire axée sur la Foi, comme peut l'être par exemple celle des Ordres mendiants, toutes les équivoques reparaissent : encore un coup, de quelle foi s'agit-il ? demanderas-tu. Il faudra répondre, je pense, que les hommes et les femmes du Réarmement moral, pour autant qu'ils font abstraction de la religion confessionnelle à laquelle ils adhèrent d'autre part, ne se jugeront sans doute pas tenus de répondre à cette question, car ils se voient engagés dans une expérience toute neuve, dans une aventure qu'ils n'éprouvent nullement le besoin de « doctrinaliser ». J'ajouterai d'ailleurs, quant à moi, que cette expérience s'inscrit dans la ligne d'un œcuménisme vécu, et que cela est suffisant pour que nous devions la saluer avec

gratitude. Je repense à mon jeune Camerounais musulman : il lui aura été donné pendant les quelques jours qu'il a passés à Caux, de *fraterniser* avec des chrétiens. J'insiste sur ce mot *fraterniser*, qui, comme tant d'autres, s'est décoloré par l'usage et a perdu sa valeur originelle. Il s'agit de la participation authentique à l'expérience d'une fraternité vécue. Nous sommes ici infiniment au-delà de ce qu'on nomme habituellement la tolérance. J'ai d'ailleurs eu naguère l'occasion de montrer tout ce que ce mot comporte d'équivoque et même de suspect. Il s'agit d'amour. Mon jeune musulman ne s'est pas senti seulement « toléré », mais *reconnu* dans sa qualité même de croyant.

J'oserai en outre faire la remarque que voici : l'humanité passe actuellement par la crise la plus tragique qu'elle ait traversée au cours de l'histoire telle que nous la connaissons. Les experts les plus qualifiés se révèlent absolument incapables, non seulement de résoudre le problème fondamental, c'est-à-dire de rétablir une paix digne de ce nom, mais même peut-être de mesurer l'inimaginable gravité de la situation. Mais de même que là où la science médicale est en défaut on a parfaitement le droit et peut-être même le devoir de faire appel aux guérisseurs, j'estime que nous sommes ici en présence de ce que j'appellerai assez volontiers un secours d'urgence dont il ne me paraît absolument pas permis de sous-estimer la valeur. De même que les guérisseurs les plus estimables déclarent tous que les pouvoirs dont ils sont mystérieusement dotés leur ont été dispensés par une puissance supérieure, nos amis témoignent tous sans exception d'une humilité dont un univers en voie de technocratisation a perdu le secret. Mais sachons bien comprendre que ceci n'est pas un hasard. Dans un monde livré aux techniques, aux savoir-faire, le mot même d'humilité perd toute signification. Certes, il existe sûrement par exemple des chirurgiens qui, avant de procéder à une opération particulièrement délicate et dangereuse, se mettent en prière. Mais pour autant, ils cessent de se comporter en simples techniciens; ils

proclament au contraire l'insuffisance de la technique réduite à elle-même.

Mais, me direz-vous, le Réarmement moral lui-même n'a-t-il pas recours à des techniques? Ces films, ces pièces, par exemple, qu'il promène de continent en continent, sont-ils autre chose que des techniques, et pour nous Français d'une efficacité bien douteuse?

C'est là encore un point sur lequel je voudrais tenter de m'expliquer. J'ai vu quatre de ces pièces pendant mon séjour à Caux. Elles m'ont paru de valeur inégale, aucune ne m'a pleinement satisfait. Mais ce qui importe, ce n'est aucunement le jugement que moi, ou un autre critique dramatique spécialisé, nous pouvons porter sur ces ouvrages. Ceux-ci doivent être appréciés selon une tout autre perspective. Je pense que Buchman et ses disciples ont fait une véritable découverte lorsqu'ils ont compris que dans le monde actuel une action représentée pouvait avoir dans les consciences un retentissement qu'on ne peut plus guère attendre d'une prédication. L'événement leur a apporté la confirmation la plus ample qui soit : qu'on songe par exemple à la pièce japonaise représentée aux Philippines devant des milliers de spectateurs qui avaient les plus tragiques raisons de haïr leurs puissants voisins pour les cruautés dont ils s'étaient rendus coupables envers leurs enfants pendant la guerre. C'est un fait qui n'est, je crois, contesté par personne, que les représentations de ces pièces ont contribué à faire fondre ce ressentiment trop justifié et à frayer la voie à une réconciliation. Bien d'autres exemples pourraient être cités de cette extraordinaire efficacité morale des pièces et des films. Si maintenant, nous Français, venons dire que tout cela nous paraît absurde et que ce n'est pas nous qui aurions été convertis de quelque façon que ce soit par de tels enfantillages, il n'est pas sûr que nous ne portions pas sur nous-mêmes *ipso facto* une véritable condamnation. Car ce qui joue ici dans notre cas, c'est en réalité un respect humain qui, nous ne le savons que trop, contribue à inhiber bien des élans. J'ajouterai personnellement ceci : la plupart des

pièces que j'ai vues s'adressent effectivement à une mentalité qui n'est pas la nôtre. Ceci ne veut nullement dire qu'on ne puisse pas concevoir des pièces écrites par des Français, des Italiens, peut-être des Portugais, qui nous paraîtraient moins simplistes, moins didactiques, mais qui seraient susceptibles d'éveiller des latins à une vie supérieure de conscience. Car, on ne saurait trop le répéter, c'est cette vie supérieure de conscience qui importe. Bien des épisodes, qui m'ont été racontés et dont les protagonistes ont tous été à l'origine transformés par leur rencontre avec le mouvement, pourraient donner lieu, s'ils étaient traités par un homme de talent, à des œuvres d'une haute qualité dramatique. Mais le malheur veut que chez nous les mieux doués parmi les dramaturges — et je pense aussi bien à Anouilh qu'au Sartre des premières pièces, des meilleures — se soient mis d'une manière ou de l'autre au service des puissances qui tendent vers la désintégration de l'homme. Le cas de Montherlant est différent; mais l'esprit d'enfance l'a depuis trop longtemps déserté pour qu'on puisse l'imaginer écrivant une œuvre de foi. Ce qu'il faudrait ici, ce serait un auteur dramatique *jeune* qui alliât à la pureté de regard de Péguy l'universalisme de Claudel. C'est, hélas, une conjonction hautement improbable.

Pour conclure, je dirai, comme je l'ai d'ailleurs déclaré publiquement à Caux, que ce qui me frappe avant tout c'est qu'on y trouve réalisée *une surprenante conjonction du mondial et de l'intime*. En principe, l'adjectif mondial est toujours suspect, par exemple quand on parle de l'opinion mondiale, ou d'un succès mondial. C'est là une épithète qui semble destinée à figurer dans des manchettes de journaux à gros tirage. On a toujours un peu l'impression qu'elle est là pour « l'épate ». Mais ici, il en va tout autrement, et une circonstance qui m'a paru singulière, mais, paraît-il, était bien loin d'être exceptionnelle, est venue illustrer pour moi de façon saisissante ce qui m'était déjà apparu les jours précédents comme la marque même de Caux.

Dans la grande salle de réunion, un mariage devait être célébré : les deux futurs époux s'étaient connus en faisant campagne côte à côte au cours d'une immense randonnée à travers l'Asie. La jeune femme, douée, paraît-il, d'une voix merveilleuse, l'avait mise au service, je ne dirai pas de l'équipe ou du mouvement, mais des populations misérables en Inde, au Cachemire, en Birmanie, auxquelles il s'agissait d'apporter un espoir, une lumière. Je ne décrirai pas en détail ce que fut ce mariage, et surtout la fête qui suivit. Il nous fut donné de voir des gens venus de partout, des gens de toutes races et de toutes couleurs, apporter par leurs chants et leurs danses l'hommage de leur gratitude à ce couple prédestiné. Et certes, tout ceci aurait pu risquer de paraître susceptible de fournir une matière à *Match* ou à *Jours de France*, mais en réalité c'était une fête intime, éclairée du dedans par la ferveur des jeunes époux, qu'on sentait comme intimidés par l'excès même de l'affection qui de toutes parts leur était témoignée. Je puis attester que nous eûmes tous conscience d'accéder à une dimension supérieure, qui était celle du cœur, ou plus exactement celle où le cœur et l'esprit se rencontrent : *sous nos yeux, le monde, le vaste monde, devenait une famille.*

C'est sur cette image que je veux clore cette trop longue lettre. Je n'espère pas vous avoir convaincus, mais je voudrais en avoir dit assez pour obtenir que vous lisiez à tout le moins attentivement les témoignages qui suivent. Ce sera beaucoup si le dédain à peine dissimulé que j'ai décelé dans vos lettres se nuance à présent de quelque incertitude, si vous consentez à reconnaître que tout cela est étrange et mérite à tout le moins qu'on y regarde de plus près.

CHAPITRE PREMIER

FACE A L'ACTUALITÉ

Le propos général de cet ouvrage nous a incités, un certain nombre d'amis et moi, à nous retrouver pour une discussion sur le thème : « Plus décisif que la violence », et à examiner l'actualité du Réarmement moral dans cette perspective. Il y avait Maurice Mercier, secrétaire général de la fédération du Textile Force-Ouvrière, Isaac Amata, instituteur du Nigéria, Louis-Noël Viallet, étudiant en philosophie, Michel Sentis, un des responsables du Réarmement moral, et moi-même. C'est cet échange que nous proposons ici au lecteur.

GABRIEL MARCEL. — Nous sommes réunis pour nous entretenir du Réarmement moral et très précisément du rôle qu'il est susceptible de jouer dans la situation présente. Un certain nombre d'années se sont écoulées depuis que nous avons publié *Un changement d'espérance*. Le contexte ayant sensiblement changé, il nous a paru utile d'entreprendre ensemble un nouveau travail — tout en maintenant bien entendu un certain nombre de positions, qui sont restées fondamentalement les mêmes.

Nous avons la chance aujourd'hui de nous retrouver parmi des hommes venant d'horizons fort différents : un syndicaliste qui peut aborder d'une façon très efficace et très significative ce que j'appellerai les problèmes du travail ; un étudiant qui a été à même de constater l'espèce de désarroi qui s'est installé de plus en plus dans les esprits d'un grand nombre de jeunes ; et enfin, un homme qui, venant des pays en voie de développement, est susceptible de nous éclairer sur la manière dont se posent à ces peuples certains problèmes extrêmement difficiles et angoissants.

Je souhaiterais donc que ces questions soient évoquées d'une façon aussi concrète que possible par ceux que je viens de nommer. C'est à partir de là que nous tâcherons de définir quels sont les méthodes et les objectifs du Réarmement moral.

Est-ce que je peux m'adresser d'abord à vous, M. Mercier ?

MAURICE MERCIER. — De par mes responsabilités à la tête d'une fédération syndicale, j'ai été amené à constater différentes choses au cours des dix dernières années. D'abord, tout est comptabilisé dans l'économie et la répartition des biens, donc tout est interdépendant. D'autre part, la protection sociale s'est considérablement renforcée et dans quelques années l'homme du travail sera protégé du berceau à la tombe. Enfin ses droits deviennent de plus en plus incontestables, surtout si l'on arrive à faire jouer de façon honnête et fraternelle la démocratie dans l'usine. Nous avons donc la possibilité de dégager cette nouvelle société encore indéfinie dans les esprits et inexistante dans les faits.

Mais cette société ne saurait être seulement une société de structures nouvelles, de répartition et de protection sociale. C'est pourquoi je pense que le Réarmement moral a un rôle historique à jouer. Jamais les hommes n'ont eu autant de responsabilités dans le destin de leur entreprise, de leur pays, de l'Europe et

même du monde. En fait, les individus sont aujourd'hui confrontés avec eux-mêmes s'ils veulent construire une civilisation solide, efficace, qui demeure en permanente évolution. Si l'on arrive à dompter les réalités économiques pour qu'elles fassent apparaître leurs aspects bienfaisants, il n'en reste pas moins qu'il n'y aura pas de solution dans le monde de demain si l'homme ne s'aligne pas sur certains critères moraux.

Et je puis dire, par expérience, que quand l'homme se mesure à des critères moraux absolus, il crée déjà, sans attendre la société nouvelle de demain, une économie nouvelle, avec des rapports humains nouveaux et des résultats bénéfiques pour tous.

GABRIEL MARCEL. — Pouvez-vous évoquer, M. Mercier, telle ou telle situation sociale à laquelle vous auriez été mêlé et où l'influence du Réarmement moral se serait exercée de façon marquante ?

MAURICE MERCIER. — Grâce au centre international de Caux, en Suisse, le Réarmement moral a été constamment aux prises avec les réalités sociales. Cela s'est manifesté de façon pratique dans mon industrie, le textile. Sans Caux, je ne pense pas que nous aurions réalisé aussi rapidement et aussi complètement la première convention collective textile de 1951.

GABRIEL MARCEL. — Voilà un exemple intéressant !

MAURICE MERCIER. — C'est bien la venue d'une délégation patronale à Caux, avant que nous y allions nous-mêmes, qui a amené une prise de conscience dans le patronat. Dès que la loi a permis la négociation de conventions collectives, nous avons discuté et bâti la première grande convention nationale alors qu'aujourd'hui, en 1971, il n'en existe pas encore dans la métallurgie. Les négociations n'ont pas été faciles. Elles ont duré dix-huit mois, mais elles ont abouti à l'avantage

des 600 000 ouvriers que comptait le textile à cette époque.

La deuxième étape a été franchie en 1953 avec la déclaration spéciale signée par l'Union textile et les syndicats — sauf la C.G.T. — affirmant que l'industrie textile n'était pas une fin en soi mais qu'elle avait sa raison d'être dans un esprit de service et de finalité sociale. C'était, avant la lettre, une forme de participation. La convention de 1951 et cette déclaration sont le fait de la même équipe.

Dans la corbeille de mariage des accords de 1953, nous avons eu aussi, dix ans avant les autres, la retraite complémentaire. Avec les dents de scie que présentait la courbe de l'évolution textile, cela permettait à des ouvriers, une fois mis à la retraite, de gagner plus qu'en travaillant au régime du chômage partiel. Cette retraite complémentaire ainsi que l'allocation de chômage partiel, nous les avons obtenues avant les industries prospères. Nous avons conclu tous les ans des accords de salaires et des modifications de la convention collective. Récemment, nous avons mis au point un régime de mensualisation qui est aussi bon que celui de la métallurgie. Il s'agit donc de tout un bagage d'accords réalisés dans la situation difficile d'une industrie qui perd dix à quinze mille ouvriers par an.

GABRIEL MARCEL. — En somme, vous estimez que l'esprit qui a présidé à la convention a été d'une certaine manière sauvegardé ?

MAURICE MERCIER. — Si l'on tient compte des facteurs difficiles de l'industrie textile : concurrence internationale, retard d'investissements, et si l'on tient compte de l'obstruction faite par certaines organisations syndicales et de l'état d'esprit rétrograde que l'on trouve chez un certain patronat, la signature de toute une série d'accords suppose un état d'esprit nouveau, qui est incontestablement créé par le Réarmement mo-

ral et qu'il aurait été impensable de trouver dans le patronat avant 1936.

Enfin, en 1964, j'ai demandé à ce que les patrons européens viennent à Caux, et j'y ai amené de mon côté les dirigeants de mon organisation. C'est ainsi que nous avons rencontré les patrons européens du textile et cela nous a permis de créer « Comitextile », c'est-à-dire une commission paritaire qui, à côté des organismes officiels de la Communauté, se réunit deux fois par an pour discuter des problèmes de notre branche d'industrie, à l'échelle du Marché commun.

GABRIEL MARCEL. — M. Mercier, quand vous parlez du Réarmement moral à des syndicalistes, est-ce qu'ils haussent les épaules ou est-ce que cela les intéresse ?

MAURICE MERCIER. — Non, ils ne haussent pas les épaules. Dans mon organisation, par exemple, une centaine de mes camarades sont déjà venus à Caux. Beaucoup d'entre eux me demandent si nous ne pourrions pas envisager une nouvelle rencontre à Caux avec les patrons et les syndicalistes des différents pays pour faire avancer l'Europe textile. Les ouvriers qui sont venus à Caux ne sont peut-être pas devenus des saints, mais ils ne sont plus tout à fait comme avant. Ils ont tourné le dos à certaines choses. Pour ma part, j'ai senti dans ma vie, surtout depuis mes premiers séjours à Caux, le poids des forces métaphysiques. L'ange gardien que je sentais en moi a en quelque sorte renforcé sa garde et est devenu véritablement un ange d'encadrement.

Connaissant assez bien les syndicalistes révolutionnaires et les responsables communistes — j'ai appartenu au Parti pendant les années les plus dures — je ne pense pas qu'ils soient assez naïfs pour croire que le monde capitaliste va s'écrouler alors qu'il fait la démonstration, dans la liberté, d'une certaine supériorité technique et économique.

Nous savons que la productivité reste une des condi-

tions du progrès. Elle demande une technique et une organisation, bien sûr, mais aussi des hommes honnêtes et un certain état d'esprit. Quand j'ai rencontré le Réarmement moral, je me suis vite rendu compte que lorsqu'il y a des rapports honnêtes et humains dans une usine, il en découle toujours des résultats positifs qui bénéficient aux travailleurs et à l'entreprise.

GABRIEL MARCEL. — C'est là que le témoignage de l'entrepreneur de Lucerne, qui se trouve dans cet ouvrage, est intéressant. On ne peut évidemment pas donner l'impression que, quand on est honnête, tout va tout seul, parce que c'est malheureusement un peu plus compliqué que cela. Malgré tout, c'est un exemple intéressant à proposer.

Il me semble peut-être utile pour le lecteur, à ce point de notre entretien, que Michel Sentis, qui a bien connu le fondateur, Frank Buchman, rappelle brièvement les principes fondamentaux du Réarmement moral, pour qu'on sache clairement de quoi il est question.

MICHEL SENTIS. — Où se situe exactement le Réarmement moral? Il faut préciser à ce propos qu'il n'est pas à proprement parler un mouvement. Il ne cherche pas à créer des militants se réclamant d'une politique que ceux-ci tenteraient de faire pénétrer dans différents secteurs de la vie nationale. Le Réarmement moral essaie de créer des hommes animés par un certain état d'esprit. Maurice Mercier a parlé tout à l'heure de critères moraux. En effet, le Réarmement moral ne s'attache pas à définir l'état d'esprit qu'il veut susciter mais il propose certains critères à partir desquels chacun trouve ce que doit être pour lui cet état d'esprit : critères d'honnêteté absolue, de pureté absolue, de désintéressement absolu et d'amour absolu. Parce qu'ils essaient d'appliquer ces critères dans la vie politique, sociale, économique, internationale, les hommes du Réarmement moral influent sur les événements.

GABRIEL MARCEL. — Je me mets à la place d'un lecteur qui saurait assez peu ce qu'est le Réarmement moral. En vous entendant parler de critères, il peut avoir un sursaut. Il peut vous dire : là où vous parlez de désintéressement et d'honnêteté absolus, je vous suis; même peut-être quand il s'agit d'amour absolu; ce sont là des notions qui ont toute leur valeur, même pour un non-croyant. Quand vous introduisez la pureté absolue, je peux me demander si, implicitement, vous ne vous référez pas à un certain contexte ecclésial. En d'autres termes, pourriez-vous définir votre position par rapport au christianisme en général, et peut-être aux Eglises ? Autrement, le lecteur risque de ne pas très bien savoir en présence de quoi il se trouve.

MICHEL SENTIS. — L'homme que le Réarmement moral cherche à former est un homme qui a retrouvé une autorité intérieure. Cette autorité intérieure, le croyant va naturellement la chercher dans le domaine de la métaphysique, dans le Dieu auquel il croit. Mais, cette autorité intérieure existe aussi pour l'incroyant et c'est la raison pour laquelle le Réarmement moral ne se situe pas je dirais au-dessus des croyances, mais plutôt en deçà des croyances, à ce niveau de la conscience, plus précisément, et de l'autorité que chaque homme respecte et qui parle en sa conscience.

GABRIEL MARCEL. — Nous nous tournons maintenant vers Louis-Noël Viallet pour lui demander quelle a été son expérience d'étudiant et, en particulier, dans quelles conditions il a été amené à découvrir le Réarmement moral. Quels étaient les problèmes auxquels il a eu à faire face et qu'affrontent encore un très grand nombre de ses camarades ?

LOUIS-NOËL VIALLET. — Au moment où j'ai connu le Réarmement moral, j'étais dans la situation où se trouvent beaucoup de mes camarades aujourd'hui, je veux dire en recherche. Ce que je voulais, c'était peser de tout

mon poids sur les événements, sur ce qui se passait en France et ailleurs. Je cherchais les moyens de le faire. Les seuls qui s'offraient étaient pour moi les grèves, l'occupation des faes, le boycottage etc. Je me suis lancé à fond dans cette voie-là. J'ai pris le côté le plus extrême et suis devenu anarcho-situationniste.

MICHEL SENTIS. — Que voulez-vous dire par là?

LOUIS-NOEL VIALLET. — L'anarcho-situationnisme est l'anarchie poussée jusqu'à l'extrême et exploitant n'importe quelle situation.

GABRIEL MARCEL. — Vous nous parlez des moyens, mais quelles étaient les fins?

LOUIS-NOEL VIALLET. — Voilà exactement le problème : il n'y avait aucune fin. Une vague idée, oui, une vocation habitait les étudiants : ils voulaient une société meilleure, considérant que la société actuelle était injuste. Au début, on croit que la violence est un moyen : mais très vite, elle devient une fin et on ne peut plus s'en défaire.

GABRIEL MARCEL. — Ce que vous venez de dire est profond. On finit par aimer la violence pour elle-même. C'est ce qui peut arriver avec certains stupéfiants. On commence par prendre des stupéfiants pour calmer la douleur, puis on prend le stupéfiant pour lui-même. Du reste, il y a sûrement des rapports entre la violence et la drogue.

LOUIS-NOEL VIALLET. — Nous faisons une idéologie de la violence. Nous étions violemment antifascistes, mais sous maints rapports nous ressemblions beaucoup aux fascistes.

GABRIEL MARCEL. — Vous étiez antifascistes. Pour quels mobiles?

LOUIS-NOEL VIALLET. — Au niveau affectif surtout. Le fascisme, pour nous, c'était le mal, tout ce qu'il y a de plus nocif dans le monde.

GABRIEL MARCEL. — Il y avait là quelque chose qui n'était pas très cohérent. Est-ce que vous ne condamniez pas les fascistes pour des motifs qui pouvaient exactement jouer contre vous-mêmes?

LOUIS-NOEL VIALLET. — J'ai été amené à réviser mon attitude précisément à cause du nombre d'incohérences et de contradictions qu'il y avait dans ma manière de me comporter. Par exemple, j'ai été élevé en chrétien, un de mes camarades anarcho-situationnistes également; tous les deux nous étions tournés vers la violence et en même temps nous nous sommes aperçus que chaque fois que nous utilisions la violence, c'était un peu en violant notre conscience.

GABRIEL MARCEL. — Mais cette conscience qui protestait, vous pouviez être amené à la récuser. Vous pouviez considérer qu'elle n'était en somme que résiduelle, qu'elle était liée à la persistance de certains réflexes bourgeois, qu'elle avait été déposée en vous par des parents avec lesquels vous étiez en désaccord fondamental.

LOUIS-NOEL VIALLET. — Au moment où l'on est amené à se rendre compte des contradictions évidentes dans lesquelles on vit, on éprouve le besoin d'y mettre un terme, y compris à celles qui vous opposent à votre conscience.

GABRIEL MARCEL. — C'est là exactement ce que je voudrais que nous arrivions à analyser un peu mieux. C'est d'un très grand intérêt pour notre propos : comment a-t-il pu se faire que cette conscience que vous récusiez se soit finalement tout de même affirmée comme irrécusable?

LOUIS-NOEL VIALLET. — Il y a certainement eu d'abord un phénomène comme celui dont M. Mercier a parlé, de surnaturel. Certainement, il y a eu une aide qui nous est venue à ce niveau-là. Pour récuser notre conscience, nous nous donnions effectivement comme argument qu'elle n'était qu'un résidu bourgeois. Mais quand nous nous sommes aperçus que nous, qui nous faisons les défenseurs, les chevaliers de « l'anti-bourgeois » si vous voulez, nous vivions en fait exactement comme les bourgeois et avons les mêmes défauts que ceux que nous critiquions, alors nous avons senti que cela ne tenait plus de récuser notre conscience au nom de cet argument.

Par exemple, il y avait en moi un désir inexprimé d'avoir une vie douce, calme, bourgeoise, malgré l'aspect gauchisant que je donnais à ma vie. De plus, j'étais conscient d'être un exploiteur de mon entourage, de mes parents tout d'abord, que je considérais comme des ennemis de classe et que je faisais réellement souffrir, mais aussi de mes camarades dont j'exploitais les faiblesses et les défauts pour pouvoir mener la vie qui me plaisait.

Je me suis aperçu aussi qu'en utilisant la violence, je me faisais exploiter par d'autres. Un de mes camarades a dit un jour devant moi : « Vivement qu'il y ait encore de la bagarre avec la police, les fascistes ou l'U.D.R., que nous puissions utiliser à nouveau ces anarchistes qui deviennent beaucoup trop encombrants pour nous. » Cela a été très déterminant pour moi ; je me suis rendu compte que chaque fois que nous nous battions, que nous montions sur les barricades, cela profitait à certains qui en récoltaient les fruits sur le plan politique.

GABRIEL MARCEL. — Ce qui serait intéressant, c'est que vous nous précisiez ce qu'a été votre expérience. Vous avez été à Caux. Qu'est-ce qui vous a, en somme, orienté, vous a fait opérer cette espèce de *conversion* ? (Je prends le mot non pas dans un sens religieux, mais

dans le sens du langage militaire : *conversion* voulant dire *changement de direction*).

LOUIS-NOEL VIALLET. — J'étais convaincu, comme beaucoup de mes camarades, que pour changer ce monde il n'y avait qu'un seul moyen : la violence. Ma visite à Caux m'a fait prendre conscience qu'il y avait un autre moyen, qui allait beaucoup plus loin, beaucoup plus vite et qui était beaucoup plus radical. Il s'agissait de commencer à faire une mutation, une conversion intérieure qui aurait immédiatement des répercussions sur mon entourage et sur la société entière.

J'ai entendu, par exemple, des Indiens raconter comment, dans leur pays, certains des parias, des « intouchables », avaient été amenés à s'accrocher à cette idée du Réarmement moral. Ils vivaient dans des conditions que nous considérerions comme révoltantes en Europe, moisissaient dans leur misère en accusant les classes les plus riches de tous leurs maux. Mais quand certains ont décidé de devenir eux-mêmes responsables de leur pays, ils commencèrent à cultiver leur jardin, ils cessèrent de jouer, de boire et de fumer et donnèrent la totalité de leur paye à leur famille. Ces « intouchables » s'attaquent depuis à améliorer leur logement, l'hygiène de leur quartier. Ils sont même allés voir les hommes politiques de leur pays, y compris le Président de la République, pour leur dire ce qu'ils avaient appris. Ainsi plusieurs histoires de cette nature m'ont convaincu qu'il y avait d'autres moyens de transformer ce que je voulais transformer et que tout dépendrait de la façon dont moi-même je déciderais d'opérer cette conversation intérieure.

GABRIEL MARCEL. — Comment réagissent les camarades avec qui vous avez parlé de cela? Quels sont au fond les obstacles auxquels vous avez le sentiment de vous heurter?

LOUIS-NOEL VIALLET. — Appelez cela préjugés, appelez

cela sentimentalisme, en tous les cas, cela se situe au niveau affectif. Certains cultivent du reste délibérément ce sentimentalisme-là. Par exemple, personne à la faculté ne connaît les patrons, ou très peu, mais malgré tout, le patron incarne pour nous tout le mal qui est sur terre, c'est un exploiteur, un bourgeois, un salaud...

D'autre part, certaines formules se sont acquies une valeur que rien ne peut justifier. Je connais des camarades qui n'agissent que sur deux ou trois slogans entourés d'une auréole magique, tels que : « Les masses prendront le pouvoir », « Le pouvoir est dans la rue », « La grève générale sera la seule solution ». Ces formules simplistes ne sont jamais remises en question; c'est uniquement cela qui leur permet d'agir. D'un autre côté, par facilité, nous ne nous préoccupions pas de ce que sont réellement les individus. Toute notre pensée se situait au niveau des abstractions intellectuelles et nous n'avions aucun souci des gens eux-mêmes. Ils pouvaient mourir, cela ne nous concernait pas. Ce qu'ils sont en tant qu'hommes, leur caractère, leurs défauts, leur personnalité, on essayait délibérément d'en faire abstraction au maximum. Sinon on disait : « C'est du strip-tease intellectuel » du « déshabillage moral » et nous ne voulions pas en entendre parler. Mais par contre, dès que j'ai commencé moi-même à me préoccuper des étudiants, de mes camarades, j'ai constaté qu'ils montraient immédiatement de l'intérêt. Je pense à tel camarade auquel j'ai commencé à parler de ma famille et à poser des questions sur la sienne — chose qui ne se fait jamais à la fac. Il a été amené à se réconcilier avec ses parents et à comprendre la portée révolutionnaire du Réarmement moral.

GABRIEL MARCEL. — L'esprit d'abstraction est, par essence même, passionnel. Avoir l'esprit d'abstraction, ce n'est pas user d'abstractions, mais s'attacher à des abstractions comme si elles étaient des réalités. Un individu n'est plus jugé pour lui-même, on dira simple-

ment : c'est un fasciste et par conséquent quelqu'un à abattre.

MAURICE MERCIER. — C'est vrai aussi sur le plan syndical.

GABRIEL MARCEL. — C'est le rôle désastreux que jouent les étiquettes. L'étiquette empêche de regarder la réalité.

LOUIS-NOEL VIALLET. — Ce sont d'ailleurs ces abstractions qui permettent de mobiliser un si grand nombre d'étudiants pour les manifestations. Je m'en aperçois chaque jour quand je vois les tracts distribués à la sortie des facs et des restaurants universitaires. Quelques idées théoriques, quelques mots, et les gens partent là-dessus.

GABRIEL MARCEL. — Cela va d'ailleurs, en fait, avec cette politisation qui est un des aspects vraiment catastrophiques de la vie universitaire d'aujourd'hui. Certains actes de la police sont immédiatement considérés sur le plan politique comme une espèce d'aubaine par tous ceux qui comptent en profiter pour une attaque générale contre les forces de l'ordre. Ce qu'il y a de très grave, c'est que cette façon de juger les policiers contribue à les ulcérer et à déclencher en eux les pires formes d'agressivité. C'est là une espèce de processus circulaire qui est désastreux.

LOUIS-NOEL VIALLET. — Je trouve cela assez grave. C'est une des réflexions qui m'ont conduit à voir que je faisais plus ou moins fausse route. Nous ne connaissons absolument pas la police et cependant nous traitons les policiers en véritables parias, de façon vraiment inhumaine. Je me suis dit : « Ce n'est pas ainsi que l'on peut construire un monde meilleur. » Parce que, finalement, qu'est-ce que nous reprochons aux bourgeois ? C'est de traiter les représentants de la classe ouvrière en parias ; et nous, que faisons-nous ?

J'aimerais ajouter encore ceci. Il y a une certaine

forme de violence que j'ai appris à utiliser et qui me paraît des plus nécessaires : la violence contre soi-même. Il est très difficile, en effet, de faire quelque chose de valable et de durable si on n'est pas prêt à passer soi-même par une remise en question difficile, pénible même.

GABRIEL MARCEL. — Là, j'aimerais mieux employer le mot *rigueur*. Il me paraît beaucoup plus exact. Il faut procéder avec rigueur contre soi-même. Je crois que le mot *violence* apporte avec lui tout un cortège d'images qui ne sont pas ici à leur place.

LOUIS-NOEL VIALLET. — Ce que je voulais dire, c'est que dans mon expérience, justement pour acquérir cette rigueur, il a fallu que je fasse violence à tout un penchant de mon caractère qui me poussait vers le laisser-aller, les compromis. J'imaginai qu'il serait poétique et agréable de voyager comme le font les beatniks. Renoncer à cette vie de vagabond pour m'employer à changer le monde, c'était pour moi, au début, comme entrer dans une prison, comme perdre tout ce qui valait la peine d'être vécu. Aujourd'hui, lancé dans une aventure immense, je peux dire que j'aurais été stupide de reculer alors.

GABRIEL MARCEL. — Eh bien, maintenant tournons-nous vers notre ami du Nigéria. J'aimerais beaucoup qu'il nous dise ce que le Réarmement moral lui a apporté, puisqu'il le connaît depuis des années, et qu'il évoque les perspectives dans lesquelles il voit les problèmes de son continent.

ISAAC AMATA. — J'ai fait mes études secondaires et universitaires au moment où les idées d'indépendance explosaient dans toute l'Afrique. Selon la doctrine qui nous était alors inculquée, l'impérialisme devait être délogé de l'Afrique, il nous fallait rejeter à la mer les Blancs jusqu'au dernier. J'ai donc mûri en considérant

que nous n'avions pas à nous préoccuper d'autres problèmes en Afrique que de celui d'expulser le Blanc.

J'étais à l'université quand j'ai fait la connaissance des hommes du Réarmement moral. A mon étonnement, ils m'ont proposé une solution à mes problèmes dans laquelle l'homme blanc n'avait aucune part. Je m'explique. Mon frère et moi, qui étions de même couleur de peau, de même sang, qui parlions la même langue, n'arrivions pas à nous entendre. Le Réarmement moral a transformé la situation entre nous en m'amenant à me poser la question : comment deux frères, nationalistes l'un et l'autre, peuvent-ils espérer maintenir la cohésion d'un pays composé de tribus si différentes, s'ils ne sont pas capables de surmonter les désaccords qui les séparent? Ainsi une vraie honnêteté entre mon frère et moi mit un terme à nos querelles. Je me suis rendu compte que l'un et l'autre, nous pouvions commencer à penser ensemble à notre pays plutôt que de nous perdre dans l'adoration de notre intelligence et de nos idées.

Puis, j'eus l'occasion aux Etats-Unis de participer avec une délégation d'étudiants à une rencontre internationale organisée en 1957 par le Réarmement moral. Frank Buchman et ses amis avaient eu le courage d'y réunir des Blancs et des Noirs d'Afrique du Sud en même temps que des représentants des autres pays du continent. Y avait-il un autre endroit où une telle chose fût possible? Mais, j'ai surtout entendu un juge à la Cour suprême d'Afrique du Sud demander pardon pour son attitude de supériorité à l'égard des Noirs d'Afrique et déclarer qu'il voulait dorénavant s'employer à amener un nouvel esprit dans son pays. Il avait à ses côtés non seulement toute sa famille, mais aussi le Président de l'Association des Instituteurs noirs de son pays. Celui-ci souligna que le Noir devait sortir de son attitude de critique à l'égard du Blanc pour pouvoir trouver avec celui-ci comment créer une société nouvelle en Afrique et dans le monde. C'est là que, pour la première fois, je suis sorti de la prison de ce concept de conflit racial. J'ai tout à coup compris que Dieu qui nous avait tous mis en Afrique comptait

sur nous, Blancs et Noirs, pour apprendre à vivre et à travailler ensemble.

GABRIEL MARCEL. — Mais ne pensez-vous pas que les événements qui se déroulent actuellement en Afrique semblent montrer que l'on s'éloigne de cet état d'esprit plutôt que de s'en rapprocher? C'est du reste pour cela que j'ai tenu à avoir dans ce livre le témoignage d'un Noir d'Afrique du Sud.

ISAAC AMATA. — Evidemment, beaucoup d'événements regrettables se sont passés dans notre continent, car deux tendances s'opposent : ou bien nous développons l'esprit auquel je viens de faire allusion et nous tentons de rapprocher les hommes, même ceux qui sont accrochés aux positions les plus radicales, ou bien nous retournons aux idées primitives de la violence. Beaucoup d'Africains ont essayé. Nous avons vu de nombreux coups d'Etat depuis que l'indépendance a été donnée à la plupart des nations d'Afrique dans les années 60. Les pays qui ont accumulé les coups d'Etat sont ceux qui demeurent extrêmement instables. Les pays où l'on a cherché à maintenir, tant bien que mal, le principe des élections démocratiques, de la liberté d'expression, trouvent encore le moyen de rester unis dans la construction de leur avenir.

Nous avons donc encore beaucoup à apprendre en Afrique. Mais je suis inquiet quand, revenant ici en Europe, j'entends les gens, soit parmi les contemporains de M. Viallet, soit à propos des problèmes sociaux évoqués par M. Mercier, parler si légèrement d'employer la violence comme solution ultime, alors que nous, en Afrique, nous efforçons de sortir du cycle de la violence. Je n'arrive pas à comprendre comment, en Europe, des gens qui se qualifient de révolutionnaires peuvent encore penser que la violence est un élément de progrès. J'espère qu'un changement se produira sur ce point car nous avons besoin, en Afrique, d'un remède plus efficace

que la violence pour surmonter nos différences de langue, de culture, d'origine.

GABRIEL MARCEL. — Abordons, si vous le voulez, ce problème terriblement difficile et qui nous préoccupe tous : nous voyons chaque année la différence dans le niveau de vie entre les pays industrialisés et les pays du tiers monde, non pas du tout se réduire, mais au contraire augmenter. En même temps, tout ce que nous apprenons sur la manière dont se réalise une espèce de nouveau colonialisme est de nature à éveiller en nous beaucoup d'appréhension. En quoi pouvez-vous avoir le sentiment que le Réarmement moral puisse apporter, sinon une solution, tout au moins un palliatif, dans une situation si angoissante?

ISAAC AMATA. — Il est de pratique courante, chez nous en Afrique, de reprocher aux nations riches ce qui se passe dans d'autres qui sont appelées sous-développées. Mais quand je rentre en Afrique, je remarque également que les quelques Africains qui ont eu le privilège d'acquérir des richesses montrent peu d'empressement à abandonner leurs positions tant qu'on leur laisse le pouvoir ou la vie. Il ne s'agit donc pas uniquement du problème de nations riches face à des nations pauvres, mais il me semble qu'il s'agit davantage de l'emprise du mal sur la nature humaine.

Nous qui habitons en Afrique et dans l'ensemble du tiers monde, devrions nous tourner vers les représentants des nations riches et leur demander : « Comment avez-vous réussi à développer vos pays? Nous avons en effet tant à apprendre de vous, en particulier cette foi qui a permis à vos peuples à l'aube de l'évolution chrétienne de faire passer le souci des hommes avant celui du profit. »

Dans ce domaine, j'ai été très encouragé par ma visite en Inde. Sous la conduite du petit-fils du Mahatma Gandhi, j'ai vu l'esprit du Réarmement moral devenir l'amorce de nouvelles relations entre les continents.

Beaucoup d'Européens ont commencé à se sentir responsables de ce qu'ils peuvent faire en Inde et, en échange, les gens de l'Inde apportent les expériences de réconciliation qu'ils ont faites. Ainsi, chacun cherche comment mieux aider l'autre. Il me semble que cet esprit appliqué à l'économie pourrait permettre de combler le fossé entre nations développées et nations en voie de développement. J'aimerais me donner, pour ma part, de tout cœur à établir entre les nations d'Europe et d'Afrique cette base de relations nouvelles.

GABRIEL MARCEL. — Vous avez dû être très angoissé par le drame du Biafra.

ISAAC AMATA. — Oui, et d'autant plus que si par naissance j'avais mes attaches du côté fédéral, j'avais, de par mon éducation reçue dans la partie orientale, beaucoup de liens avec l'autre camp. Beaucoup de mes amis et collègues étaient du côté biafrais et vous pouvez comprendre quelle a été mon angoisse de nous voir nous massacrer les uns les autres. Nous étions loin de l'indépendance pour laquelle nous avons lutté quelques années auparavant au Nigéria. Nous pouvions aussi mesurer jusqu'où la violence pouvait nous entraîner.

Mais mes amis européens du Réarmement moral m'ont cité une phrase qu'avait dite le Dr Buchman le jour où les Japonais attaquèrent Pearl Harbour : « Si quelqu'un fait la guerre, il faut bien que quelqu'un soit prêt à faire la paix. »

J'ai donc compris que des hommes de foi tels que moi devaient vivre pour guérir ce qui avait égaré le Nigéria au lieu de se ranger dans un camp ou l'autre, ce qui ne résout rien. Il y avait en moi des ressentiments qui me poussaient à blâmer par moments les Hausas, par moments les Ibos. J'ai décidé que cette animosité n'aurait plus place dans mon cœur et que je travaillerais à aider mes compatriotes dans ce sens. Il me fut difficile d'agir pendant les mois de guerre, mais celle-ci terminée, j'ai pu aller de l'autre côté et retrouver mes collègues dans

l'ancien Biafra. Vous vous rappelez sans doute qu'en novembre dernier je vous ai fait faire la connaissance de l'un d'entre eux. Nous avons commencé une action commune qui va se développer dans les mois qui viennent car le Réarmement moral nous réunit dans une communauté d'idées et de buts qui fait gravement défaut à nos nations d'Afrique.

GABRIEL MARCEL. — Une très grande partie de votre pays est musulmane. Est-ce que vous avez le sentiment que les musulmans peuvent accepter comme les chrétiens l'idéologie du Réarmement moral ou bien avez-vous le sentiment, au contraire, que l'islamisme constitue un obstacle? Pour cet ouvrage, nous avons reçu du ministre des Affaires étrangères de Tunisie, M. Masmoudi, un texte qui, en un sens, est une réponse indirecte à ma question. Mais voulez-vous nous donner ici votre opinion?

ISAAC AMATA. — J'aimerais que vous puissiez voir le récent documentaire qu'a réalisé M. Rajmohan Gandhi sur le travail du Réarmement moral en Asie. En effet, l'un des dirigeants musulmans les plus orthodoxes d'Asie, le Tunku Abdul Rahman, récemment encore premier ministre de Malaisie, a invité une délégation du Réarmement moral à venir dans son pays qui s'est trouvé déchiré en 1969 par des émeutes raciales entre Malais et Chinois. Une personnalité musulmane de Malaisie souligne dans ce film que le Réarmement moral et l'Islam ont de nombreux points en commun et que, par conséquent, elle soutient l'action du Réarmement moral.

Au Nigéria, j'ai présenté le film du Réarmement moral intitulé *Liberté* à l'émir de Kano qui administre une population de cinq millions de musulmans. Il m'a alors immédiatement demandé : « Pouvez-vous doubler ce film en langue hausa ? Je veux le montrer à tous les musulmans au nord de notre pays. » Pour ma part, je crois qu'en se référant à des critères moraux absolus, à la direction de Dieu, — n'est-ce pas là l'essence du

Réarmement moral? — chrétiens et musulmans peuvent trouver ensemble la volonté de Dieu pour le monde tout entier.

MICHEL SENTIS. — Nous retrouvons là, du reste, ce que nous évoquions tout à l'heure. Le rôle assez unique que joue le Réarmement moral — les différents récits et expériences que vous avez tenu à insérer dans cet ouvrage le montrent de façon convaincante — est de permettre à des gens qui ont habituellement des critères de référence fort différents, de se retrouver, de se rapprocher en partant de critères que tous les hommes sur terre peuvent accepter en commun : capitalistes et marxistes, musulmans, chrétiens et bouddhistes, parents et enfants, illettrés et intellectuels. Pour nous la société de demain sera le fruit des efforts de tous, chacun apportant ses qualités, ses dons, le meilleur de lui-même.

La diversité de l'humanité contraint aujourd'hui l'homme à revenir à l'essentiel. Et cet essentiel, l'homme le découvre dans sa conscience. C'est là où, de façon paradoxale — pour reprendre une formule que vous avez lancée vous-même, M. Marcel — l'intime rejoint le mondial.

MAURICE MERCIER. — J'ai eu l'occasion de faire certains voyages avec les équipes du Réarmement moral, en Inde en particulier. Je suis convaincu que, quel que soit le pays, quel que soit le milieu, il faut à l'homme le complément qu'apporte le Réarmement moral. Si les dirigeants du patronat français voulaient bien organiser à Caux des sessions de formation pour les hommes de l'industrie, je me porte garant du résultat. Car à toute réalisation, il faut ajouter l'esprit du Réarmement moral si nous voulons créer la civilisation de demain.

GABRIEL MARCEL. — C'est un peu dangereux de vous exprimer comme cela, parce qu'on finira par considérer le Réarmement moral comme...

MAURICE MERCIER. — ...Une panacée?

GABRIEL MARCEL. — Non, comme une sorte de brassard que chacun doit porter. Je pense qu'il y a des médecins chrétiens, des ouvriers chrétiens, qui n'ont jamais entendu parler du Réarmement moral.

MICHEL SENTIS. — Le Réarmement moral est l'opposé même d'un brassard. Il ne donne à personne un brevet; c'est la conscience de chacun qui est le seul juge. Il est un état d'esprit que, Dieu merci, beaucoup de gens incarnent sans avoir eux-mêmes jamais connu le Réarmement moral.

GABRIEL MARCEL. — Il y a encore une chose importante que je voudrais dire. Ce qui me paraît très précieux dans le Réarmement moral, c'est qu'il part de postulats qui sont essentiellement anti-technocratiques. Le danger de la société — qu'elle soit américaine ou soviétique, c'est exactement la même chose — est de devenir complètement technocratisée. Le recours aux ordinateurs, s'il marque, sous certains rapports, un progrès qu'on ne saurait nier, fait néanmoins apparaître une menace qu'on aurait tort de ne pas prendre au sérieux, dans la mesure où il risque de frayer la voie à une technocratisation de plus en plus déshumanisante.

Dans cette perspective, l'originalité et, ajouterai-je, la valeur libératrice d'un mouvement tel que le Réarmement moral, apparaît en pleine lumière. N'implique-t-il pas en effet le recours à l'élément par définition incalculable qui s'attache à la rencontre, là où celle-ci s'effectue dans une lumière de bonne volonté réciproque? Comment ne pas voir qu'il existe deux types de simplicité essentiellement distincts? Il y a certes une simplicité qui s'obtient par le recours à des machines, présentant d'ailleurs paradoxalement un caractère d'extrême complication, mais la simplification qui s'opère par leur intermédiaire ne débouche que sur de l'abstrait et de

l'inerte; elle est étrangère à l'exigence profonde qui se situe comme à la rencontre de l'intelligence et du cœur et qui caractérise l'humain en tant que tel. L'autre simplicité, la vraie, celle qui se confond avec ce que certains appellent l'esprit d'enfance, ne *s'obtient pas* : elle se découvre, elle se *révèle*. Et j'ajouterai qu'elle s'instaure dans une dimension où les Spirituels de l'Inde et de l'Islam peuvent — l'expérience le montre — communier avec les chrétiens les plus authentiques dans la joie de l'unité retrouvée.

CHAPITRE 2

PRINTEMPS A BOLZANO

Dans les chapitres suivants, j'ai demandé à différentes personnalités d'évoquer pour nous certaines situations ou de nous apporter leur témoignage.

Avec le récit que nous envoie de Rome le journaliste catholique Fred Ladenius, nous abordons le problème délicat que pose la situation des minorités — problème que nous retrouverons plus loin avec le récit de Rajmohan Gandhi sur l'Assam.

L'Autriche et l'Italie ont vu ces dernières années un territoire appelé par les uns Tyrol du Sud, par les autres Haut-Adige, devenir un sujet de discorde entre eux. Ce que ce texte nous apporte d'intéressant, ce n'est pas l'exposé de la solution technique qui a été adoptée pour surmonter le différend; mais il montre à l'évidence qu'aucune solution n'aurait pu être acceptée s'il n'y avait pas eu simultanément un changement d'attitude intérieure chez certains. Les hommes du Réarmement moral n'interviennent que dans ce domaine-là, qui est peut-être le plus important. L'erreur de certains techniciens de la politique ne serait-elle pas de le négliger?

Il était minuit passé quand le téléphone retentit à sonneries prolongées : un appel de l'étranger. Tout journaliste est un peu blindé contre ces appels nocturnes qui le tirent de la douce chaleur du lit. C'était Amsterdam, Amsterdam appelant Rome. Je reconnus aussitôt, nasale et lointaine, la voix de mon collègue Ben Sies, alors coordonnateur de programmes étrangers de la télévision catholique hollandaise KRO. Aussitôt, à mi-chemin entre le rêve et la réalité, je pensai à un voyage, à la brosse à dents, aux chemises propres, au pyjama... Et de fait, il s'agissait d'un voyage.

La télévision envisageait un reportage de grande envergure sur le problème des minorités en Europe : Belges de souche allemande, Pieds Noirs éparpillés sur la côte française de la Méditerranée, ouvriers italiens en Suisse et Turcs en difficulté sous le soleil de Chypre. Les différents correspondants étrangers, à Bonn, Bruxelles, Athènes, Paris et Rome, devaient s'emparer chacun d'un problème pour le disséquer à l'usage de la consommation des masses. En ma qualité de correspondant à Rome, il m'incombait de traiter un problème particulièrement brûlant : la vieille question du Haut-Adige, envenimée alors par les attentats et la violence, abîme creusé dès 1919 par les traités internationaux entre l'Italie et l'Autriche.

Ce n'était pas une tâche qui, à dire vrai, me réjouissait beaucoup. Quoi qu'il en fût, j'acceptai. Que pouvais-je faire d'autre ? Je me mis donc en contact avec la télévision italienne qui dans le cadre de nos accords internationaux devait me fournir une équipe technique. D'un commun accord avec mes collaborateurs, nous décidions d'aller à Bolzano le dimanche suivant.

Ayant quelques jours devant moi, je cherchai à me documenter sur les derniers événements de la situation dans le Haut-Adige. Toutes les sources interrogées — ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur, ambassade d'Autriche, Secrétairerie d'Etat — se montrèrent réticentes à l'extrême. « C'est une mauvaise affaire, me dirent les Italiens, une situation brûlante ». « Il est mieux

de n'en pas parler », répondirent les Autrichiens. Au Vatican, je me vis éconduit avec un courtois « Pas de commentaires ».

A la veille de mon départ pour le Tyrol du Sud, un collègue journaliste hollandais, Henk Baljon, qui avait passé vingt-cinq ans comme correspondant à Vienne, m'invita à dîner. « A propos, il y aura le conseiller de l'ambassade d'Autriche », me dit-il avant de raccrocher l'appareil. L'homme que depuis plusieurs jours j'avais en vain tenté de rejoindre allait se trouver mon compagnon de table; il lui serait difficile d'échapper à ma question. Une heureuse coïncidence, pensai-je alors, écartant à priori l'hypothèse que la Providence pouvait en savoir plus que diplomates et journalistes et s'intéresser directement à la situation sud-tyrolienne. Ce soir-là, au terme d'un délicieux dîner, la conception autrichienne du problème tyrolien n'avait plus de mystère pour moi.

Je revois encore Bolzano dans l'aube froide. Des nuages bas, un vent à vous faire frissonner, des rues désertes, miroitantes de pluie. Le rendez-vous avec mes techniciens était à 9 heures près du siège de la télévision. Dans le train, entre Rome et Trente, j'avais dormi de mon mieux; mais de Trente à Bolzano, épuisé par sa course, le train avait avancé presque au pas. Par la fenêtre, le long du talus, j'avais remarqué des hommes en armes, chasseurs alpins et parachutistes, qui à distance assez rapprochée surveillaient la ligne de chemin de fer. En effet, les attentats contre les convois étaient à l'ordre du jour.

A la gare, on avait l'impression d'avoir fait un voyage en arrière dans le temps, un bond dans les années de la dernière guerre; des soldats en tenue de campagne étaient installés dans le bâtiment. Un fonctionnaire de la police ferroviaire me dévisage — je suis l'unique voyageur arrivé ce matin-là — et m'invite à passer à la consigne pour ouvrir ma petite valise. Je lui mets sous les yeux le laissez-passer que la Présidence du Conseil accorde à tous les journalistes accrédités et qui dans toute la péninsule a l'effet d'une baguette magique. « Les

ordres sont les ordres, ils valent pour tous », me répond-il sur un ton impératif.

Je pars à travers les rues de Bolzano. Aux croisements, les agents de la sécurité publique montent la garde, mitraillette sous le bras, engourdis par la longue nuit. Mes pas se répercutent dans les ruelles étroites, sous la voûte des arcades. Je regarde les vitrines, passe-temps obligatoire des gens à l'heure et des oisifs. Dans la devanture d'un photographe, j'aperçois une souriante paire de mariés blonds, des communiant blonds, des enfants blonds, des adultes en pantalon de cuir et de fraîches jeunes filles couronnées de tresses blondes. Il n'y avait dans leurs rangs pas un brun, pas un châtain, même en cherchant bien. Je continue ma route. Tournant l'angle d'une rue, la vitrine d'un autre photographe attire mes regards et — pour rester dans le vocabulaire de cette profession — m'apparaît comme le positif de la précédente : des bruns cette fois, rien d'autre que des bruns ornés de moustaches et de favoris, des mariées et des communiantes au teint bistré sous leurs voiles blancs, de beaux ténébreux en uniforme de carabinier. Même les photographes et leurs clients se soumettaient aux habitudes locales de la division ethnique. « On peut mettre dans le café italien du lait, ou à la rigueur de l'eau froide. Mais jamais de bière... » m'avait-on dit à Rome. Au Vatican, un monseigneur qui avait grandi à l'ombre des Dolomites avait ajouté : « Les catholiques du Haut-Adige, qu'ils soient Allemands ou Italiens, ont pour devise : chacun pour soi et Dieu pour tous. »

Je retrouve mes techniciens à l'heure au rendez-vous auprès du siège de la télévision où une affiche impérative en deux langues invite les piétons à passer de l'autre côté du trottoir dans les heures qui séparent le crépuscule de l'aube. Mesure de précaution, assortie cependant de l'ordre de tirer à vue sur les suspects. Au travail donc !

A dix heures et demie, l'appareil de prise de vues et les projecteurs sont installés dans le bureau du président du gouvernement provincial, Silvius Magnago, leader du parti populaire sud-tyrolien, qui pendant des années

avait bravement défendu les intérêts, la culture et la langue de la communauté de souche germanique. Magnago, dès le premier contact, m'apparaît tel que me l'avaient décrit ses amis et aussi ses adversaires de bonne foi : un homme de caractère, plein de compassion pour les problèmes de sa communauté. Dans sa jeunesse, il avait été fonctionnaire de l'armée italienne, servant dans les grenadiers de Sardaigne en cantonnement à Rome. Les accords intervenus entre l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste le mirent dans un cruel dilemme. Il opta pour ceux qui parlaient sa langue; il devait perdre une jambe au cours de la dernière guerre dans les rangs de la Wehrmacht. Le conflit terminé, il redevint citoyen italien en vertu des accords italo-autrichiens. Magnago se jeta la tête la première dans la politique pour sauvegarder les droits menacés de son groupe ethnique.

Magnago est donc là, devant l'appareil de prise de vues, sous les réflecteurs qui creusent cruellement son visage terreux. « Nous devons trouver à notre problème une solution coordonnée, acceptable et efficace, une solution qui assure à tous la paix et le progrès... » L'appareil de prise de vues ronfle, la pellicule court pendant que les mots coulent, scandés, médités et sentis, ceux d'un tribun habitué à haranguer ses compatriotes. « Vous devez comprendre que trop d'entre nous ont trop souffert... »

Ensuite, pendant l'interruption d'une réunion du Conseil régional, j'arrive à interviewer M. Armando Bertorelle, alors vice-président de ce conseil, dont il est l'actuel président. « Il y a des années que nous discutons, me dit-il, et son ton est empreint d'une sincérité qui ne trompe pas. Tous ceux qui parlent aujourd'hui de leur bonne volonté devraient aujourd'hui en donner la preuve. Il faut penser à l'avenir, aux tâches qui nous attendent, à une reprise du travail après cette longue période de discordes qui a bloqué tout le progrès économique, social et culturel... »

Puis, devant le siège de la Chambre de commerce, se déroule un entretien avec un homme qui, selon mes

informations, aurait contribué à mettre en marche certains rouages dans le domaine des rapports entre les hommes. Il s'agit du secrétaire général de cette organisation, Alberto Modolo. Sa vision des choses me paraît alors plus que jamais réaliste. Modolo compare le dilemme du Haut-Adige à celui qui depuis trop de temps ensanglante le Vietnam. « Deux problèmes donc : l'un de dimension mondiale à cause du danger de son extension à d'autres pays, l'autre de dimension beaucoup plus modeste mais qui, depuis des années, envenime les relations entre hommes vivant sous le même toit, compromettant leur progrès économique, social et culturel. Se pourrait-il que les solutions soient dans les deux cas de même nature? »

A Bolzano, le vice-commissaire du gouvernement, Luigi Masci, représente l'autorité de l'administration de Rome. Sa tâche est des plus ingrates. Masci me reçoit dans l'atmosphère sévère de son bureau : meubles Renaissance, portrait du président Saragat, drapeau vert-blanc-rouge. « La solution ne viendra certainement pas d'elle-même. Pour résoudre les problèmes qui nous préoccupent, il faudra qu'interviennent certains éléments psychologiques indispensables : une foi solide, une bonne dose de courage, une patience infinie, une maîtrise de soi à toute épreuve, et, avant tout, beaucoup, beaucoup de bonne volonté. »

Quand je repars de Bolzano, le coucher du soleil enflamme les montagnes pendant que les hommes en armes se préparent à une longue veille de plus. J'aurais voulu interviewer le député Karl Mitterdorfer, bien connu dans les milieux parlementaires à Rome comme l'infatigable défenseur de la cause sud-tyrolienne. Mais, ces jours-là, il était absent. J'en suis d'autant plus déçu qu'on me l'avait décrit comme un homme sinon des plus malléables, certainement des plus intéressants. Je ne pouvais pas alors soupçonner que j'allais bientôt le rencontrer et que nous ne tarderions pas à devenir amis.

Je rentrai donc à Rome pour reprendre mon travail quotidien : le Parlement, le Sénat, le Vatican, la salle de

presse. Le programme que j'avais réalisé pour la télévision devait passer sur les ondes quelques semaines plus tard, et je pouvais déjà considérer le Haut-Adige comme un chapitre terminé. Il y avait d'autres problèmes à résoudre à portée de main.

Pourtant, je continuais à penser aux divisions qui ruinaient cette merveilleuse région et qui en avaient fait une blessure ouverte au cœur de l'Europe. Il y avait là tant de bonne volonté inopérante, tant d'espérance. Il y avait surtout des hommes qui auraient pu transformer une région problème en une région pilote pour l'Europe et pour le monde. Si je voulais encore écrire un article sur le Tyrol du Sud, voilà ce qu'il me faudrait mettre. Plusieurs paroles de Silvius Magnago me revenaient à l'esprit : « Trop d'entre nous ont trop souffert... » Je pris donc mon stylo et écrivis tout ce que j'avais ressenti au cours de ces journées passées dans cette région contestée, où l'explosion des charges de plastic et le crépitement des mitraillettes violaient le silence des nuits. Cette région privilégiée, où la langue et la culture de Dante et de Goethe étaient appelées à se mêler et à se compléter, ne pouvait-elle, malgré le sang versé, malgré le triste héritage du passé, devenir terre d'espérance?

Des divisions, il y en avait. Mais au fond, qui avait raison? Nous autres journalistes avons l'habitude de nous élever en arbitres et censeurs selon nos convictions personnelles ou, le plus souvent, selon l'orientation idéologique ou politique de la source qui nous procure le pain quotidien. Qui avait raison? A première vue, juridiquement, l'Italie. Ce pays avait terminé victorieusement la première guerre mondiale et, selon le droit international, les vainqueurs ont toujours raison. C'est là, comme toujours, la faiblesse intrinsèque des forts. D'autre part, les mesures odieuses, les vexations imposées par le régime fasciste avaient creusé un abîme qu'il n'était pas facile de combler.

Ce fut alors qu'une pensée s'imposa à mon esprit, une pensée d'une simplicité linéaire : encore une fois, il

s'agissait non pas de déterminer qui avait *raison*, mais ce qui était *juste*. Cette tournure de phrase, je l'avais entendue des années auparavant, à Caux, en Suisse, à l'occasion d'une rencontre internationale. Elle était de Frank Buchman, fondateur du Réarmement moral. Depuis, j'avais été constamment poursuivi par le défi de Caux : ne dépendait-il pas de nos décisions, de notre engagement personnel, que toute situation devienne différente? J'écrivais donc, pendant qu'en moi grandissait la conviction que Dieu pouvait résoudre le chaos dans nos cœurs, dans nos familles, dans le Haut-Adige, aux quatre points cardinaux du globe. Ne pouvait-il pas faire que toute chose devienne nouvelle? J'écrivais et mon article s'intitulait : « Une région test, le Tyrol du Sud ». Il fut lu jusqu'à Bolzano.

J'avais réussi à faire passer au travers de mon article un reflet de ma conviction. Je le crois, car le secrétaire général de la Chambre de commerce, Alberto Modolo, après avoir lu l'article dans lequel j'avais mentionné le centre de Caux, partit à la recherche de ce singulier carrefour international qu'un de mes confrères avait défini comme le quartier général de l'espérance du monde. Modolo fut le premier à y venir de Bolzano. Beaucoup d'autres devaient le suivre dans les années à venir.

En juin 1968, arriva en fait à Caux une délégation du Haut-Adige dont faisaient partie le vice-président de la région, à ce moment-là Armando Bertorelle, le maire de Bolzano, Giorgio Pasquali, le député du groupe ethnique allemand, Karl Mitterdorfer (l'homme que je n'avais pu interviewer à Bolzano) et le conseiller régional Pepi Posch, dirigeant du mouvement des ouvriers catholiques. Se trouver à Caux ensemble, sous le même toit, représentait pour ces personnalités des deux communautés une expérience nouvelle. En un sens, il y avait déjà du miracle dans l'air.

Pendant la première séance, le maire de la ville lut le message que le Président Saragat avait envoyé à la conférence. Divers orateurs, qui avaient fait surgir de

nouvelles espérances et rendu compte de transformations concrètes dans des situations aussi inextricables, transportèrent les délégués du Haut-Adige, dans un irrésistible kaléidoscope, de Chypre à l'Inde, de l'Afrique du Sud à la France, à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne. Dans le cœur de ces hommes, commençait à cheminer le sentiment que Caux pourrait devenir un point de rencontre, une pierre milliaire à partir de laquelle des Sud-Tyroliens de souches diverses marcheraient ensemble vers un but commun.

Après avoir écouté, les représentants du Haut-Adige eurent à leur tour l'occasion de prendre la parole. Karl Mitterdorfer ne put s'empêcher d'évoquer la douleur d'un passé trop présent : « Pendant des années, les membres de ma communauté se sont sentis trahis par l'histoire. Pour réparer les erreurs du passé, de nouvelles erreurs ont été commises. De part et d'autre, des hommes de bonne volonté cherchent à sortir de ce cercle vicieux. Mais, jusqu'à il y a peu de temps, je ne voyais moi-même aucune issue. Nous sommes venus à Caux dans l'espoir de trouver une inspiration qui nous ouvrirait la porte vers une solution satisfaisante pour tous. Me trouvant ici en présence d'autres situations encore plus difficiles, j'ai eu l'impression que nos problèmes avaient perdu tout d'un coup un peu de leur importance. J'ai compris qu'en résolvant nos problèmes de manière efficace, nous pourrions devenir un exemple pour tous ceux qui dans le monde affrontent des situations infiniment plus complexes. »

Dans l'histoire tourmentée de cette région frontalière, la page écrite à Caux en cette première semaine de juin 1968 était pleine de promesses. D'autres pages encore blanches attendaient d'être écrites.

En septembre, nouveau séjour à Caux d'une délégation du Haut-Adige. Les espérances nées en juin allaient en se concrétisant. Il y avait cette fois M. Silvius Magnago. De Rome était venu M. Guido Bernardi, député démocrate-chrétien. Je me souviens bien du repas auquel je pris part et qui réunissait les hommes représentant les deux

groupes ethniques. Il y avait avec eux Rajmohan Gandhi, petit-fils du Mahatma, un des responsables du Réarmement moral en Asie. Les parties en cause exposèrent leur conception du problème et, à la fin du repas, Gandhi leur dit : « Messieurs, il me paraît qu'il y a de votre part à tous tant de bonne volonté. J'ajouterai ceci : il y a une raison supplémentaire pour vous de résoudre votre problème. Mon pays est assailli de conflits si semblables au vôtre depuis des années. Quand vous aurez trouvé la solution qui vous tient tant à cœur, vous pourrez, forts de votre expérience, venir nous montrer la voie. Pourquoi ne pas vous fixer une date limite pour la solution de ce différend? » Il y eut un long silence, un défi avait été lancé.

Ce soir-là, Magnago, Mitterdorfer, Posch, Bertorelle et Bernardi parlèrent longuement en privé jusqu'aux petites heures du matin. Le lendemain, nous nous retrouvions avec eux pour le petit déjeuner. William Cavendish, un industriel de Rome qui avait accompagné Bernardi, était aussi présent. Il suggéra à chacun de faire un moment de silence et de noter les pensées qui viendraient. Peut-être Dieu montrerait-il à l'un ou l'autre quels étaient les pas que nous pourrions décider de faire. Le silence s'établit et Bernardi nota une pensée brève et précise : « Mitterdorfer doit rencontrer Piccoli... » Il nota aussi une date : le 20 septembre.

Flaminio Piccoli, alors secrétaire adjoint du parti démocrate-chrétien — plus tard secrétaire national de ce parti, puis aujourd'hui ministre — est un homme du Trentin, issu du journalisme. Comme tous les montagnards, les gens du Trentin ont peu de temps à perdre et le goût des choses concrètes. La rencontre eut lieu effectivement le 20 septembre, Place Don Luigi Sturzo, au siège central du parti. Autour de Flaminio Piccoli se retrouvaient Karl Mitterdorfer, Rajmohan Gandhi, Guido Bernardi et quelques responsables du Réarmement moral en Italie et en Autriche. On ne se perdit pas en phrases toutes faites ou dans les compliments habituels des conversations politiques. Ce fut une rencontre d'hommes

conscients de leur responsabilité à l'égard de l'histoire et décidés à surmonter dans un nouvel esprit les obstacles qui, jusqu'à ce moment-là, avaient paru insurmontables.

C'est l'esprit de cette rencontre qui fit son chemin dans l'hémicycle de Montecitorio quand Flaminio Piccoli, parlant à la Chambre quelques semaines plus tard, fit allusion au problème du Haut-Adige et reconnut les erreurs commises du côté italien. Le lendemain, quand avec Karl Mitterdorfer j'eus l'occasion de lui serrer la main, Piccoli me dit : « Faites savoir à vos amis de Caux que j'ai parlé dans l'esprit du Réarmement moral. »

De nouveaux rouages se mettaient en marche.

Dans le courant de septembre 1969, arriva l'heure où l'on devait se prononcer sur la question du « paquet » de vingt-deux propositions par lesquelles Rome accordait une large autonomie à la communauté de langue allemande. A la veille des débats, qui devaient avoir lieu à Bolzano, une nette division régnait au sein du parti populaire sud-tyrolien. Les Sud-Tyroliens pouvaient-ils faire confiance à la sincérité d'intention du gouvernement italien? L'unité de la population de langue allemande serait-elle préservée? A la veille de ces décisions, une délégation du Haut-Adige partit une fois de plus pour Caux.

Dans la salle de conférences du centre du Réarmement moral, il régnait un grand silence quand le député Mitterdorfer prit la parole. Dans l'auditoire se trouvaient notamment des délégués catholiques et protestants venus d'Irlande du Nord, qui reconnaissaient dans le problème du Haut-Adige tant d'aspects de la tragédie qui déchirait leur patrie. Ils voyaient dans les paroles de Mitterdorfer un reflet de leur propre espérance. « A Caux, notre responsabilité s'est agrandie, déclara le député de langue allemande. L'abandon des ressentiments constitue le préalable de toute solution, car ce sont précisément ces ressentiments qui nous ont conduits là où nous sommes. A chacun d'entre nous incombe donc d'aider le partenaire à surmonter les obstacles. Il n'y aura pas de solutions sans sacrifices de notre part. Il ne s'agit pas de

sacrifier la justice mais d'accepter le sacrifice personnel pour trouver la solution la plus juste... »

Quelques semaines plus tard, à Merano, lors du Congrès du parti sud-tyrolien, personne jusqu'à la dernière minute n'aurait pu prédire l'issue du vote par lequel les délégués de la population de langue allemande devaient décider de la destinée de cette région. Silvius Magnago, épaulé par Karl Mitterdorfer, faisait campagne pour que les propositions de Rome soient acceptées. Le sénateur Peter Brugger, vice-président du parti dirigé par Magnago, avait pris une position contraire. Avant de passer au vote, Magnago prit la parole : « Aucun d'entre vous qui aura voté « oui » ne sera appelé traître, aucun qui aura voté « non » n'aura trahi, parce que tous auront voté en bonne foi. » Quelques moments auparavant, Peter Brugger s'était approché de Magnago et lui avait longuement serré la main; ce geste significatif avait été salué d'applaudissements chaleureux. A deux heures du matin, le 22 novembre 1969, un millier de délégués exprimèrent leur vote : 583 oui (52,8%) et 492 non (44,6%) avec trente-neuf abstentions ou bulletins nuls. Le vote des représentants du groupe ethnique ouvrait ainsi une voie vers la solution du différend entre la population de langue allemande et le gouvernement italien, entre l'Italie et l'Autriche. Beaucoup était accompli, beaucoup restait à faire.

« Nous pouvons être un exemple, » avait dit Karl Mitterdorfer à Caux. L'action devait suivre la parole.

Le 14 février 1970, à Belfast, en Irlande du Nord, Karl Mitterdorfer et Peter Brugger prirent la parole côte à côte devant des députés du parti unioniste et du parti de l'opposition, devant des représentants du clergé catholique et de l'Eglise protestante, devant des hommes dont certains s'étaient affrontés sur des barricades adverses. Mitterdorfer parla le premier : « La violence n'est pas une solution. Dans notre cas, la violence a suscité une contre-violence et ce fut le départ d'une spirale fatale. Ce n'est pas en employant les mêmes méthodes nationalistes que nous pourrions apporter un remède à une

situation créée par le nationalisme. Des hommes sont morts, le malheur a frappé, et alors nous avons compris que nous devons trouver une solution par d'autres voies. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait recourir à la négociation. Mais, les meilleures lois ne peuvent servir qu'à diminuer la tension; à elles seules, elles ne peuvent résoudre les problèmes. Il y faut un nouvel esprit.

« Le 22 novembre dernier, notre parti a accepté les propositions du gouvernement italien, poursuit le député de langue allemande. Sur ce point, j'aimerais apporter quelques précisions : il y a deux ans, je me suis rendu pour la première fois à Caux, parce que je pensais que nous avions besoin d'aide. A Caux, la perspective dans laquelle je voyais notre problème régional s'est extraordinairement élargie. Nous appartenons à une population de montagnards et quelquefois les montagnes nous empêchent de voir loin. Connaître ce qui se passait autre part dans des situations plus critiques que la nôtre a représenté pour nous une expérience fructueuse. » Puis, ayant rappelé sa rencontre avec M. Rajmohan Gandhi, Mitterdorfer poursuit : « Pour en dire plus, mon expérience de Caux m'a montré que quelque chose devait changer. C'est toujours facile d'attendre que l'autre change. Mais l'important n'est-il pas bien sûr d'assumer sur ce point sa propre responsabilité? C'est dans cette attitude que nous avons eu un entretien avec Flaminio Piccoli pendant lequel celui-ci a admis les erreurs commises du côté italien. Par la suite, Piccoli a répété publiquement ces paroles devant le Parlement. Nous étions alors sur la bonne route pour créer des rapports meilleurs. »

A ce moment là, se tournant vers le sénateur Brugger, Karl Mitterdorfer continua devant son auditoire irlandais captivé : « Le sénateur Brugger est l'animateur de la tendance adverse au sein de notre parti. Quand nous avons commencé à discuter pour savoir si nous devons ou non accepter les propositions italiennes, il y a eu parfois entre nous des altercations des plus vives qui

risquèrent d'aggraver la situation. Lors de mon dernier séjour à Caux, j'ai marqué un jour sur mon carnet de rendez-vous qu'il me fallait avoir une conversation privée avec le sénateur Brugger. C'était nécessaire, mais difficile. Nous, hommes politiques, sommes souvent guidés par l'ambition; nous croyons naturellement agir pour le bien du public quand en fait nous donnons libre cours à notre ambition. Mais, examinant honnêtement mon attitude, j'y ai découvert beaucoup de jalousie à l'égard de collègues qui semblaient mieux réussir que moi. Après avoir longuement réfléchi, renvoyant plusieurs fois la décision, je suis allé trouver le sénateur Brugger et je me suis excusé pour ce qu'il y avait eu de faux dans mon attitude. Je ne veux pas exagérer la conséquence d'un tel geste, mais je sais qu'une nouvelle dimension, dépassant nos divergences, est entrée dans nos rapports personnels. Le fait que nous ayons pu venir ici ensemble pour vous parler en porte témoignage. »

Prenant à son tour la parole, le sénateur Brugger déclara : « Une idée juste a sa valeur pour tous, mais il faut souvent du courage pour la suivre. Pour ma part, j'ai décidé de ne pas permettre que des barrières artificielles se dressent entre moi et ceux qui pensent autrement. J'ai aussi décidé de ne pas taire délibérément les bonnes initiatives prises par d'autres, surtout quand un tel silence pourrait avoir comme conséquence la violence. Souvent, dans notre situation, nous attaquons d'abord l'adversaire et après nous parlions. Je peux vous assurer qu'à la suite de la conversation dont Karl Mitterdorfer a pris la courageuse initiative, un rapport nouveau est né entre nous. »

Des décisions peuvent avoir un effet de contagion. Les décisions des hommes inspirés peuvent influencer le destin des peuples et modifier le cours de l'histoire. De retour de Caux, Mgr Josef Gargitter, évêque de Bolzano et Bressanone (Bozen et Brixen), a fait le point de la situation à la télévision : « Nous avons trouvé des hommes auxquels la foi a donné la force d'affronter des situations concrètes, des hommes qui disaient : nous

devons établir un dialogue, nous connaître les uns les autres, nous écouter et nous aider mutuellement; nous devons le faire dans l'esprit de l'amour du Christ, conscients de la mission que nous, chrétiens, avons dans le monde d'aujourd'hui. C'est ce qui nous a énormément aidés. Nous croyons que si cet esprit se développe ailleurs, beaucoup de problèmes aujourd'hui difficiles trouveront une solution. Nous avons vécu une bonne expérience et nous avons avancé cette année d'une manière décisive pour vivre et travailler ensemble dans la paix. »

C'est là le Réarmement moral en action. Nous l'avons dit, beaucoup a été fait, beaucoup est à faire dans le Haut-Adige et autre part. Il y aura certes des hauts et des bas, dans les situations que nous rencontrons comme dans notre vie. Mais si juste après minuit le téléphone sonne ou si une voix dans notre cœur nous invite à faire quelque chose que nous n'avions jamais fait jusqu'alors, sortons de la tiédeur de notre lit, de la cage de notre indifférence, pour ouvrir la fenêtre de notre âme au souffle d'un vent régénérateur.

Fred LADENIUS.

CHAPITRE 3

RISQUER LA PAIX

Quand nous regardons la situation du monde, nous voyons un grand nombre de problèmes qui semblent techniquement insolubles; je veux dire par là que les moyens habituels, d'ordre diplomatique, économique et militaire, semblent avoir tous été tentés sans succès. Il est cependant de notre devoir de sentir que nous gardons une responsabilité, si faible ou même indiscernable soit-elle, dans la solution de ces problèmes et d'agir comme si nous pouvions contribuer à ouvrir une brèche dans cette espèce de forteresse de haines, de préjugés politiques et raciaux dans laquelle l'humanité semble emprisonnée.

Voilà pourquoi j'ai tenu à mettre dans cet ouvrage l'expérience de M. Mohamed Masmoudi qui joue aujourd'hui un rôle si éminent dans le gouvernement tunisien après avoir tenu ici une place si remarquable comme ambassadeur en France. Le texte qu'il nous a confié est celui d'une causerie qu'il a faite à un groupe de jeunes Européens de passage à Paris.

Cette expérience semble montrer ceci : par des voies qui ne sont pas celles de la diplomatie traditionnelle et

sur la base de rencontres qui affectent des personnes atteintes au cœur d'elles-mêmes, une transformation du climat moral et politique s'effectue dans des conditions qui ne peuvent apparaître que comme radicalement déroutantes à ceux qui, prisonniers d'anciennes façons de penser, ont toujours cru devoir pratiquer le cloisonnement le plus strict entre morale et politique.

Au moment où je suis allé à Caux, j'étais dans la vigueur de la jeunesse et de la lutte. En Tunisie, les événements devenaient de plus en plus graves, la situation de plus en plus préoccupante : le sang coulait, on tuait, la tension était extrême. Je me trouvais moi-même en France, pourchassé par la police, un jour expulsé, l'autre toléré.

Quelques amis me proposèrent à ce moment de me rendre à Caux; j'étais à la fois anxieux et sceptique, mais curieux de voir ce que ce séjour pouvait m'apporter. J'y suis allé dans des circonstances étonnantes; je n'avais pas de papiers, cherchant plutôt à déjouer la police qu'à me présenter à elle; ni à la frontière française, ni à la frontière suisse, on ne m'a demandé mes papiers. L'épreuve de la police franchie, j'étais évidemment un peu rassuré.

Jeune, dur, engagé dans la lutte, poussant à la violence, organisant certaines associations dites, à l'époque, de malfaiteurs, j'étais loin de l'esprit de Caux! Ma mère m'écrivait pour me donner des nouvelles : mon frère emprisonné, la répression, chacun s'attendait à être arrêté, nouvelles qui n'étaient pas pour me rassurer.

J'ai assisté aux réunions de Caux un peu curieux, fermé à tout, jugeant sévèrement ce genre de personnes bien nourries qui venaient parler d'une manière décontractée de certains problèmes, alors que moi je vivais avec le démon de la vengeance. A mes yeux, la violence devait appeler la violence.

Le premier jour, je me sentais sur le point d'éclater et de dire : c'est du paternalisme inutile. Puis j'ai

entendu des témoignages impressionnants qui m'ont beaucoup touché, de la part de cette personnalité socialiste qui a tant fait pour l'Europe après la guerre, Mme Laure, et de certains Allemands. Nous étions fin septembre 1953. A l'époque, parler de l'amitié franco-allemande ou évoquer les relations franco-allemandes, c'était quand même mettre le couteau dans la plaie, c'était évoquer des souvenirs pénibles. J'ai vu des Allemands pleurer sincèrement pour avoir participé à des actions qu'ils étaient venus à se reprocher. Mme Laure, qui avait milité dans la Résistance, avait elle-même accepté de devenir la marraine de certains jeunes Allemands.

Je me suis dit : après tout, les rapports entre la France et la Tunisie n'ont jamais atteint le degré de tension qui avait existé entre la France et l'Allemagne. Malgré les hauts et les bas, malgré l'exaspération des nationalismes, il n'y a jamais eu de rage entre Tunisiens et Français comme il y en avait eu entre Français et Allemands.

Bien que jeune, je me trouvais, parmi les responsables de notre parti, du mouvement national, le seul à être resté en liberté. Tous nos chefs étaient en prison, le président Bourguiba avant les autres. En France, on me tolérait. Une très lourde responsabilité pesait donc sur moi. Je pouvais soit retourner en France, soit, puisque j'avais eu la possibilité de franchir les frontières françaises, aller au Caire ou en Libye, et, de là, organiser la lutte armée contre la puissance coloniale. Quand on m'avait proposé d'aller à Caux, je m'étais dit : je vais voir, et peut-être de là je pourrai continuer la lutte à l'extérieur.

Le deuxième jour, je commençai à méditer. Ce que disaient les Allemands et les Français m'avait fait une profonde impression.

Les nouvelles m'arrivaient chaque jour : l'Algérie bougeait, le Maroc s'installait également dans la violence, la guerre continuait durement en Indochine, on était loin de la décolonisation ! Et moi, seul responsable de la Tunisie toléré à ce moment en France, je me trouvais à

Caux dans une ambiance pareille, alors que mes rares autres collègues et amis restés en liberté se trouvaient au Caire, ou à New-York, engagés dans une action de combat contre la France.

Pris par cette atmosphère, je commençais à réfléchir. C'était le début d'un certain changement qui s'effectuait dans mon subconscient. Evidemment, je réagissais contre une tendance que je sentais en moi à me laisser entraîner par l'atmosphère.

Quand j'ai vu Allemands et Français arriver à se réconcilier et que j'ai très franchement senti que j'avais devant moi des hommes complètement transformés, la première idée que j'ai eue était la suivante : que se passerait-il si je rencontrais ici un représentant du colonialisme, partisan violent du combat? Je pensais notamment à un homme qu'en particulier — je ne vous le cache pas — nous avions conçu le plan de tuer à l'époque où c'était à celui qui tuerait le plus.

Je me suis dit : si cet homme, si des Français arrivaient à voir ce qu'on voit à Caux, comment se comporteraient-ils? Est-ce qu'eux-mêmes commenceraient à changer?

Et, le troisième jour, j'ai senti que j'avais quelque chose à dire. J'ai dit que j'étais disposé à rencontrer n'importe quel représentant des autorités coloniales et que si les Français de combat, c'est-à-dire les tenants absolus du régime colonial, venaient à Caux et réfléchissaient dans cette atmosphère dégagée en s'inspirant des quatre principes du Réarmement moral, alors on pourrait s'entendre. Ce que j'ai affirmé à Caux est parvenu, je le sais, aux autorités françaises de Paris et aux autorités coloniales de Tunis (1).

(1) Déclaration de M. Mohamed Masmoudi faite à Caux le 28 septembre 1953 :

« Je suis venu samedi à Caux après maintes difficultés. Le Réarmement moral est intervenu pour aider à ces démarches. Ma présence parmi vous a pour moi un sens de gage et un sens de symbole : je crois que dans l'honnêteté absolue, un dialogue est possible d'où pourrait naître une solution idéale.

« J'ai été frappé par ce foyer intense d'amour, de confiance

Mon premier geste a été d'écrire à ma mère. Je lui ai dit que l'essentiel était de ne pas pousser mes frères et mes sœurs à se venger. Je lui ai demandé de prier

et resplendissant de pureté et de désintéressement. Je suis arrivé méfiant, soupçonneux et d'une susceptibilité malade. J'étais à sec, ma matière humaine était stérile et si j'essayais de prendre un moment de recueillement sur moi-même, rien ne venait.

« Hier tard dans la nuit, un ami m'a trouvé en train d'écrire une lettre à ma mère qui m'avait annoncé qu'elle priait pour moi, qu'elle priait pour me bénir et pour maudire les Français à la suite d'une démarche des gendarmes qui ont menacé d'abattre ses fils à Paris ou ailleurs. Je lui ai écrit pour lui dire de continuer à me bénir et de cesser de maudire les Français. C'est là, à mon avis, le commencement d'un changement.

« Après un moment de recueillement ce matin, voilà ce que j'ai pensé en me basant sur l'amour absolu. Ayant une vie publique beaucoup plus intense que ma vie privée, je me dois de vivre pour comprendre les autres selon ces critères absolus qui m'ont été proposés.

« ... Ici, je croise des figures radieuses d'optimisme; ici, je mange bien et je me sens en liberté. Mais mes compatriotes gisent sur le ciment, ne mangent pas à leur faim et souffrent. Comment agir immédiatement en sorte que les souffrances des nôtres puissent diminuer, que soit freinée leur chute vers le désespoir et la haine? En toute simplicité et en toute franchise, je dois vous dire que Caux m'a permis à moi d'arrêter ma chute dans le désespoir et la haine. Et Caux pourrait provoquer l'ascension des Français vers l'amour. Pour cela, je dois m'engager à ne plus me complaire à parler avec détails des maux qui nous ont été infligés par la France.

« Pour ne pas risquer une sorte de conspiration du silence qui pourrait encourager certains bras meurtriers, il faut que des Français prennent leurs responsabilités. Pour ma part, dès ce matin, j'ai commencé à penser que l'on pourrait donner un préjugé favorable à ceux-là que l'on croyait irréductibles à tout changement...

« Je suis sûr aussi que mon ami et compatriote, ici présent, le commandant Bekkaï, qui a tant donné à la France, qui a tant donné aussi au Maroc et lui aussi a risqué de déchoir dans la haine et le désespoir, partage mes convictions. (Si Bekkaï devenait quelques années plus tard le premier ministre d'un Maroc indépendant. *N.D.L.E.*)

« ... Si aujourd'hui je donne, moi, le préjugé favorable à la matière humaine que je considérais irréductible à tout changement, c'est sûrement parce que j'ai commencé moi-même à changer. » (*Archives du Centre de conférences de Caux.*)

pour moi. Je lui ai dit que ce n'était pas la route de la Libye et du Caire qu'il me fallait prendre, mais la route de Paris, au risque même que ce fût la route de la prison!

Quand je suis revenu à Paris, j'ai trouvé un cadre de discussion dans la maison du Réarmement moral. J'y ai rencontré M. Basdevant, qui était alors responsable des affaires tunisiennes et marocaines au Quai d'Orsay, et nous avons par la suite pris ensemble toute une série de décisions. J'ai vu M. Robert Schuman à Strasbourg, ainsi que M. Pflimlin, au cours de rencontres organisées par le Réarmement moral. J'ai pu voir ainsi toute une série de gens qui me considéraient auparavant comme une bête pestiférée qu'on n'aurait pas voulu approcher.

Je suis allé voir également Pierre Mendès-France qui s'était proposé à moi comme avocat, quelques années auparavant, lorsque j'avais été arrêté et mis dans une cellule de condamné à mort en Tunisie. Devenu président du Conseil, ce dernier venait de faire le pari de résoudre l'affaire d'Indochine. Tandis qu'il négociait à Genève, je suis allé en Suisse et j'ai repris contact avec mes amis de Caux. Les discussions que j'ai eues alors avec Pierre Mendès-France ont conduit à des événements historiques : nous avons décidé que, la paix allant intervenir avec Ho Chi Minh, nous allions préparer l'autonomie interne de la Tunisie. Une délégation tunisienne arriva à Paris. J'ai été, malgré mon jeune âge, nommé ministre afin de négocier officiellement avec le gouvernement français l'avenir des relations franco-tunisiennes. Neuf mois plus tard, ces négociations aboutirent enfin.

Il est bon que les jeunes sachent quel rôle a joué le Réarmement moral dans la solution du problème de la Tunisie; je n'ai pas parlé de ces faits dans d'autres milieux, non pas que j'aie voulu diminuer ce qui revient au Réarmement moral, mais j'éprouvais quelque gêne à raconter cette histoire, y étant intimement mêlé.

Est-ce que ces événements m'ont grisé, me faisant

dire : c'est moi l'homme-clé qui a tout fait? Non. Le Réarmement moral m'a donné une grande leçon d'humilité. Je n'étais qu'un des instruments dans l'enchevêtrement des événements. Mais, à un moment donné, j'avais la possibilité, soit de pousser à la violence, soit d'arrêter le cycle infernal.

Quelle était ma psychologie d'alors? Il peut être intéressant pour des jeunes de le savoir. Je me suis personnellement toujours considéré comme militant, car un homme ne peut réellement être homme que dans la mesure où il s'engage.

On a tendance à considérer que le militantisme ne se nourrit que de haine et de contestation — le mot à la mode actuellement. Contestation, c'est cet état d'esprit qui pousse à être contre quelque chose, à être *contre* au départ, par préjugé, quoi qu'on dise. C'était mon état d'esprit avant d'aller à Caux.

Cela veut-il dire que mon militantisme a ensuite diminué? Suis-je devenu plus mou, plus porté à une paresse mentale, à une attitude de laisser-aller? Alors, non! Je dis absolument non! Et c'est là l'apport principal de ma rencontre avec le Réarmement moral.

Jeune, j'avais bien sûr milité avec les organisations marxistes, ici en France. J'avais organisé des meetings passionnants et passionnés. J'appartenais aux organisations anti-colonialistes, qui étaient marxistes, et à toutes les organisations se réclamant de la violence. Nous cherchions alors avant tout à rendre impossible la tâche du gouvernement.

A mon retour de Caux, j'ai continué à voir mes camarades, mais en cherchant à les réorienter. Ils ont été un peu déroutés. Je leur disais qu'il leur fallait avoir des contacts avec tout le monde et que, même si le diable se présentait, eh bien, il leur fallait discuter le coup avec lui.

C'est ainsi que nous avons cherché le contact à tous les niveaux, au point de paraître quelque peu suspects à quelques-uns.

Ce qui a été déterminant dans ma carrière de militant de 29 ans, c'était l'absolue conviction qu'un homme orienté sur la base des quatre principes du Réarmement moral ne peut pas discuter, laisser parler son cœur sans toucher d'autres hommes; s'appuyant sur l'honnêteté absolue, la pureté absolue, le désintéressement absolu, l'amour absolu, il doit, même si les autres paraissent secs, fermés à toute discussion, finir par forcer l'accès de leur cœur.

Comme à l'époque nous aimions bien les formules dans nos réunions et nos meetings, certains cherchaient à calomnier le Réarmement moral : on en faisait un mouvement financé par les Américains, ou les communistes. Pour moi, le Réarmement moral, c'est une question de conscience qui n'exclut ni les idées marxistes, ni les idées religieuses, ni les idées athées, mais qui ajoute quelque chose à ces idées au lieu de retrancher quelque chose.

Le communisme plus l'amour, moins la haine, est-ce que ce serait le communisme?

Le capitalisme, plus le désintéressement, moins la cupidité, est-ce que ce serait le capitalisme?

Nous trouvions dans le Réarmement moral une dimension nouvelle, qui enrichissait. Cela risque peut-être, pensez-vous, de donner une sorte de complexe de supériorité, ce qui serait grave. Mais en fait on reçoit une leçon d'humilité. Un homme qui est sincère avec lui-même et qui fait la toilette de sa conscience chaque matin ne peut pas avoir ce complexe de supériorité. Cela apporte une dimension nouvelle de la vie et des relations entre les hommes. Bien sûr, je crois que ce comportement public et individuel vient de ce souci d'être en règle avec des principes moraux, de ce face à face avec sa conscience.

Il y a là une question que je me pose. Est-ce que cette dimension nouvelle n'aboutit pas à un homme nouveau, qui pourrait apporter certaines solutions aux problèmes pressants qui se posent aujourd'hui à notre monde? Je

crois humblement — sans beaucoup de certitude — mais je crois humblement que ceux qui entrent dans l'esprit du Réarmement moral avec conviction ont une très forte chance de devenir ce genre d'homme.

Quand on dit « un nouveau type d'homme », qu'est-ce que cela veut dire dans la pratique?

Je suis ambassadeur. Qu'est-ce que cela veut dire, un ambassadeur d'un type nouveau? L'idée qu'on se fait d'un ambassadeur, c'est d'abord celle d'un homme particulièrement prudent et discret, d'un homme qui commence par vous faire dire ce que vous ne dites pas, qui vous entend, vous écoute, traduit votre manière d'être silencieux, votre manière de ne pas l'être, et qui vous fait tout de suite un procès d'intention. Il suffit que vous disiez quelque chose, que vous balbutiiez, que vous n'arriviez pas à trouver le mot pour qu'il pense : « Il n'est pas si bête, il le fait exprès... » C'est là la diplomatie des arrières-pensées.

Nous avons négocié en 1954-1955 notamment avec M. Fouchet, ministre d'Etat. J'étais tout jeune, je sortais de prison. Nos négociateurs nous disaient de temps en temps : « Que voulez-vous dire en faisant cette proposition? — Mais nous disons ce que nous disons, » répondions-nous. Quand nos partenaires insistaient : « Qu'est-ce que cela cache? — Si cela cachait quelque chose, disions-nous, nous ne vous le dirions pas. »

J'étais convaincu qu'il était préférable de dire directement ce que j'avais à dire plutôt que de jouer, de louvoyer, de tricher. C'était s'économiser des efforts inutiles qui ne rimaient à rien. Déjà à l'époque, au moment des négociations, je crois avoir dit à certains amis, lors de l'un ou l'autre des déjeuners que nous prenions dans la maison du Réarmement moral : « J'ai l'impression qu'avec l'esprit du Réarmement moral, un type nouveau de diplomatie peut voir le jour. »

En 1955, j'ai fait le tour du monde avec mes amis du Réarmement moral et je me suis comporté exactement de la même façon. Je ne gardais pas d'arrière-pensées, je

n'interprétais pas les silences et, quand j'avais envie de me taire, je me taisais. Et depuis, j'ai continué une fois devenu diplomate en 1956. Je crois que ça ne va pas si mal. Nous avons réussi pas mal de choses. Et aujourd'hui, beaucoup de mes collègues pensent qu'il faut en tout état de cause introduire la franchise et une certaine pureté dans les rapports entre les gouvernements.

Evidemment, je crois aussi qu'un membre du gouvernement — je l'ai été moi-même — qui veut sincèrement accepter l'esprit du militantisme engagé, l'esprit du Réarmement moral, doit dire exactement en public ce qu'il croit dans le privé.

Si dans les pays arabes, on avait eu cette attitude, peut-être n'en serait-on pas où l'on en est aujourd'hui. Nous, Tunisiens, avons essayé d'introduire un certain esprit. Je crois que nous avons toujours dit à nos masses ce que nous croyions être la vérité, l'honnêteté. Nous n'avons pas cherché à tricher avec nos peuples. Nous pensons que si nous tous, Arabes, nous étions comportés de la sorte, bien des choses auraient changé et des dialogues utiles auraient pu être possibles. Nous pensons en tout cas qu'il faut toujours être disposé à discuter.

Comment se comporter en homme? Je pense à l'incident de Belleville lors des événements de 1968 à Paris (1). J'ai pris l'initiative d'aller me jeter entre deux communautés sur le point de s'affronter à coups de bidons d'essence et de couteaux. Je l'ai fait non en qualité d'ambassadeur mais simplement en ma qualité d'homme : j'ai cru que je pouvais dire certaines choses à ces juifs et à ces musulmans. Malgré tout, j'ai constaté que

(1) *Le Monde* du 5 juin 1968 rapportait : « De vifs incidents ont opposé, lundi après-midi, israéliens et musulmans à Belleville. Ils faisaient suite aux échauffourées et aux saccages qui s'étaient déroulés la veille. D'importantes forces de police ont été mobilisées pour s'interposer entre les membres des deux communautés. Mais c'est essentiellement l'intervention des chefs religieux israéliens et de l'ambassadeur de Tunisie, M. Masmoudi, qui a permis en fin de soirée un peu d'apaisement dans les esprits. »

l'action que j'avais menée en tant qu'homme engagé, conscient, était aussi une belle action en tant qu'ambassadeur.

Il ne faut pas vous leurrer. Notre tâche reste dure car les hommes répondent plus facilement à la violence et à la haine. La voie difficile, la voie dure, consiste à faire confiance aux hommes et à leur parler le langage du cœur.

Tous les jeunes, où qu'ils soient, se nourrissent d'abord d'une action qui choque, d'une action contestataire. Ils discutent l'autorité du pape, du père, de la mère, du pays, de l'ainé, de ce qui est écrit, de Dieu. Par sa physiologie ou simplement par habitude, un jeune est porté à une certaine violence. Autrefois, la guerre, en revenant périodiquement, assouvissait ce besoin de violence; les partis politiques arrivaient aussi à nourrir ce sentiment et principalement les marxisants communistes ancienne manière.

Un jeune engagé dans l'esprit du Réarmement moral a donc une extraordinaire mission, une tâche passionnante auprès de tous les jeunes. Quelle est cette tâche, cette mission? Elle doit elle-même s'exprimer dans une certaine violence, une « violence pacifique ». Celle-ci doit s'en prendre à tous les vieux mythes dont se nourrit aujourd'hui la jeunesse, à savoir que la haine est le dieu du militantisme. Il faut combattre en somme tous les vieux dieux. Puisqu'il est de bon ton de combattre Dieu dans une certaine jeunesse et de contester son existence, il faudrait au moins que d'autres jeunes se lèvent pour contester cette nouvelle contestation.

Je sais quant à moi ce que je dois faire. Nous devons militer pour quelque chose de complètement nouveau qui fasse table rase de tout ce qui existait auparavant. Avec beaucoup d'énergie, de violence, une violence toute particulière, avec un amour accru du voisin, nous devons apporter quelque chose de plus et non quelque chose en moins. C'est là en définitive la réponse que nous avons à apporter à notre monde actuel qui se fait petit, où les races, les divisions, les doctrines tendent à être

bouleversées complètement et où nous sommes tous devenus les citoyens d'une petite contrée. Si on veut prendre la peine de discuter, si on s'efforce de faire confiance, d'apporter quelque chose de nouveau avec beaucoup de chaleur et de conviction, sans haine, notre attitude finira bien, je le crois, par abattre cette vague de violence.

On dépense actuellement beaucoup d'argent soit pour les armes, soit pour aller photographier la face cachée de la lune. Il y a des gens qui font des recherches sur le droit de propriété sur la lune! Cela est flatteur pour l'esprit humain scientifique; mais cela nous choque, nous qui sommes originaires de pays du tiers monde et qui avons été éclairés par l'esprit du Réarmement moral.

Certains se demandent si Mars est habité ou non : j'ai l'impression que les Martiens sont déjà parmi nous! Il y a tant d'êtres qui semblent ne pas appartenir à notre planète. Avec tous les immenses problèmes que nous connaissons à travers le monde, ces hommes « décollent » tellement qu'on les voit ne plus se préoccuper des affaires du monde, des problèmes de tous les jours — loger, vêtir les hommes, enrichir les consciences. Cela contribue peut-être à aggraver ce déchirement des jeunes et ce bouleversement des valeurs. On a l'impression qu'il y a deux catégories de gens qui habitent cette terre : dans les pays développés, ceux qu'on appellerait les « Martiens », qui s'intéressent à d'autres mondes, tandis que, dans certains pays, il y a des hommes délaissés, presque des hommes des cavernes, parce qu'il n'y a chez eux ni uranium, ni pétrole, ni autres richesses naturelles.

Le type nouveau d'homme ne serait-il pas celui qui ferait comprendre aux uns et aux autres qu'il y a sur cette terre d'immenses problèmes, exaltants, une tâche immense à accomplir? Il y a là pour un jeune une des missions les plus exaltantes qui s'offrent au monde.

Si les jeunes ont besoin de violence ou d'énergie à dépenser, on pourra toujours trouver dans cette mission un domaine où on a besoin de trésors d'énergie et de violence. Malheureusement, aucun parti politique ne

l'affiche à son programme, aucun syndicat ne le fait; on prononce de temps en temps quelques discours bien sentis aux Nations Unies pour dire : « Il faut... » Mais proposer une dimension nouvelle de militantisme à l'échelle des jeunes, c'est peut-être là où les pays du tiers monde peuvent donner — à condition qu'ils règlent leurs propres problèmes — une possibilité de dépassement, de solidarité.

Mohamed MASMOUTI.

CHAPITRE 4

ESPÈRE, O PAYS BIEN-AIMÉ

*« Il n'est pas nécessaire de réussir pour entreprendre. »
L'histoire de Philip Vundla pourrait aux yeux de certains apparaître comme un échec. Avec un courage que l'on ne peut que saluer, cet homme s'est battu pour que naissent dans son pays, l'Afrique du Sud, de nouvelles relations entre les différents groupes raciaux.*

Nul ne sait si l'esprit qu'il a voulu incarner prévaudra un jour. L'intérêt de ce témoignage est précisément là : les hommes du Réarmement moral ne sont pas mus par la seule perspective de réussite; ils agissent parce qu'ils veulent suivre la voie que leur dicte leur conscience. Comme le disait Frank Buchman lui-même : « J'obéis à la volonté de Dieu; les événements sont entre Ses mains. »

Le récit de la vie de M. Vundla est écrit ici par sa veuve.

« Ce serait si dommage de mourir avant d'avoir eu la peau d'un bon nombre de Blancs! »

Philip Vundla ressassait cette pensée lorsque jeune homme, récemment arrivé à Johannesburg, il descendait

chaque jour prendre son poste au fond de la mine. Les conditions de travail étaient mauvaises, les gens étaient pauvres, on enterrait des enfants dans le quartier réservé aux Noirs... Il en avait le cœur gros de haine. Toute cette misère lui semblait être de la faute des Blancs.

Son ressentiment était né, il est vrai, de ses années d'école à Healdtown. Healdtown était une mission méthodiste qui avait été créée dans le Ciskei une centaine d'années auparavant pour former des instituteurs noirs. Elle se trouvait non loin de Fort Beaufort où Xhosas et Anglais s'étaient opposés dans ces affrontements connus sous le nom de « Guerre des Cafres ». Fort Beaufort appartenait à un système de défense établi par les Anglais pour empêcher les Noirs de les rejeter à la mer.

À Healdtown, Philip reçut toute son éducation. Les enfants noirs et blancs partageaient alors les mêmes classes et subissaient les mêmes examens. Philip avait découvert que les Blancs n'étaient pas plus brillants que les autres; un certain nombre étaient souvent moins bien placés que lui. Mais il se rendit compte qu'eux seuls pouvaient entreprendre des études supérieures, études qu'il aurait aimé faire mais que son père ne pouvait lui payer.

En effet, c'est dans une famille de paysans que Philip était né à Healdtown en 1904. Son grand-père, converti au christianisme, savait déjà lire et écrire; peu de Noirs de sa génération avaient eu la possibilité de s'instruire, mais la plupart en savaient assez pour pouvoir lire la Bible. Son père et sa mère par contre avaient pu fréquenter une école. Mais ils eurent une grande famille, quatre garçons et quatre filles, et durent lutter âprement pour arriver à les élever. Il y avait par moments de terribles sécheresses qui vous trouvaient toujours démunis d'argent. On devait acheter le maïs au marchand blanc, qui en fixait le prix. Pour payer, on était parfois obligé de lui vendre du bétail, au prix qu'il voulait bien donner. Dans la famille on avait donc appris très jeune à vivre dans la pauvreté, à aller se coucher l'estomac vide, à se disputer une couverture dans la nuit froide. Malgré

cela, les parents trouvèrent toujours le moyen de maintenir les enfants à l'école, mais Philip se jura que plus tard il se battrait pour changer le système.

Réussissant bien à l'école, Philip avait l'ambition d'aller à l'université. Il fit une demande de bourse. Comme il s'était trop intéressé à la politique, elle lui fut refusée. Le gouverneur de Healdtown aurait dit à l'époque : « Donner une bourse à ce garçon serait donner un couteau à un homme pour qu'il vous assassine. » Philip s'entendit dire personnellement que s'il voulait aller à l'université, son père n'avait qu'à vendre quelques têtes de bétail. La famille ne pouvait pas le faire. Sa mère l'avait bien prévenu qu'il valait mieux ne pas se mêler de politique si on voulait arriver à faire des études. Mais il était décidé à ne pas écouter sa mère.

Philip quitta son village natal et, après avoir servi comme domestique dans un internat, signa un contrat de six mois dans une mine d'or à Johannesburg. C'est peu après que je rencontrai Philip pour la première fois. Je travaillais alors comme infirmière à l'hôpital d'une des mines.

Trois mois plus tard, une lettre arriva de Philip : il avait quitté la mine et voyageait dans tout le pays pour le compte d'une fabrique de chaussures ; il me demandait de l'épouser. Comme ses voyages l'éloignaient souvent pour plusieurs mois, je pris le temps de réfléchir. Nous n'étions pas de la même tribu ; j'étais la nièce d'un chef Batlokod, ma mère était de sang royal. Qu'allait-on penser à la maison si j'épousais un Xhosa ? Les semaines passèrent, l'amour grandit en moi pour cet homme et me donna le courage de tenir tête aux miens. J'épousai donc Philip, contre leur volonté.

Pendant ces premières années de notre mariage, nous vivions dans une maison de deux pièces dans le Quartier indigène Ouest qui se trouvait alors assez proche du centre de Johannesburg. Philip avait abandonné la fabrique de chaussures et travaillait comme employé de bureau au Puits 16 des Mines de la Couronne. Il n'avait guère de temps pour sa famille car la passion du cricket

dominait sa vie. Mais surtout, ce qui l'animait était un immense désir d'améliorer les conditions de travail des siens et pour cela il se dépensait sans compter.

Un jour, une commission d'enquête (la Commission Lansdowne) vint s'informer des conditions de travail et des salaires à la mine. Philip savait que les salaires étaient trop bas; en cas d'accident, les mineurs noirs étaient moins bien dédommagés que les autres; il en voulait aussi à tout le système de la main-d'œuvre noire dite « migratrice », selon lequel des Africains quittaient leur patrie, leur lopin de terre, leur femme et leurs enfants, abandonnaient à ceux-ci le soin du bétail et des champs et venaient vivre dans l'immense cité minière pour travailler au fond. Un jour, Philip m'annonça :

« Je vais témoigner devant la Commission.

— Tu vas y perdre ton gagne-pain, lui répondis-je.

— Beaucoup de fils de l'Afrique meurent sur les champs de bataille, me rétorqua-t-il, tandis que moi je ne risque même pas ma vie. »

Le dimanche suivant, Philip et un de ses amis préparèrent ensemble un mémorandum. Le lendemain, son directeur vint le voir au bureau et lui dit : « J'apprends que vous allez témoigner, pourrais-je savoir ce que vous allez dire? » Il y eut un éclat entre eux, et Philip savait se mettre en colère! Les autorités essayèrent de l'acheter; on vint le trouver : « Nous savons que vous avez des enfants. Si vous vouliez habiter dans la cité minière, vous bénéficieriez du logement gratuit et des distributions de rations. » Il répondit : « Je ne veux pas que mes enfants soient à la merci des aléas de mon travail. Si je me dispute un jour avec mon patron, je me retrouverai sur la paille. Alors, merci. »

Il apporta son témoignage et les membres de la Commission s'étonnèrent : « Où cet homme a-t-il reçu son éducation? » Son mémorandum fut jugé bien fait. Le lendemain, il dut répéter sous serment ce qu'il avait dit. Le vendredi suivant, il fut informé qu'il devrait se présenter désormais à un autre puits. Il s'agissait d'un poste de moindre responsabilité. Il alla voir son patron :

« Je n'accepte pas cette mutation. Je m'en vais. » Il prit sa veste et quitta la mine.

Ainsi nous avons commencé à vivre sans jamais être assurés du prochain repas. Je me faisais du souci pour les enfants. Philip ne devait plus jamais travailler à la mine, mais il devint permanent du Syndicat des mineurs noirs. C'était pour lui l'occasion d'une sorte de revanche; il avait la tâche facile car les sujets de mécontentement ne manquaient pas. A coups de grandes réunions, il éveilla la conscience politique des masses et forma de nombreux chefs de file.

En 1946, Philip organisa la plus grande grève industrielle qui ait jamais été déclenchée en Afrique du Sud. La police descendit dans le fond pour forcer les ouvriers à travailler car il s'agissait d'une grève sur le tas. Le mouvement s'étendit aux autres mines. Des milliers de mineurs convergèrent un jour sur Johannesburg, certains ayant fait jusqu'à quarante-cinq kilomètres à pied pour venir. Ils voulaient atteindre la Chambre des Mines et présenter leurs revendications au Comité des Producteurs d'or. Mais la police s'interposa. Il y eut des morts, des manifestants furent battus. Plusieurs des responsables de la grève, y compris Philip, furent arrêtés. Mais aucune accusation ne put être retenue contre eux et ils furent relâchés.

Pour empêcher le renouvellement de semblables manifestations, une réglementation interdit aux Africains de tenir une réunion de plus de vingt personnes sur la propriété des mines. Le travail syndical devenant impossible, Philip dut abandonner ses fonctions au syndicat.

Dès 1939, Philip avait été élu à la Commission consultative qui siège au côté du Conseil municipal de Johannesburg pour donner son avis sur les affaires concernant la population noire. Il avait alors trente-cinq ans et en était le plus jeune membre. Il y fut réélu pendant trente ans de suite, jusqu'à sa mort.

C'est ainsi que Philip fut amené à prendre en main la situation des instituteurs. En 1944, pour attirer l'attention du public sur leurs revendications, il organisa un

samedi matin une marche de plusieurs milliers d'hommes dans la rue principale de Johannesburg. Le lundi suivant, on commença à distribuer de la nourriture dans les écoles et on augmenta le salaire des instituteurs.

Philip, toujours très actif dans la vie politique, vit se resserrer autour de lui la surveillance de la police. En 1947, à la suite de la grève des mineurs, il y eut plusieurs perquisitions chez nous. On espérait trouver la trace d'un complot contre le gouvernement. En 1948, Philip ayant pris la tête d'un mouvement de boycottage des trams pour protester contre l'augmentation des tarifs, il eut à nouveau des difficultés. Non seulement les Noirs refusèrent de prendre les trams, mais des pierres furent jetées sur ceux utilisés par les Blancs. Philip fut à nouveau arrêté, battu par la police, resta deux jours sans manger puis fut finalement relâché. A partir de ce moment-là, il fut fiché dans les archives de la police comme « meneur des plus dangereux ».

Mon mari devint également très actif dans le Congrès National Africain, la grande organisation noire créée en 1912 pour aider les Africains à améliorer leur situation sociale et qui, depuis, a joué un rôle si important dans leur lutte pour les droits civiques (1). En 1952, il fut élu au comité exécutif de l'organisation.

(1) Fondé en 1912, le Congrès National Africain avait initialement un but à la fois social et politique. Quand certaines lois qui paraissaient discriminatoires furent votées, il intervint avec énergie. Il s'efforça de le faire dans le cadre constitutionnel pendant de nombreuses années. En 1951, il entreprit une campagne de désobéissance inspirée des méthodes de Gandhi. Il avait alors à ses côtés deux autres organisations regroupant d'une part les Indiens (South African Indian Congress) et d'autre part les Métis (African People's Organisation). L'échec de cette politique conduisit à un certain clivage entre divers dirigeants du Congrès National Africain; certains, notamment dans la Ligue de la jeunesse au sein du congrès, décidaient de passer à la violence; d'autres se montrèrent partisans d'une attitude plus modérée. Quand en 1960 plusieurs organisations politiques des gens de couleur furent interdites, le président du Congrès National Africain était le chef Luthull, qui reçut plus tard le prix Nobel de la Paix.

Au Congrès de Blœmfontein en 1951, le Congrès National Africain décida d'adopter une nouvelle ligne d'action, enjoignant les Noirs à se faire arrêter en défiant toutes les lois injustes. Philip devint le général en chef de cette vaste opération. Des groupes d'Africains enfrenaient délibérément les lois discriminatoires pour se faire arrêter; ils avaient ordre de refuser de payer toute amende. Philip devait servir d'assistant social pour venir en aide aux familles de tous ces gens pendant leur emprisonnement et aider ceux qui sortaient de prison à retrouver du travail.

C'est en fait parce que tous ces efforts n'aboutirent à rien que les esprits commencèrent à se tourner vers la violence.

Depuis que Philip avait quitté le Syndicat des mineurs, son seul revenu régulier était son indemnité de membre du Conseil consultatif auprès de la municipalité. Nous avons une grande famille et je dus faire des lessives pour aider à gagner la vie de la famille. Etant infirmière, j'aurais préféré prendre un travail plus respectable dans un hôpital. Mais Philip sentait qu'il était important que je reste à la maison pour m'occuper des enfants. Alors, malgré mon diplôme, je ravalai ma fierté et fis les lessives. Philip commença à travailler dans le journalisme, avec l'hebdomadaire *The Bantu World*; nos fils lui donnaient un coup de main en vendant le journal de porte à porte dans les quartiers noirs.

Le déplacement du quartier noir de Sophiatown a été au cours des dernières années une raison de vifs ressentiments contre le gouvernement. La municipalité avait essayé de le faire pour mettre un terme à l'exploitation de propriétaires sans scrupules qui avaient laissé se constituer un bidonville enserré dans les quartiers « blancs » de la ville; mais elle y avait renoncé. S'appuyant sur la politique d'*apartheid*, le gouvernement décida que les habitants de Sophiatown seraient relogés à l'extérieur de l'agglomération. On avait bien créé une commission de relogement indigène qui devait s'occuper

de tous les problèmes posés par les déménagements, mais il y avait une cause plus profonde à l'agitation : les Noirs qui avaient possédé leur maison en pleine propriété à Sophiatown se voyaient offrir en échange des logements dont ils ne pourraient pas devenir pleins propriétaires. Philip organisa de grandes manifestations à Sophiatown. Dans notre Quartier indigène Ouest, nous organisâmes chaque mercredi une manifestation de solidarité; les femmes chantaient des chants de libération et soutenaient nos dirigeants dans leur lutte.

La situation se tendait; les correspondants de journaux étrangers affluaient au pays; certains s'imaginaient que le déménagement de Sophiatown serait le début d'une révolution en Afrique du Sud. Les réunions publiques furent finalement interdites.

Le jour du déménagement arriva. Deux mille policiers vinrent pour protéger les responsables de l'opération. Les bulldozers arrivèrent pour démolir les maisons évacuées. La journée se passa sans incident majeur. Certains avaient décidé d'accepter les nouveaux logements qu'on leur offrait. D'autres, qui avaient refusé de quitter le quartier, furent relogés avec l'aide de Philip dans des habitations voisines.

Un jour, durant cette période tendue, un jeune Boer employé par la Commission de relogement, fonctionnaire de l'administration des Affaires indigènes, se présenta à notre porte demandant s'il se trouvait bien chez M. Vundla. J'étais seule, je lui répondis que mon mari quittait en général la maison de bonne heure le matin. Quand Philip rentra le soir, je lui parlai de cette visite. « Je me demande ce que ce Boer me veut, » me dit-il. A ce moment-là, nous ne pouvions rien attendre de bon des Blancs et nous savions que l'on cherchait une occasion d'arrêter Philip.

Le lendemain matin, alors que j'étais déjà partie au travail, le jeune homme se présenta à la porte. Philip lui ouvrit, le fit entrer. Philip avait à ses côtés un camarade grand et costaud. Le jeune homme un peu inquiet

demanda qui il était. « Mon garde du corps », répondit Philip.

Le jeune homme n'en parut que plus inquiet. Nous apprîmes plus tard que pour trouver notre adresse, il était allé s'informer auprès de la police. On lui avait dit : « Cet homme n'a peur de rien. Nous y allons toujours à trois ou quatre. Prenez garde, vous pourriez très bien ne pas ressortir vivant de cette maison. » Mais ce jeune homme était animé d'une certaine détermination.

— Que puis-je faire pour vous ? demanda Philip.

— J'aimerais parler avec vous, répondit Nico Ferreira — c'était son nom. Je voudrais vous parler du Réarmement moral.

— Je ne parle pas à des gamins, rétorqua Philip. Vous êtes bien trop jeune pour venir me voir. Je veux que le premier ministre vienne ici. Je suis le chef de ma communauté. Je veux qu'elle soit libérée de la suprématie blanche, et rien ne la libérera sinon une effusion de sang.

— Je vous comprends, dit le jeune homme. L'attitude arrogante et supérieure de Blancs tels que moi a engendré l'amertume et la frustration chez des gens tels que vous. Je le regrette. Je vous demande pardon. Je ne me suis soucié que des gens de ma communauté. »

C'était la première fois que Philip entendait un Blanc s'excuser. Il fut impressionné. Il y avait dans ce jeune homme une humilité qui le frappa.

Philip lui demanda pourquoi il était venu lui rendre visite. Nico répondit qu'il avait entendu parler de lui et qu'il avait pensé qu'il serait bon de venir le saluer en qualité de personnalité du quartier. Philip trouva cela courtois. Nico s'enquit de notre famille, du travail de Philip, et parla du Réarmement moral et des quatre principes d'honnêteté, de pureté, de désintéressement et d'amour absolus. « Vous êtes un dirigeant de votre communauté, Dieu peut vous parler et vous guider. »

Me racontant le soir cette visite, Philip ajouta : « Alors que j'étais là assis en face de ce jeune homme, je me suis rendu compte que j'étais en un sens déçu par sa façon

de m'aborder. J'étais tout prêt à l'attaquer s'il avait dit quoi que ce soit à propos du déménagement et il n'en a pas parlé. Il m'a impressionné par sa sincérité; ce jeune homme blanc s'intéresse aux gens, au fond il représente un certain type de personnalité qui sera toujours le bienvenu chez moi à cause de cette attitude. » Et il dit : « Jamais je n'ai voulu de l'amitié d'un Blanc, jamais je n'aurais imaginé que des Blancs puissent vouloir de la mienne. »

Les enfants et moi vîmes par la suite Philip partir plusieurs fois pour des réunions dont nous ne savions rien. Quand il rentrait, je lui demandais de quoi il s'agissait; il se bornait à me dire : « Il y avait de nombreux Blancs. Nous avons parlé les uns et les autres. » Il ne nous disait rien de plus, mais tous nous pouvions constater que sa vie avait pris un tournant. Les enfants, qui avaient toujours eu très peur de lui, qui disparaissaient par la porte de derrière quand il franchissait la porte d'entrée, demandaient maintenant à voix basse dans la cuisine : « Qu'est-ce qui est arrivé à papa? » Je devais leur avouer que j'étais aussi perplexe qu'eux. Une chaleur nouvelle s'établit dans les rapports entre les membres de la maisonnée; l'atmosphère était toute différente.

Ce n'est que plus tard que j'entendis Philip raconter ce qui s'était passé en lui à ce moment-là. « Ayant connu le Réarmement moral, je me rendis compte qu'il me fallait remettre en ordre ma situation familiale. Ce fut d'abord envers ma femme qu'il me fallut agir. Je savais que je ne la traitais pas comme je le devais; elle n'était pas mon égale à la maison, plus une servante qu'une épouse. J'ai dû m'excuser auprès d'elle. J'avais la même attitude à l'égard des enfants, me donnant le fallacieux prétexte qu'il était dans les mœurs africaines de dominer ainsi sa femme et ses enfants. Je leur en ai demandé pardon. J'avais toujours pensé que seuls les Blancs qui nous dominaient avaient besoin de changer. Mais j'ai compris que je ne pouvais pas espérer que les autres changent si je n'étais pas prêt à changer moi-même. »

Bientôt d'autres parurent se rendre compte que Philip Vundla n'était plus le même. Le gouvernement venait de faire voter une loi concernant l'éducation indigène désignée sous le nom de « Bantu Education Act ». Les Noirs y voyaient une mesure visant à les empêcher d'avoir accès aux études supérieures et ils réclamaient une « éducation universelle ». On présenta aux mères de famille le système comme un poison; on laissa entendre aux instituteurs qui accepteraient ce système qu'ils seraient coupables d'empoisonnement.

En décembre 1954, lors d'une conférence tenue au Natal, le Congrès National Africain décida un boycottage général des écoles. Le comité exécutif modifia plus tard cette décision pour limiter le boycottage aux seuls endroits où existaient d'autres écoles capables de recevoir les enfants. La Ligue de la Jeunesse — qui au sein du Congrès regroupait les éléments plus jeunes — décida par contre d'employer même la force pour empêcher les enfants d'aller à l'école, éventuellement contre la volonté des parents. Des femmes firent irruption dans les écoles, renvoyèrent les enfants chez eux de gré ou de force. Philip, lui, se montrait réservé; des gens l'accusèrent d'être un traître. Des bruits coururent sur son compte : on l'avait vu en contact avec des Blancs.

Le mouvement de boycottage s'étant amplifié, le Dr Verwoerd, alors ministre des Affaires indigènes, menaçait d'exclure de l'école pour un an tout enfant qui ne serait pas de retour en classe le lundi suivant. Le comité national du Congrès National Africain jugea comme Philip qu'il valait mieux encourager les enfants à retourner à l'école au jour dit.

Entre-temps, Philip organisa une réunion. La salle était pleine d'habitants de Sophiatown et de Newclare. Philip prit la parole : « Nous avons montré au monde que nous ne voulions pas de ce système d'éducation. Mais les événements ne tournant pas en notre faveur pour le moment, j'encourage tous ceux qui me suivent à ramener leurs enfants à l'école. » Les gens furent surpris de ces nouvelles consignes. Philip savait être courageux dans

son action politique et n'avait pas honte, lorsqu'il en voyait la nécessité, de battre en retraite.

Le lendemain, jeudi, les jeunes du mouvement, furieux, allèrent trouver les responsables de notre exécutif national. Ceux-ci se laissèrent intimider et choisirent de désavouer Philip. Il devait y avoir le soir une réunion de l'exécutif et mon mari arriva le premier dans la salle du conseil. Trente jeunes firent irruption et s'en prirent à lui : « Tu as trahi les jeunes d'Afrique et tu n'as pas le droit de vivre. » Les jeunes étaient tous armés et se précipitèrent sur lui. Philip se défendit; il eut l'inspiration d'éteindre la lumière. Une mêlée s'ensuivit dans l'obscurité et Philip reçut un coup de couteau à la tête; mais il profita du désordre pour sauter par la fenêtre. Il gagna une maison voisine d'où on le conduisit à l'hôpital. La blessure s'avéra n'être pas trop sérieuse mais Philip avait eu une attaque cardiaque et sa situation était alarmante.

Les jeunes se félicitèrent de s'être débarrassés de lui : « Nous avons liquidé un traître. » Mais ils déchantèrent quand ils s'aperçurent qu'on ne trouvait son corps nulle part. Ces jeunes, originaires pour la plupart de Sophiatown, Philip les connaissait tous : c'était lui qui les avait formés. La police vint voir Philip à l'hôpital pour lui demander s'il savait qui étaient ses assaillants. « Laissez-les, répondit-il, je ne veux pas qu'on les arrête. »

A sa sortie de l'hôpital, il organisa une nouvelle réunion. Ses amis voulaient le venger. Il s'y opposa. Les enfants continuant à errer dans les rues, il insista à nouveau pour que les parents les renvoient à l'école. Il ne voulait pas qu'un seul enfant perde sa chance de poursuivre ses études, et paye plus tard les conséquences du geste politique de ses aînés.

Quelques années après, lors d'une conférence du Réarmement moral à Johannesburg, Philip vit un de ses assaillants venir à lui. Ils se réconcilièrent ce jour-là.

Beaucoup ne comprenaient pas la nouvelle attitude de Philip. Il décida un jour d'aller voir ses adversaires politiques dans notre Quartier indigène Ouest. Il leur

proposa de mettre un terme à leur querelle et de travailler ensemble : « Tous les habitants de notre quartier bénéficieraient de notre unité. » Quelques-uns mirent en doute sa sincérité et refusèrent de coopérer. Mais la population, elle, lui faisait confiance et, lors des élections suivantes de 1956 au Conseil consultatif, il fut réélu avec une majorité écrasante. L'année suivante, personne ne se risqua à se présenter contre lui.

Après ces élections, il fit une nouvelle démarche auprès de ses adversaires et, un par un, il les gagna pour la plupart à sa cause. Il s'excusa auprès de ses collègues pour la zizanie qui avait existé dans le quartier; son geste amena beaucoup d'entre eux à décider de travailler avec lui. Même l'administrateur blanc du quartier changea d'attitude et se montra toujours prêt à coopérer avec Philip et avec les autres dirigeants du quartier dans l'intérêt des habitants.

Un jour, Philip eut l'honnêteté de reconnaître publiquement ce qu'avaient été certains de ses mobiles avant qu'il ne connût le Réarmement moral : « Dans toutes les organisations noires où j'ai eu un poste de responsabilité, dit-il, je dois admettre aujourd'hui que j'avais alors certains motifs personnels, notamment l'ambition de me pousser à la tête de ces organisations. Quand il s'agissait de discuter un problème, ce que j'avais à dire était toujours pour moi ce qui était le plus important, même si parfois j'étais conscient que les suggestions et les idées des autres étaient meilleures que les miennes. J'étais un autocrate et je n'hésitais pas à utiliser la force pour écarter les obstacles de mon chemin. J'étais parfois extravagant dans mes déclarations uniquement pour convaincre mon auditoire que personne n'était aussi militant que moi et que je méritais d'être le chef. J'avais la grande faiblesse de ne pouvoir tolérer aucun contradicteur, qu'il ait raison ou tort. J'étais un dictateur dans les réunions; c'est la raison pour laquelle j'ai été le président de tant d'organisations. Comme tous les dictateurs, je m'étais pourvu d'un entourage pour me protéger. » Et Philip ajoutait : « Et pourtant, je m'imaginai

avec sincérité que toutes mes activités politiques étaient uniquement dirigées contre les Blancs. J'étais convaincu que l'homme blanc ne pouvait jouer qu'un rôle d'opprimeur. J'y croyais ferme. »

Par la suite, les événements lui donnèrent à maintes reprises l'occasion de rendre publique la nouvelle attitude qu'il avait adoptée. En 1957, les autobus, qui avaient remplacé les trams à Johannesburg, augmentèrent à nouveau leur tarif. Un boycottage général des transports fut décidé. Auparavant, Philip aurait donné d'office son appui à toute agitation. Mais maintenant il essayait de regarder le problème avec honnêteté et de faire ce qu'il sentait juste. Le boycottage lui semblait être une manœuvre politique au service d'un groupe, plutôt qu'une opération pour défendre les intérêts des ouvriers noirs. Il marqua donc publiquement son désaccord. Le boycottage s'organisa cependant; des milliers de gens commencèrent à faire chaque jour de nombreux kilomètres à pied pour aller au travail.

Pour soutenir le boycottage, certains lancèrent une manifestation. Philip envoya notre fils pour découvrir ce qui s'y passait. Les manifestants s'échauffèrent et l'un des organisateurs leur suggéra d'aller saccager notre maison. Effectivement des pierres et des briques brisèrent les vitres de notre véranda. Mais Philip avait fermé les portes de la maison et les manifestants s'en allèrent.

Après trois mois de boycottage, les femmes commencèrent à en avoir assez d'aller à pied. Il fallait trouver une issue mais aucun processus de consultation n'existait qui l'aurait permis. Philip se retrouva avec ses amis du Réarmement moral et réunit certains des représentants de l'industrie et certaines personnalités noires. Philip était très fermement convaincu que l'équilibre financier de la compagnie d'autobus devait être assuré grâce à l'aide d'un fonds gouvernemental auquel les employeurs cotiseraient pour subvenir aux besoins sociaux de la main-d'œuvre noire. Il se rendit à Pretoria et fit sa suggestion au gouvernement, qui l'accepta. Le boycottage fut levé. De cette façon se créa un moyen de consultation

qui pouvait dorénavant permettre de résoudre de semblables difficultés.

La presque totalité du Congrès National Africain se tourna contre lui. Les jeunes extrémistes étaient furieux. Pendant deux mois, nous dûmes avoir un policier à notre porte, nos enfants ne voulaient plus passer la nuit à la maison.

Philip et moi avons dû apprendre alors ce que c'était d'être seuls. « Il y a un moment, disait-il, où l'on doit se tenir seul avec Dieu et avoir le courage de voir les siens, ses propres collègues, se tourner contre soi. Alors le caractère se trempe, on trouve une foi, on continue d'aller de l'avant. »

Le moment le plus difficile pour nous fut pendant la période des grands procès politiques après 1960. La plupart des prévenus étaient des Noirs accusés de complot contre l'Etat. Beaucoup des collègues de Philip dans tout le pays furent arrêtés et on fit courir le bruit que Philip les avait dénoncés et qu'il irait témoigner contre eux. On disait qu'il avait livré tous les secrets du Congrès National Africain. La propagande était si intense que beaucoup la crurent. Mais Dieu merci nous avions la foi, et quand on a le courage de se tenir seul, Dieu vous donne la fermeté dont on a besoin. Même en ma présence j'entendais des gens dire : « Sa femme portera son deuil, nous le tuerons. » Je n'arrivais même plus à m'imaginer que mon mari puisse mourir d'une mort naturelle, tellement je m'attendais à ce qu'il fût assassiné.

Mais notre route était tracée. Notre foyer devint un foyer ouvert aux hommes de toutes les races. Les gens étaient tout étonnés de trouver les photos de nos amis blancs sur notre radio car ils savaient les ressentiments qui existent contre les Blancs dans notre communauté. Philip et moi avons décidé que nous mènerions le même combat pour changer les hommes, quelle que soit leur race.

Petit à petit, nous commençâmes à gagner nos ennemis. Quelques-uns avaient peur de venir chez nous. Nous continuions à leur témoigner notre sollicitude et

finalement leurs peurs s'évanouirent. Ainsi beaucoup de familles qui étaient sur le point de se disloquer se réconcilièrent. En février 1961, Philip se trouvait au Cap et on le pria de parler au Rotary Club. Il n'était pas dans les habitudes de ce club, qui groupait des notabilités blanches, d'inviter un Noir à prendre la parole. Il parla de ses luttes, de son changement grâce au Réarmement moral; puis il ajouta : « J'en suis arrivé au point, maintenant, où l'avenir des enfants blancs me tient autant à cœur que celui des enfants noirs. Les Blancs doivent rester dans ce pays, mais le statu quo doit changer. Les Noirs ne vont pas indéfiniment se contenter de demander leur dû, ils vont le prendre.

« Je suis opposé à la violence. Ce que l'on prend par violence, il faut davantage de violence pour le garder...

« Nous pouvons et nous devons reconstruire notre pays ensemble. Vous devez aller au-devant des Noirs et leur donner une espérance. »

Le ministre des Affaires indigènes vint à cette époque à Johannesburg et rendit visite au secteur où habitait les 600.000 Noirs que mon mari représentait au Conseil consultatif. Philip eut l'occasion de prendre la parole devant lui et dit : « Nous vivons dans un monde de changements. Je suis reconnaissant de ce que vous avez fait pour nous. Mais ce serait tellement mieux que nous puissions faire les choses ensemble, plutôt que *vous* fassiez ce qui vous semble bon pour nous. » Quand il eut fini, le ministre se leva et alla lui serrer chaleureusement la main.

Une autre fois, il s'adressa à un groupe de femmes blanches, qui se montraient assez critiques du gouvernement. « Mesdames, leur dit-il, vous me préoccupez car vous n'avez aucun souci de votre gouvernement. Pas plus que vous, je ne partage ses vues, mais je m'efforce d'avoir souci de lui. Comment peut-on amener quelqu'un à changer autrement? » Pour Philip et moi, les Blancs appartiennent à l'Afrique du Sud, et nous aussi; ce que nous avons à faire, c'est à apprendre à vivre ensemble comme fils et filles de Dieu. Philip écrivit un jour : « Si

je dois siéger un jour au Parlement, je ne veux pas être l'élu simplement des Noirs mais de tout le peuple. Je veux que ma nation et toutes les nations soient dirigées par des hommes dirigés par Dieu. »

Philip s'éteignit le 16 décembre 1969, emporté par sa maladie de cœur, sans avoir vu l'esprit qu'il incarnait triompher dans son pays. Noirs, Métis et Blancs lui rendirent un dernier hommage. Le journal *The World*, où il avait travaillé, publia un article écrit par un de ses anciens collègues, Percy Qoboza. Il avait pour titre *Il tint toujours ferme pour ce qu'il croyait être juste*. Cet article se terminait ainsi :

« M. Vundla était aussi imprévisible que le temps au Cap. S'il était irrité par une décision ou une loi gouvernementale, il sautait dans le premier train sans rien dire à personne et faisait plus de 1.500 kilomètres pour aller au Parlement rencontrer le ministre en question et lui dire en termes non équivoques sa façon de penser. Il s'assurait qu'on l'avait bien compris, puis rentrait chez lui, montrant à tous sa joie ou son désappointement, selon le résultat qu'il avait obtenu.

« Mais Philip n'est plus. Ses rêves, ses espérances, ses peurs et sa vision des choses ont disparu avec lui; peut-être y aura-t-il quelque jeune qui reprendra le flambeau et réussira là où Vundla n'a pas pu aboutir. Mais une chose est certaine : il a laissé sa marque. L'Afrique du Sud se souviendra de lui pour la façon dont il a tenté de sauver son pays.

« Au revoir Philip, tu as été pour moi un ami et un père. Nous avons eu nos querelles, mais je t'admirais. »
(*The World*, 18 décembre 1969)

Kathleen VUNDLA.

CHAPITRE 5

MIEUX, PLUS VITE, MEILLEUR MARCHÉ

L'expérience suivante, que décrit le journaliste suisse Paul-Emile Dentan, est celle d'un homme d'affaires de Lucerne. Dans la société complexe où nous avons à vivre, beaucoup considèrent que les attitudes commandées par un critère aussi simple que celui de l'honnêteté absolue ne peuvent que conduire au désastre; le compromis moral leur semble être le corollaire de la complexité économique. L'expérience de M. Anliker conteste cette affirmation; à la lire, on en vient même à se demander si la malhonnêteté si courante dans les affaires n'est pas en général liée à une certaine inefficacité. Il est un fait en tout cas que nous avons ici le témoignage d'un homme réaliste dont les actes sont convaincants.

Quelle famille dans le monde ne se heurte au lancinant problème du logement? Comment faire pour construire assez rapidement et assez bien pour satisfaire aux besoins de tous les êtres humains? Malgré les aménagements urbains les plus audacieux, on n'arrive pas à dominer cette réalité qu'illustrent tragiquement les bidonvilles, ces appendices empoisonnés des grandes cités : le problème du logement est universel.

Ces questions se débattent dans des assemblées multiples et, bien sûr, nous les avons en tête lorsque nous sommes allés à Lucerne rencontrer M. Gottfried Anliker, administrateur-délégué d'une des plus importantes entreprises de construction de Suisse centrale. Petit, l'œil bleu, vif et pénétrant, d'une courtoisie qui ne le cède en rien à l'efficacité, M. Anliker nous reçoit dans son bureau, où nous entourent des œuvres d'art moderne, bronzes et tableaux. Ce patron d'une entreprise de sept cents employés et ouvriers est aussi collectionneur : avec deux de ses amis, il a lancé une galerie d'art à Lucerne, qui devint rapidement un rendez-vous de peintres et sculpteurs contemporains.

Mais nous sommes là pour parler logement. Des architectes de la société nous apportent d'ailleurs les plans d'une future construction. Bien vite, nous apprenons qu'un des impératifs de la maison Anliker est de mettre au point jusqu'au moindre détail les travaux de construction, qui ne sont commencés qu'une fois tout prévu, organisé, signolé. Ainsi on évite toute perte de temps, les corps de métiers travaillant à la suite les uns des autres sans ces temps morts qui font gaspiller beaucoup d'argent.

Après la théorie, la pratique. Nous partons, dans la Citroën du patron, visiter certains des logements qu'il a construits. Nous suivons des petites rues pour arriver à l'orée d'une forêt, près de laquelle sont construites plusieurs « tours » de 16 étages dominant la ville et un magnifique paysage. Au dixième étage, nous sonnons à la porte d'une ménagère qui nous reçoit aimablement et nous permet de parcourir l'appartement qu'elle habite avec ses deux enfants et son mari, employé aux PTT; les pièces sont spacieuses, la loggia agréable, la cuisine est à quelques pas du living-room; tout a été pensé en fonction d'une économie de travail pour la ménagère. Ce n'est pas luxueux, mais confortable, bien construit, bien proportionné et surtout, apprenons-nous, le loyer en est modéré.

La même scène se répète à trois reprises au cours de la journée; M. Anliker nous montre ainsi plusieurs immeu-

bles classés « habitations à loyers modérés », bâtis par son entreprise depuis une vingtaine d'années sans aucune subvention officielle.

Dans certains de ces immeubles, les loyers nous paraissent incroyablement bas — jusqu'à 20% en dessous de la moyenne de la région. M. Anliker nous explique que le prix du terrain sur lequel un des immeubles a été construit ne représente que 6% du coût total, un pourcentage qu'il est évidemment difficile de battre. « Il y a des années, poursuit M. Anliker alors que nous parcourons les comptoirs d'un supermarché de sa construction, nous avons pris une option fondamentale en acquérant des réserves de terrains à bâtir, alors que leurs prix étaient loin des niveaux actuels. En les revendant aujourd'hui, nous aurions pu réaliser un bénéfice supérieur à celui que nous avons fait pendant les quarante dernières années de notre activité comme promoteurs immobiliers. Mais nous nous considérons au service de la collectivité, alors cela n'entraîne pas pour nous en ligne de compte. » Et M. Anliker de nous expliquer, chiffres à l'appui, ce que lui avait rapporté le refus de réaliser des gains injustifiés : un bien inestimable qui se nomme la confiance et qui lui a permis de tisser autour de lui et de son entreprise des liens humains extraordinaires.

Sans s'en vanter aucunement, M. Anliker nous raconte que le jour de son cinquantième anniversaire, il avait invité chez lui cinquante de ses amis; parmi eux des hommes d'affaires et deux militants communistes. L'un de ces derniers est venu parce que la coopérative d'habitation qu'il anime n'a pas regretté d'avoir confié à la maison Anliker la construction de ses nouveaux logements; au lieu des dépassements habituels, vingt mille francs furent économisés sur le devis et déduits de la facture. Pratique peu courante dans le domaine de la construction où l'on n'est que trop porté à réaliser tous les bénéfices possibles au détriment des locataires. Si ces deux militants ouvriers sont venus souffler les bougies du gâteau de fête, c'est aussi parce que le personnel de

l'entreprise gère maintenant des fonds à buts sociaux (12 millions) qui sont plus élevés que ceux de la société même (7,2 millions).

Nous terminons notre tournée par une visite de chantier. Nous y voyons s'assembler les éléments préfabriqués, moulés dans une usine qui appartient à la société. « La création de cette usine fut aussi toute une aventure, nous raconte M. Anliker en nous faisant remarquer la bonne finition des fenêtres et des pas de portes, construits pour éviter les courants d'air. Il nous fallut beaucoup de courage, je dirai même d'audace, pour investir la quasi-totalité de nos ressources disponibles dans cette usine. Mais manquer le tournant de la préfabrication, c'était nous exposer à continuer sur la seule lancée de la construction artisanale. Dans bien des pays, c'est là un frein à la construction alors que les besoins sont de plus en plus criants. »

Pour nous, comme pour les nombreux visiteurs du monde entier qui sont déjà venus à Lucerne étudier les réalisations de la maison Anliker, il devient évident que cette entreprise obéit à des mobiles qui ne sont plus ceux du seul profit, mais ceux du service. Une société qui cède du terrain à moitié prix à une association pour y construire 300 logements sociaux et un autre terrain au tiers du prix du jour pour y édifier 130 logements ne doit-elle pas avoir d'autres mobiles que ceux de faire fructifier son capital? C'est cela qui a passionné certains des délégués à un congrès des syndicats suisses tenu récemment à Lucerne; ceux-ci avaient saisi l'occasion de leur présence dans cette ville pour visiter quelques-uns de ces logements. C'est cela aussi qui a tenu en haleine tel journaliste soviétique en conversation avec M. Anliker à Caux; la dialectique du patron lucernois, faite d'expériences et de foi, témoignait d'un dynamisme qu'il n'avait jamais rencontré en Occident.

La réorientation des objectifs de l'entreprise permet à tous ceux qui y travaillent non seulement d'en être fiers, mais de parler avec autorité de la valeur d'une honnêteté mise en pratique dans l'industrie et dans les

rapports sociaux. C'est ce que nous remarquons en nous entretenant avec le chef des achats ou bien encore avec un des ouvriers qui sait, comme chacun de ses camarades, que chaque suggestion qu'il formule sera toujours examinée au sein de la commission d'entreprise où s'est développé un véritable esprit d'équipe.

Le soir, autour de la table de famille, puis au salon — encore des œuvres d'art au mur! — nous demandons à M. et Mme Anliker de nous raconter comment ils en sont arrivés là.

« Tout a commencé pour nous, raconte M. Anliker, il y a une vingtaine d'années au cours d'un week-end à Caux. A ce moment-là, j'étais associé avec mon père et mon frère que je trouvais aussi difficiles à vivre l'un que l'autre. J'avais grandi dans l'atmosphère pénible de la crise économique des années trente. Je me souviens encore, comme si c'était hier, de mon humiliation lors d'une excursion de mon école au Tessin; nous étions si pauvres à la maison que je ne pus payer que la moitié du billet de chemin de fer; le reste me fut offert par l'école. Ce jour-là, je me suis promis d'être riche plus tard, quand je serais grand. C'est dans cet état d'esprit que je suivis des cours du soir pour devenir expert-comptable. Ayant bien réussi mes examens de maîtrise fédérale, j'eus le toupet d'envoyer aux journaux locaux un communiqué signé d'un faux nom pour leur signaler que Gottfried Anliker avait brillamment réussi et qu'il en était félicité! Le lendemain, je reçus deux lettres de directeurs de banque m'offrant des places. J'étais lancé!

« Néanmoins, cette course à la fortune n'allait pas sans heurts. Dans l'entreprise, aux tensions familiales s'ajoutaient celles qui naissent de procédés courants dans l'industrie : « arrangements » des comptes et du bilan, pratiques financières plus ou moins honnêtes, etc. Consulté, un psychiatre m'avait même recommandé de quitter l'affaire. C'est dans cet état d'esprit que je décidai d'aller passer un week-end à Caux « pour voir ».

« Parmi les nombreuses personnes que j'y rencontrai, il en est une que je ne suis pas près d'oublier : un

architecte suisse, homme politique aussi, qui avait été l'un des pionniers du centre de Caux. Non seulement il me raconta qu'il avait décidé d'être absolument honnête en famille, en affaires et avec le fisc, mais il me proposa de faire un moment de silence. Avec un inconnu ! Malgré mes réserves, en homme pratique, j'acceptai. Le premier essai ne fut guère concluant, car je me dissimulais à moi-même la réalité de cette voix intérieure qui me pressait — je le sentais bien — de changer de vie. Deux forces, cependant, me poussaient à aller de l'avant, à accepter ce que ces gens disaient : la situation difficile dans ma famille et les pratiques malhonnêtes dans l'industrie. Aussi je recommençai ce moment de silence. Seul.

« Rapidement, je notai vingt points que je devais remettre en ordre dans ma vie. Si mon père et mon frère étaient des personnes difficiles à vivre, je dus conclure, en m'interrogeant avec lucidité, que je l'étais moi-même tout autant, sinon plus. »

Il fallut ensuite trois mois à M. Anliker, d'après ce qu'il me raconta dans la tranquillité de son foyer, pour liquider ce qu'il appelle en bon commerçant son « passif ». Cela allait de l'honnêteté en famille à la remise en ordre de toute sa situation fiscale. Il eut aussi le courage de rendre à des tiers de l'argent indûment gagné. En tout, ce week-end à Caux lui coûta, à lui-même et à son entreprise, près de cent mille francs suisses ! « Mais cela en valait mille fois la peine, remarque M. Anliker ; l'honnêteté a transformé ma vie de père de famille et de chef d'entreprise. »

Les conséquences de cette transformation intérieure ne se firent pas attendre sur le plan industriel et social. Une atmosphère de confiance se développa entre la direction et le personnel, pour lequel M. Anliker n'a maintenant pas de secret. La productivité fit naturellement un bond en avant.

« Nous avons décidé à ce moment-là, continue M. Anliker, de mettre tous nos collaborateurs au courant de nos affaires. Chaque année, nous présentons notre bilan

à l'ensemble du personnel. La moitié des bénéfiques lui revient d'ailleurs sous forme de prestations sociales complémentaires à celles prévues par la loi (c'est l'entreprise qui paie intégralement les cotisations des ouvriers à leur caisse de retraite) et de versement à la fondation pour le personnel.

« En contrepartie, nous attendons de nos collaborateurs un travail de qualité qui nous permette de garantir à nos clients des maisons bien faites aux prix les mieux étudiés. »

Rester sur le plan d'une réussite industrielle n'intéresserait pas un homme aussi dynamique que M. Anliker, ni son frère, maintenant complètement acquis à ses idées. Non contents d'avoir gagné la confiance de leur personnel, de leurs clients, des autorités, des syndicats suisses, ils voient plus loin que les frontières du pays. J'ai pu m'en rendre compte moi-même lorsque j'ai essayé de prendre rendez-vous avec M. Anliker. Il revenait d'un voyage en Inde et en Australie; sa secrétaire m'expliqua qu'il devait participer à une rencontre d'hommes d'affaires en Allemagne. Je me souvenais de l'avoir rencontré à Paris, de l'avoir entendu à Londres. « Il sera bien difficile de rencontrer un homme aussi occupé, me dis-je ». Pourtant, une semaine plus tard, il me recevait. Mais pour lui et son frère, sauter dans un train ou un avion pour venir parler de leurs expériences dans d'autres villes de Suisse ou à l'étranger est devenu aussi normal que de faire marcher leur affaire jour après jour.

On pourrait — et on l'a fait — dire au patron lucernois qu'il est facile pour lui d'être honnête; qu'il dispose de bonnes réserves financières et que dans ces conditions il est plus aisé de courir le risque d'être honnête.

A quoi M. Anliker répond qu'il existe en économie des lois aussi strictes qu'en physique et que des patrons mallonnêtes ont d'ordinaire des collaborateurs qui le sont aussi. Et de nous citer l'exemple d'une entreprise à laquelle il s'était associé pour un important projet de construction mais qui voulait toujours facturer plus

d'heures de travail que celles qui avaient effectivement été fournies, ceci afin « d'arrondir au chiffre supérieur ». L'entente, sur cette base, fut irréalisable et la maison Anliker, qui était maître d'œuvre, dut congédier les deux tiers des ouvriers de l'autre entreprise pour travail insuffisant et mal fait. « Ainsi, continue M. Anliker, un patron malhonnête, entouré de subordonnés malhonnêtes, doit continuer à employer des moyens qui le sont aussi s'il veut « tourner » malgré une faible productivité. Un patron de ce genre fait preuve de stupidité et d'incompétence.

« J'avais du reste cette attitude comme jeune patron, poursuit M. Anliker en riant. Je décidais d'avance combien je payerais d'impôts. Je devais passer deux mois à « arranger » mon bilan en conséquence. Aujourd'hui, nous payons beaucoup plus d'impôts, mais nous arrêtons le bilan en une demi-journée et dans les deux mois gagnés notre bénéfice dépasse largement ce que nous payons au fisc.

« L'honnêteté, voyez-vous, est non seulement « payante », puisqu'elle nous acquiert la confiance de tous et établit notre réputation auprès de clients potentiels que nous n'avons ainsi pas besoin de rechercher, mais elle libère des forces latentes, autrefois bloquées par une mauvaise conscience. Elle nous permet de regarder au-delà de notre profit et de réfléchir ensemble aux moyens de répondre aux besoins matériels et spirituels d'un monde en profonde mutation. N'y a-t-il pas là un objectif commun pour tous les partenaires sociaux? »

Prenant la parole devant les membres d'un Rotary Club australien, M. Anliker leur avait lancé ce défi, après leur avoir fait part de ses expériences : « La malhonnêteté en affaires cesse d'être une question privée quand nous considérons notre aide économique au tiers monde. Un Africain me disait récemment que tant que régnerait la corruption dans son pays, celui-ci ne pourrait progresser, car une grande partie de l'aide économique de l'étranger disparaissait dans les poches d'hommes corrompus. Nous avons donc, nous patrons, à assumer la

formation de caractère indispensable au développement harmonieux de l'industrie dans le monde. Mais, pour y parvenir, il nous faut d'abord révolutionner la façon d'agir et de penser du patronat. »

Tel est l'objectif que poursuit ce patron de Lucerne, cet homme qu'on voit arriver tous les matins à 7 heures à son bureau et qui a mis en priorité dans sa vie le souci des hommes : de ceux qui l'entourent comme de tous ceux, innombrables, qu'il ne connaît pas, mais qui se pressent dans sa réflexion et son action quotidienne, en quête de promotion humaine, de justice et de dignité.

Paul-Emile DENTAN.

CHAPITRE 6

UN DOCKER FAIT SON CHOIX

Beaucoup d'hommes appartenant au monde du travail considèrent volontiers que l'amélioration de leur situation est uniquement liée à un changement de la part du patronat ou à une réforme des structures. L'exemple de Jack Carroll, raconté ici par Reginald Holme, président en 1970 de l'Institute of Journalists pour le district de Londres, montre que le syndicalisme lui-même gagne à sortir de ses querelles internes s'il veut participer à l'avènement d'une société nouvelle.

Lors d'une rencontre qui regroupait à Londres industriels, cadres et syndicalistes de différents pays d'Europe, j'ai entendu M. J.K. Penney, représentant dans la capitale de l'Autorité du port de Bristol et Avonmouth, mentionner des chiffres qui m'intriguèrent. Il comparait les pourcentages de journées perdues par suite de tensions sociales dans les grands ports anglais, véritables poumons de notre vie économique. Les statistiques, qui avaient trait à l'année 1967, étaient les suivantes : Londres, 9,5 %, Liverpool 12,1 %, Manchester 7,3 %, Bristol 0,8 %. Ce dernier chiffre était surprenant. Comment se faisait-il que, dans un pays où l'activité

industrielle est secouée par tant de conflits, il y ait un îlot qui semble échapper à la loi générale?

M. Penney, interrogé, n'explique pas cet extraordinaire résultat par quelque judicieux système de relations publiques que l'autorité du port de Bristol aurait mis en place, mais par le mérite d'un homme du port, Jack Carroll, alors président de la section locale de la Fédération des Ouvriers des Transports à laquelle sont affiliés les dockers du port.

L'histoire du port de Bristol n'en avait pourtant pas fait un secteur privilégié, à l'abri des remous sociaux. En septembre 1965, la situation était au pire. A la barbe des responsables de la Fédération des Transports s'était créé un « comité de liaison » qui agissait à sa guise, indépendamment des consignes syndicales, déclenchant des mouvements de grèves sauvages et créant dans le port un désordre indescriptible. L'étincelle surgit avec l'arrivée d'un cargo, le *Gloucester City*, qui se présenta avec 2 000 t. de bois. Le chargement avait été fait en fardeaux de troncs réunis par des câbles, dont chacun pesait autour d'une tonne. Les soixante hommes qui devaient décharger la cargaison se mirent en grève, demandant des primes spéciales pour ce travail. Certains des membres du comité de liaison se trouvaient parmi eux.

L'affaire aurait pu rester circonscrite si, depuis de nombreux mois, ne s'était pas déjà créée une certaine tension entre l'ensemble des dockers et leur syndicat.

Le secrétaire régional de la Fédération, conscient de cette situation, avait fait de nombreux efforts pour avoir le contact avec les dockers, mais à chaque réunion qu'il convoquait, il se heurtait à l'apathie et à l'absentéisme des syndiqués. Assez rapidement la grève s'étendit à tout le port. On était le 28 septembre 1965. Elle ne devait s'arrêter qu'un mois plus tard, le 25 octobre. 1 500 hommes étaient restés tout ce temps sans travail. La grève avait coûté au pays un million de livres, selon l'évaluation du *Bristol Evening Post*. Le journal révéla par exemple que 56 000 régimes de bananes arrivant de Jamaïque avaient dû être jetés à la mer. A plusieurs

reprises pendant ce mois de grève, les responsables de la Fédération des Transports tentèrent de réunir leurs adhérents et de trouver sur quelle base on pouvait négocier avec la direction. Mais les animateurs du « comité de liaison » étaient vigilants et empêchèrent les responsables syndicaux de reprendre le contrôle de leurs troupes.

Le comité de liaison du port de Bristol n'était pas un cas isolé. Déjà dans le port de Londres, depuis un certain nombre d'années, existait un comité semblable portant le même titre et animé par un meneur du nom de Jack Dash. Celui-ci s'était taillé petit à petit, aux dépens des syndicats, une autorité personnelle parmi certains groupes de dockers et il tentait ainsi de se rendre maître du port. Les responsables du comité de liaison du port de Bristol travaillaient en cheville avec Jack Dash.

Quoi qu'il en soit, la grève se termina mal. Après un mois sans travail, les 1 500 hommes reprirent le collier sans avoir obtenu une grande amélioration de leur condition. L'un des animateurs du comité de liaison était Jack Carroll.

Né en 1915 à Bristol, Jack appartenait à une lignée de dockers. Son arrière-grand-père, son grand-père, son père avaient tous travaillé sur les quais de Bristol. Aussi la marque du métier sur la personnalité de Jack était-elle indélébile. Ses deux frères ne manquaient pas non plus à la tradition. Au fil des années, le port de Bristol avait étendu ses tentacules le long de l'estuaire de l'Avon pour finalement créer à l'embouchure même de la rivière l'installation avancée de Avonmouth, ouverte sur le trafic atlantique.

Jack avait grandi dans l'atmosphère de ce métier de paria : quelquefois les dockers sortaient tellement sales de leur travail qu'on leur refusait l'accès aux autobus. Une enfance rude, que la pauvreté avait marquée de sa morsure, un métier harassant, dangereux et sans sécurité, tels ont été les ingrédients qui ont fait de Jack un

militant à tout crin. Déterminé, excessif, impatient, il trouvait que les responsables du syndicat des transports étaient trop confortablement installés dans leurs mandats et il était résolu à les supplanter en créant un syndicat parallèle. « J'estimais qu'ils ne faisaient pas le poids, dit Jack. Lorsqu'ils accédaient à des postes de responsabilité, ils semblaient pencher irrésistiblement du côté patronal. Pour moi, ils avaient été achetés. Ils oubliaient ceux qui les avaient élus. A Noël, ils trinquaient même le whisky avec les patrons! »

L'attitude de Carroll n'était cependant pas entièrement désintéressée. « Je cherchais le pouvoir, devait-il reconnaître par la suite, afin d'en découdre avec les riches. » Le comité de liaison lui apparut dans cette perspective comme un bon tremplin.

Il y avait à peine une semaine que le travail avait repris à Bristol à la suite de la grève du *Gloucester City* quand deux hommes se présentèrent au domicile d'un des animateurs du comité de liaison, un Irlandais bon teint. Comme celui-ci crut les entendre parler d'armement, il les fit entrer, pensant avoir affaire à des compatriotes nationalistes faisant du trafic d'armes au bénéfice des catholiques de l'Ulster. Il s'agissait en fait de... réarmement moral. L'Irlandais fut d'abord un peu déçu de découvrir sa méprise, mais finalement, intrigué par leur démarche, accepta leur invitation d'aller à Bath, la ville voisine, assister à une pièce de théâtre présentée par le Réarmement moral. Il y emmena Jack Carroll et un autre des meneurs du « comité de liaison ».

Pour Jack, c'était la première sortie au théâtre. Ses camarades et lui se sentaient un peu mal à l'aise au milieu des paisibles citoyens de Bath car, comme Jack le relata plus tard, « ils étaient de gros fumeurs, toussaient beaucoup et juraient pas mal ». La pièce l'intéressa, mais ce qui le captiva surtout, c'est la conversation qu'il eut avec l'un des acteurs. Il fut étonné de trouver chez lui précisément la qualité de dévouement et le militantisme qu'il aurait aimé voir animer les responsables syndicaux.

Aussi, quelques semaines plus tard, acceptait-il une nouvelle invitation pour voir un film réalisé par les dockers du port de Rio de Janeiro, *Hommes du Brésil*, où ceux-ci relatent comment l'esprit du Réarmement moral a transformé la situation de leur port, fait disparaître les tensions entre les différents syndicats, éliminé le chapardage...

Ce qui frappa Jack était évidemment la transformation intervenue dans ce port le jour où, enterrant leurs querelles, les responsables syndicaux s'étaient mis à défendre les véritables intérêts des dockers au lieu de chercher à marquer des points pour l'organisation qu'ils représentaient. De plus en plus intrigué, Jack accepta d'aller participer à une rencontre à Londres entre hommes de différentes industries britanniques. « L'orateur qui m'accrocha, déclara après coup Jack Carroll, était un plombier, responsable syndical à Coventry. Il avait été pendant vingt-deux ans militant communiste, puis s'était lancé dans une révolution d'un nouveau genre. En l'entendant, j'eus l'impression qu'il se trouvait aujourd'hui sur la bonne voie. Après la réunion, je suis allé lui parler et j'ai commencé à me demander si j'étais moi-même sur la bonne voie. Je me suis rendu compte que rejeter la faute à tout bout de champ sur le patron et les responsables des syndicats ne m'avancait pas beaucoup. Il fallait que, moi aussi, je sois prêt à changer d'attitude. »

Le plombier de Coventry suggéra à Jack Carroll de prendre le temps de réfléchir pour donner sa chance à Dieu de lui montrer ce qu'il devait faire. Dieu, Jack Carroll y croyait, sa femme et lui étaient catholiques, mais il ne voyait pas très bien comment Dieu pouvait s'intéresser aux problèmes du port de Bristol.

Quoi qu'il en soit, un matin, à six heures, après s'être fait sa tasse de thé, Jack se mit à méditer.

« Le résultat fut nul, raconte Jack. Aucune pensée ne me vint. Je me suis dit alors : peut-être Dieu ne se lève-t-il pas si tôt? » Jack se débarbouilla, se rasa, se prépara

une autre tasse de thé, puis fit une nouvelle tentative. « Pourquoi ne pas aller voir le principal employeur du port? Et Tom Davis aussi, pour m'excuser auprès de lui ? » Ce fut sa seule pensée, et Jack passa aussitôt aux actes.

Tom Davis était alors secrétaire du syndicat des dockers dans le port de Bristol. Jack se rendit à son bureau, lui tendit la main et lui dit : « Tom, je te demande pardon du passé. Abaissons les baïonnettes et discutons de ce qu'il faut faire pour les ports du pays. »

Jack raconta à son interlocuteur surpris ce qui depuis quelques semaines avait sensiblement élargi sa perspective : « Je veux aujourd'hui faire quelque chose de constructif pour les ports, pour le pays et pour le monde. » Tom Davis allait-il penser, en entendant ces mots, qu'il avait affaire à un fou ? C'est ce que se demandait Jack. Bien au contraire, Davis prit le téléphone et appela M. Lovell, un des patrons du port, le priant de recevoir Jack. La réponse fut brève : il n'avait pas le temps, et de toute façon ne recevrait pas Carroll. Davis insista : « Il est très important que vous le receviez, ne serait-ce que pour quelques instants. » Lovell accepta d'accorder dix minutes à Carroll.

« Ces dix minutes devinrent trois quarts d'heure, dit Jack. Je me suis excusé de mon opposition systématique envers les patrons et les syndicats officiels. J'ai cependant ajouté que je n'étais pas devenu pour autant moins militant. J'allais désormais me battre dans une optique différente pour ce que j'estimerai juste pour le pays. Lovell parut intéressé. Il me dit que si j'avais des problèmes à lui soumettre, il était prêt à me recevoir à nouveau. »

Puis Jack rendit visite au secrétaire régional du syndicat, Ron Nethercott. « Nous nous haïssions l'un l'autre. Il avait une moustache qui lui remontait le long des joues comme des favoris, et je l'avais surnommé « Vieilles côtelettes ». Pour lui, nous autres du comité clandestin étions les « naufrageurs du port ». Jack s'excusa pour la façon dont il l'avait souvent condamné

à priori. Nethercott est un homme calme, assez diplomate dans ses manières et il a la responsabilité de près de 250 000 syndiqués des transports. « Jack Carroll a fondamentalement changé, déclara-t-il plus tard. Autrefois, il entraît toujours en enfonçant la porte, il n'y avait pas moyen de discuter avec lui. A peine arrivé, il se mettait à crier sans nous écouter. » Nethercott et lui se réconcilièrent ce jour-là, et le premier demanda au second d'entrer dans le syndicat. Carroll devait d'ailleurs en devenir bientôt le président pour le port de Bristol. Jack se sentit désormais libre de prendre contact avec Nethercott chaque fois que le besoin s'en ferait sentir.

Pendant ce temps, de profonds changements s'opéraient au sein de la famille de Jack. Il n'avait jamais pu s'entendre avec son beau-père, surtout depuis que celui-ci était venu avec sa femme s'installer chez eux. « Il travaillait souvent dans le jardin, dit Jack, mais je le traitais régulièrement de paresseux. En fait, il n'avait simplement plus la force nécessaire, et je ne m'en étais pas aperçu. Lorsqu'un jour il eut une attaque, je montai à sa chambre, le coiffai et l'aidai à se raser, à la grande surprise de ma femme. Quelques jours plus tard, il demanda à me parler. Nous avons eu ensemble une bonne conversation. Il est mort cette nuit-là. J'étais heureux d'avoir été la dernière personne qu'il ait demandé à voir. Heureux aussi d'avoir reconnu les torts que j'avais eus à son égard. »

Jack fit de même avec Sadie, sa femme, s'excusant de l'avoir négligée. Et lorsqu'il cessa de jouer aux courses, une habitude qu'il avait contractée... à l'âge de six ans, il y eut plus d'argent pour le ménage. Au début sa fille Lynne, voyant ce qui était arrivé à Jack, avait dit, un peu moqueuse : « Ça lui passera ! » Plus tard, elle corrigeait : « Il nous l'a passée à nous les enfants ! »

En septembre 1967, Carroll eut l'occasion de montrer publiquement où le conduisait sa nouvelle attitude. Depuis des années, les dockers anglais s'étaient battus pour la sécurité de leur emploi et pour la disparition des méthodes arbitraires d'embauche. De nombreuses com-

missions, depuis 1889, avaient dénoncé le système selon lequel les dockers étaient engagés à la criée pour un travail donné. Gouvernement après gouvernement avait étudié des projets tendant à y mettre fin, mais il fallut attendre 1965 pour que les pouvoirs publics acceptent l'idée d'emplois réguliers dans une entreprise déterminée. Le lundi 18 septembre 1967 devait être le jour d'introduction du nouveau système.

Pour des raisons qui étaient les siennes, Jack Dash et le comité de liaison du port de Londres se montrèrent violemment opposés aux termes de cette réforme, d'autant plus que celle-ci avait été négociée entre le gouvernement et la Fédération des Transports. A Bristol, le comité de liaison, qui avait continué à exister après le départ de Jack Carroll et de ses amis, était encouragé par Jack Dash à suivre la ligne d'action du comité londonien.

Pour Jack Carroll, l'affaire était claire : depuis des années, on avait lutté pour mettre fin à l'instabilité de l'emploi. La proposition du gouvernement constituait un grand pas en avant. Il fallait l'accepter.

Deux jours avant l'entrée en vigueur de la réforme, Jack Dash essaya d'organiser un grand meeting à Bristol. Mais, quand il se présenta, les dockers étaient au travail. Le quotidien *Evening Post* du 18 septembre écrivait : « Un appel à la grève lancé par le « comité de liaison » du port de Bristol, que des haut-parleurs diffusaient à l'entrée des quais, a été totalement ignoré par les douze cents dockers d'Avonmouth. Ceux-ci ont même refusé les tracts qui leur étaient distribués alors qu'à huit heures du matin ils se présentaient pour la dernière fois à l'appel, au terme de quarante-sept années de lutte menée dans les ports pour la sécurité de l'emploi. A huit heures cinq, presque tous les dockers avaient été assignés auprès d'un employeur régulier et se rendaient au travail sur un des seize navires amarrés à ce moment dans le port. »

Dans toute cette affaire, Carroll est resté toujours

conscient des intérêts extra-syndicaux poursuivis par certains. Il a aidé ses camarades, au fur et à mesure, à s'en rendre compte aussi. « Si Jack Dash avait pu faire débrayer les dockers de Bristol, affirme Carroll, cela aurait servi de test et l'ensemble des ports aurait suivi. » La hargne qui, deux ans auparavant, aurait poussé Jack dans une opposition systématique à toute proposition émanant du gouvernement ou du syndicat, a fait place à une lucidité dont les travailleurs de tous les ports britanniques sont aujourd'hui bénéficiaires.

Mais au-delà du port, au-delà de l'activité syndicale, quelque chose poussait Jack irrésistiblement à « penser plus loin », comme il aimait à le répéter. Déjà en 1966, il avait accepté une invitation à se rendre en Australie pour y faire part de l'évolution intervenue dans le port. Cette invitation émanait de Jim Beggs et Les Stuart, respectivement vice-président et secrétaire du syndicat des dockers de Melbourne. Ces deux hommes avaient eux-mêmes rassemblé l'argent permettant à Carroll de faire le voyage. En Australie, Jack eut l'occasion de s'entretenir avec le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, des responsables de la Fédération des Dockers et de la Confédération des syndicats ainsi qu'avec des dirigeants des compagnies de navigation. Il s'est également rendu dans les ports néo-zélandais et a fait escale au retour à Singapour, à Ceylan, en Inde et au Liban.

Jim Beggs et Les Stuart écrivirent plus tard : « Par sa façon franche d'aborder les problèmes, Carroll a ouvert entre nous et certains patrons des portes qui avaient été closes jusque-là. Il est arrivé au bon moment, car nous étions justement en train de discuter des questions de l'emploi permanent ainsi que des garanties de salaires et de retraites, discussions qui demandaient une confiance de part et d'autre. »

En 1967, Jack entreprenait un nouveau voyage, en Inde cette fois-ci, à la demande de Rajmohan Gandhi, un des responsables du Réarmement moral en Asie. Carroll saisit cette chance qui lui était donnée de « dire aux

dockers indiens que seul un profond changement des hommes pourrait venir à bout des problèmes des ports ». En fait, Jack et les trois autres syndicalistes anglais qui l'accompagnaient firent plus qu'établir un contact avec les dockers. En quelques semaines, ils prirent la parole devant des milliers de travailleurs et confèrent avec plus de deux cents dirigeants de la vie politique et économique.

Les absences de Jack, avec l'interruption des enveloppes de paye, ne manquaient pas de se faire sentir au foyer. Mais Mme Carroll m'a fait part de son émerveillement : « C'est incroyable de voir à quel point on m'a aidée, en espèces comme en nature. Je ne pouvais pas imaginer que les gens puissent manifester une telle générosité sans y être forcés. »

La situation économique de la Grande-Bretagne, l'effort soutenu qui doit permettre au pays de retrouver son dynamisme sans pour autant sacrifier les droits des travailleurs, ce sont là des préoccupations dominantes dans l'esprit de Carroll. A ce titre, il a saisi l'importance des possibilités d'action offertes par le Réarmement moral au moyen du centre culturel Westminster à Londres. Les spectacles qui y sont présentés, comme les conférences industrielles qui s'y tiennent régulièrement, sont à son avis autant de moyens de faire prendre conscience au peuple britannique et à ses dirigeants de la priorité d'une transformation des esprits. Carroll a travaillé et continue à travailler, au moyen de ces rencontres, à la création d'une équipe de syndicalistes, de cadres et d'industriels qui cherchent en commun les voies les plus efficaces pour résoudre les conflits sociaux et pour jeter les bases d'une économie saine et juste.

Aujourd'hui, Jack, pour des raisons de santé, a dû prendre un travail dans une autre entreprise. Mais il reste prêt à aller partout où sa présence pourrait s'avérer nécessaire. Il s'est déjà rendu à plusieurs reprises en France, notamment une fois à Saint-Nazaire où il avait été appelé sans beaucoup de préavis. Quant au port

de Bristol et Avonmouth, où l'apparition d'un nouvel état d'esprit m'a été confirmée personnellement par le directeur général, M. Edney, en 1968, il n'échappera certainement pas aux vastes mutations auxquelles doivent faire face les installations maritimes du monde entier. Il faudra d'autres Carroll pour les affronter avec le réalisme et le souci humain que Jack a déployés ces dernières années.

Reginald HOLME.

CHAPITRE 7

UN SUPPLÉMENT DE RÉVOLUTION

Dans l'entretien qui figure au début de cet ouvrage, M. Maurice Mercier a eu l'occasion d'exprimer ce qu'est, à son avis, l'apport du Réarmement moral dans le domaine social. Le témoignage qu'il avait proposé en 1958 pour le livre Un changement d'espérance me semble jeter une telle lumière sur sa personnalité que nous manquerions l'essentiel si nous ne le conservions pas dans cet ouvrage.

Mes grands-parents, qui m'ont élevé, habitaient dans une ville de la région lyonnaise une espèce de cul-de-sac où ne vivaient que des ouvriers et ouvrières du textile. L'impasse était comme une grande famille, avec beaucoup de gosses et nous connaissions la vie intime de chacun. On vivait dans la rue. Parfois, il se formait des rondes, on s'amusait; toute l'impasse, les jeunes, les vieux participaient à ces jeux. Mais il suffisait du cri d'un ivrogne ou d'une bagarre entre deux femmes pour que tout s'envenime. Ma grand-mère, qui était du vif-argent, bondissait sur les gens pour les séparer, ce qui entraînait mon grand-père (prévôt d'armes de profession!) à sa suite. Ce fut ma première école.

Au moment de passer mon certificat d'études, j'ai été renvoyé de la classe parce que j'avais pris la défense d'un petit camarade que l'instituteur avait rudoyé. Ce gamin était rouquin, souffreteux et un peu sourd et je m'insurgeais contre toutes les brimades qu'il subissait à l'école. Après cet incident, je n'ai jamais voulu retourner en classe, bien que mes parents aient tout fait pour me convaincre que l'instruction est une arme essentielle pour trouver une situation.

Après avoir occupé une trentaine de petits emplois, que je quittais pour un oui ou pour un non, j'ai voulu travailler dans une grande usine où ça siffle, où on entre et où on sort sans rien devoir à personne.

J'avais vingt ans en 1927 quand mourut le secrétaire du syndicat de mon usine. Les plus âgés parmi les militants m'ont proposé de lui succéder. Ils ne voulaient pas de cette responsabilité pour eux-mêmes parce qu'ils avaient peur, je crois, d'être renvoyés. Ils se disaient : « Un gars de vingt ans pourra facilement retrouver du travail. » Moi, j'ai accepté en me disant : « Je vais partir au régiment dans un ans ou dans six mois ; ainsi, je serai débarrassé du poste de secrétaire. » On avait chacun son idée derrière la tête. Mais enfin, j'étais quand même convaincu que le syndicalisme était un des moyens d'émanciper les ouvriers, de leur assurer de meilleures conditions d'existence et surtout de garantir cette dignité de l'homme que les employeurs avaient broyée dans les années antérieures. C'est ainsi que j'ai pris mes premières fonctions syndicales. Cela a été très dur. J'ai été obligé de réapprendre l'orthographe et le calcul, que j'avais complètement oubliés. Les cahiers de revendications, je les présentais avec la double peur d'être renvoyé et de ne pas sentir derrière moi la solidarité des ouvriers et des ouvrières.

La première fois que je suis allé en délégation auprès du directeur général, celui-ci m'a traité avec un certain mépris, avec l'air de dire : « Il est trop jeune, il ne représente pas véritablement les intérêts des ouvriers. »

L'attitude de ce directeur a renforcé ma combativité syndicale.

Vers 1930, trois ans après mon entrée en fonction, la crise économique est arrivée et avec elle les diminutions de salaires. Alors ont commencé les grèves, qui sont devenues de plus en plus âpres et duraient de nombreuses semaines, voire des mois. Mais la crise empirant, les salaires s'amenuisaient encore. C'est alors que j'ai appris la stratégie, la dialectique. J'ai compris que la grève était une lutte aussi importante que la guerre, un combat pour ma propre classe, avec sa stratégie et sa ligne politique. L'issue victorieuse de ce combat supprimerait à jamais les injustices sociales et nous permettrait de construire une société meilleure en nous donnant une grande espérance.

Avant d'être désigné comme permanent syndical, je suis resté dix-huit mois chômeur — j'avais été renvoyé de mon usine. Pendant les longues journées de chômage, j'ai dévoré les livres marxistes et je me suis instruit au contact des meilleurs militants ouvriers de cette époque. C'est à travers les luttes ouvrières de ces années que nous avons mis au point la tactique de l'unité d'action qui nous a menés à l'unité syndicale et aux victoires ouvrières de 1936. Cette année-là, la France a eu l'honneur d'apporter au monde ouvrier les plus grandes réformes sociales : les quarante heures, les conventions collectives, les congés payés. Ces réformes resteront gravées comme une victoire historique de la classe ouvrière française. A cette action de ma génération, menée sans fléchir, nous avons tout sacrifié ; c'est elle qui permit alors l'avènement du Front populaire et l'application des conquêtes sociales.

Nous ne séparions pas nos luttes syndicales de nos luttes antifascistes, et la guerre de 1939 ne nous a pas surpris. A ce moment-là, je me suis trouvé, avec une partie de mes camarades communistes de la C.G.T., sous mandat d'arrestation. Devant le dilemme que nous posait le pacte germano-russe, un flottement assez important

s'est manifesté dans les rangs du parti communiste français. Pour ma part, j'ai rejoint mon unité.

En juin 1940, en voyant les légions hitlériennes entrer à Paris, nous avons senti gronder en nous toutes les traditions de la France, de ce pays qui nous avait formés, bien ou mal, mais qui était le nôtre. C'est avec une grande satisfaction que nous nous sommes ralliés pour nous battre contre l'occupant et essayer de libérer notre pays et le monde de l'hitlérisme.

A ce moment-là, je me suis décidé à entrer dans l'armée clandestine au service total du parti communiste. Notre tâche essentielle consistait à organiser les ouvriers et les ouvrières pour leur permettre de mener une lutte clandestine à la fois contre les autorités occupantes et contre le gouvernement de Vichy. Cette lutte pouvait prendre un caractère légal ou illégal. Elle allait de la bataille pour les revendications sociales, les salaires, le pain, jusqu'au sabotage et à la lutte armée contre l'occupant.

Les arrestations nous guettaient en permanence. Beaucoup de gens refusaient de nous héberger. Nous étions prêts à subir la torture et la prison, mais nous n'imaginions pas encore à quel point l'occupant était, lui aussi, décidé à mater la résistance par tous les moyens.

C'est là qu'un événement important de ma vie s'est produit, et j'en saisis beaucoup mieux le sens maintenant que je connais le Réarmement moral. Un jour d'octobre 1941, je devais rejoindre Toulouse où j'avais un rendez-vous pour organiser la région. A Avignon, où je venais de changer de train, j'achetai un journal. Ouvrant les pages, je vis qu'on venait de fusiller 22 syndicalistes à Châteaubriand. Parmi eux, il y avait au moins une dizaine de bons camarades, dont mon plus cher ami, qui était avec moi à la Fédération du textile. Ce jour-là fut véritablement une journée noire pour la Résistance.

Le train n'était pas chauffé, j'avais froid et j'avais faim. Il faisait nuit. L'exécution de mes amis et le durcissement de l'occupant contre le travail clandestin

du parti communiste et des patriotes français pesaient lourdement sur mon moral. Et pendant quelques minutes, je me demandai si je devais quitter l'action clandestine : je comprenais brusquement que cet engagement allait jusqu'au sacrifice suprême.

Alors j'ai fait une sorte de silence et d'un seul coup j'ai pris la résolution de lutter quoi qu'il arrive. Eh bien, j'ai senti que c'était la bonne décision parce qu'immédiatement j'ai éprouvé un réconfort : j'avais chaud, je n'avais plus faim, j'avais un moral de fer.

Pour la première fois, je découvrais qu'il y a véritablement une puissance supérieure et que, lorsqu'on est dans la juste ligne pour le plus grand bien des hommes, cette force supérieure entre en action.

Un autre événement est venu s'ajouter à cette découverte. C'était à Marseille, deux ans plus tard. Il y avait un train de déportés à la gare Saint-Charles et la Résistance avait réussi à les faire tous évader du train. La gare est située tout à côté d'un quartier ouvrier qui s'appelle « La Belle-de-Mai » et c'est là que je me trouvais. Au milieu de la nuit, les gens chez qui je dormais m'ont réveillé et m'ont dit : « Il y a une rafle dans le quartier. » Comme ils ne savaient pas qui on recherchait, ils ont pris peur, croyant qu'il s'agissait de moi. Quand j'ai vu l'agitation de ces gens, je me suis dit : « Il faut t'en aller ! Quand les policiers vont entrer, rien qu'au trouble de tes hôtes ils auront des soupçons et tu risques véritablement d'être emmené. » J'ai dit à la femme : « Ne vous dérangez pas, je vais sortir dans la rue. » Au fur et à mesure que les forces de police — il y avait au moins deux ou trois mille agents qui cernaient le quartier — se rapprochaient, je cherchais à sortir du cercle.

J'avais juste ma serviette de cuir et mon pardessus ; il était six heures du matin ; l'étoupe se refermait de plus en plus. Puis, d'un seul coup, sans même m'en rendre compte, je me suis trouvé au milieu d'inspecteurs et de gardes mobiles. J'étais tellement tranquille qu'ils n'ont

pas fait attention à moi. Et c'est ainsi que je suis sorti des barrages en toute quiétude.

Je pourrais citer encore toute une série de faits semblables, notamment les six passages de la zone de démarcation que j'ai faits sans subir un seul contrôle. Pour tout papier, je ne possédais qu'une seule carte d'identité, fausse d'ailleurs.

Une bonne dizaine de fois, je me suis trouvé véritablement en danger. Chaque fois, comme un réflexe normal, je pensais à Dieu et à ma mère. Je faisais une sorte d'examen rapide de conscience. Je trouvais dans la justesse de notre cause, de notre action, le lien entre ma conscience et Dieu. J'ai constaté, en recevant les confidences de mes camarades de lutte, formés comme moi à l'école de l'athéisme, qu'ils s'accrochaient de même, face au danger, aux forces supérieures : à de tels moments la dialectique est sourde.

Toute cette bataille nous a amenés à la Libération de Paris. Quand j'ai entendu le dernier coup de canon annonçant la reddition des troupes allemandes dans Paris, je me souviens de m'être assis sur un banc et d'avoir pensé à tous mes camarades qui étaient tombés et puis aux méthodes de lutte qui nous avaient menés à ce jour.

Avant la Libération de Paris, on m'avait confié certaines tâches du C.N.R. (Conseil National de la Résistance). Je siégeais à la commission de l'Intérieur, à la commission des Comités de Libération, à la commission de Sécurité. C'est cette commission-là qui devait mettre dans les camps tous les collaborateurs, notamment les collaborateurs dans les domaines économiques, industriels, etc. J'assumais aussi les fonctions de secrétaire général de la Fédération C.G.T. du textile.

J'étais profondément marqué par toute une vie de lutte syndicale, meurtri par les quatre années d'action clandestine. La solidarité fraternelle qui avait existé dans la Résistance s'effritait avec le retour au cours normal des choses. J'ai beaucoup réfléchi au passé et aux luttes que nous venions de vivre. Je devenais sceptique quant à la

justesse de nos mots d'ordre et des moyens employés pour les mettre à exécution. La solidarité avait fait place à de basses jalousies, à l'orgueil, qui créent un climat de méfiance contre lequel je n'avais plus la force de réagir. J'ai pris le premier prétexte pour quitter l'action syndicale et politique. Je me retrouvais les mains vides et le cœur vide. C'est là une épreuve très pénible pour un communiste qui se sépare du parti.

Pendant longtemps, j'ai eu l'impression d'être seul. Quand on quitte une grande machine révolutionnaire et qu'on ne la remplace par rien, on a le sentiment d'être inutilisé, inefficace. J'écoutais les gens, commerçants, petits bourgeois, parler de leurs petites affaires, des partis politiques. En moi-même, je pensais : « Les gens sont vraiment occupés par des petites choses et par des intérêts mesquins. »

C'est alors que se produisit la scission syndicale. Certains de mes camarades du textile me demandèrent si je voulais bien les aider à reconstruire cette fédération à Force Ouvrière. J'ai accepté.

En 1950, j'ai fait la connaissance du Réarmement moral. Nous étions en train de discuter notre convention collective nationale. Les patrons du nord de la France nous proposaient des dispositions particulières pour leur région. Pensant situer la discussion dans un climat plus favorable, ils nous demandèrent de nous rendre à Caux. Nous avons accepté cette proposition.

A Caux, j'ai été profondément étonné de voir des centaines de gens vivre sans heurts dans un même but et de découvrir l'existence d'une telle idéologie. J'ai passé trois jours à Caux. J'y ai remarqué tout particulièrement chez les jeunes une foi, un dynamisme comparables sous plusieurs aspects à la mystique et au désintéressement des communistes convaincus.

D'autre part, j'avais observé que les patrons d'un peu tous les pays, transportés dans cette ambiance, reconsidéraient leurs positions primitives et prenaient plus facilement conscience de leurs responsabilités en tant

qu'hommes, en tant que patrons, devant les problèmes posés par la situation nationale et internationale.

Mes amis du Réarmement moral m'ont revu fréquemment et j'ai accepté d'aller à une autre assemblée qui avait lieu à Mackinac, aux Etats-Unis, où j'ai fait la connaissance de Frank Buchman. C'est là que j'ai pris conscience de la deuxième action révolutionnaire de ma vie. J'ai entrevu toute une lutte à mener pour redonner l'unité à mon pays.

En revenant de Mackinac, j'ai mis à l'épreuve cette action révolutionnaire en allant voir plusieurs dizaines de patrons, les invitant à se rendre à Caux avec les cadres de leurs usines et les délégués syndicaux de tous bords. Ainsi plus de 80 délégations du textile vinrent à l'assemblée de Caux en été 1951.

Cela n'a pas toujours été facile. Mais un climat de confiance s'est créé. Il nous a permis de jeter les fondements solides qui devaient aboutir à nos fameux accords du 9 juin 1953. L'esprit de Caux a développé l'honnêteté absolue dans les rapports entre des syndicalistes et des patrons français. Le référendum du 28 septembre 1958 et les événements qui l'ont précédé donnent à l'une des phrases de nos accords textiles une actualité plus grande encore : « L'industrie textile, y est-il dit, entend faire une expérience économique et sociale dans l'intérêt de la nation, dans un esprit de service, dans une finalité sociale. »

Cette expérience a donné, malgré les difficultés économiques, au moins 8% de rajustement de salaire par année aux ouvriers du textile. Elle a permis de faire supporter à l'industrie une troisième semaine de congés payés, le paiement de cinq jours fériés et l'octroi d'une retraite complémentaire pour les vieux travailleurs. L'état d'esprit du 9 juin nous a permis de créer un bureau intersyndical d'études. A l'aide de ce bureau, nous faisons un inventaire permanent et honnête des professions textiles. Nous contrôlons les charges de travail et les différents modes de rémunération; 1 400

militants ont passé dans notre école de formation syndicale.

Une commission sociale paritaire composée d'au moins 60 personnes discute en détail de la situation des salaires. Les débats de ces commissions se sont poursuivis malgré les crises sociales et politiques de ces dernières années. Toutes ces réunions ont donné des résultats. Notre profession est parmi celles qui ont enregistré le moins de grèves depuis 1951. Les résultats de nos discussions s'appliquent à huit mille usines et à 520 000 ouvriers et ouvrières du textile⁽¹⁾. On ne peut séparer nos accords du 9 juin, leur esprit et leurs résultats, de l'action du Réarmement moral menée en France au cours de ces dernières années.

Après avoir lutté et vécu tous les événements de ces trente dernières années, je peux partager ma vie et ma pensée en trois étapes. La première, où je me suis identifié complètement avec les traditions du mouvement ouvrier français; la seconde, la période d'occupation, m'a fait penser souvent aux forces du bien et à une force supérieure; enfin, la rencontre avec le Réarmement moral m'a amené vers une conception totale du monde.

Je me souviens des prévisions marxistes selon lesquelles, la condition humaine étant améliorée, l'homme devait penser mieux, plus loin et en toute sérénité. On dit dans le marxisme que l'homme est aliéné par la fatalité, par la peur, par ses besoins et par sa pensée. J'ai cru longtemps que l'amélioration de la condition humaine sur le plan matériel développerait cette élévation de pensée et ce solide esprit fraternel que nous avons connus pendant les luttes et qui avaient fait notre force. Mais j'ai dû constater que les sacrifices des uns pour les autres étaient souvent payés d'ingratitude.

En travaillant aux côtés des hommes du Réarmement moral, j'ai compris tout de suite que cette idéologie allait

(1) Entre 1958, date à laquelle ont été écrites ces pages, et 1971, de profondes mutations sont intervenues qui ont modifié très sensiblement le nombre des salariés employés dans le textile et le nombre des entreprises en activité.

plus loin que le marxisme. Elle me donnait la certitude d'une société meilleure avec, à la base, un comportement humain parfait. Le type d'homme créé par le Réarmement moral prélude aux plus hautes civilisations.

La révolution de la production est en marche. Mais la révolution de la répartition a besoin du Réarmement moral pour réussir : le producteur et le consommateur devront s'aligner aux impératifs moraux. L'histoire de la bourgeoisie démontre que des hommes comblés ne sont pas nécessairement des hommes supérieurs. Si nous voulons que les hommes d'aujourd'hui, les hommes de demain, continuent la marche de la civilisation, il faut faire appel à un esprit supérieur.

La réussite d'une révolution peut être assurée par la conjonction de l'inspiration et de la réalisation. Cinquante années de luttes ont eu pour base de départ la croyance que les impératifs économiques conduisent inévitablement aux impératifs moraux. Ces luttes étaient sûrement une nécessité dans l'état économique du monde entier, mais nous sommes non moins sûrs que le monde d'aujourd'hui partira des impératifs moraux pour assurer le succès des impératifs économiques. Et c'est là que l'idéologie du Réarmement moral prend toute sa signification révolutionnaire.

Le changement intérieur de l'homme voulu par le Réarmement moral, que nous avons accepté, supprime les contradictions entre notre moi et nos buts révolutionnaires. Notre changement personnel préface ce que pourrait être l'homme de demain.

A l'action propre de l'homme du Réarmement moral et à l'action de toute son équipe s'ajoute l'appoint formidable et mystérieux des forces invisibles qui travaillent à nos côtés pour assurer le succès du bien contre le mal.

Maurice MERCIER,
*secrétaire général de la Fédération
du Textile C.G.T.-F.O.*

CHAPITRE 8

EN MÉLANÉSIE, DEUX MONDES SE RENCONTRENT

Y a-t-il affrontement plus poignant que celui évoqué dans ce chapitre par Philippe Lasserre? Ce dernier vient de faire un voyage en Océanie avec une de ces équipes internationales d'hommes d'expérience que le Réarmement moral a l'art de constituer et de déplacer à travers le monde. Il évoque ici le heurt entre les lances d'un peuple primitif et les bulldozers d'une puissante compagnie minière. Pourtant là aussi le récit montre qu'il existait un chemin de conciliation que des hommes honnêtes ont pu découvrir ensemble.

Lorsque Paul Lapun quitte les sessions de l'Assemblée territoriale des îles de Papouasie - Nouvelle Guinée, au nord de l'Australie, pour retourner dans sa circonscription, il doit d'abord survoler pendant mille kilomètres le bleu éclatant du Pacifique Sud. Une fois arrivé dans l'île de Bougainville, il a encore devant lui près de quatre heures de jeep sur une piste de jungle. Parfois, les pluies tropicales auront provoqué une inondation et il devra poursuivre à pied ou attendre plusieurs heures la décrue d'une des nombreuses rivières de l'île avant de pouvoir traverser à gué et atteindre son village où il retrouvera

les siens. C'est là qu'entre les sessions de l'Assemblée, il cultive ses trois hectares de plantations. La riche terre volcanique et les pluies abondantes dont l'île est bénie permettent à tous les habitants, des Mélanésiens noirs comme l'ébène, de vivre simplement, mais aisément, de leurs cultures de copra et de cacao. Mme Lapun, elle, s'occupe de la coopérative. Quatre de ses enfants sont au village, tandis que l'ainée se prépare à devenir institutrice.

Mais dans cette île, où les compatriotes de Lapun avaient mené jusqu'à la fin des années soixante une existence paisible, troublée seulement pendant la guerre par l'occupation japonaise, un événement subit allait tout bouleverser : la découverte de riches gisements de cuivre. La mise en route d'un gigantesque projet minier devait provoquer une de ces confrontations brutales si particulières à notre monde moderne. En 1969 fut amorcée la création d'un port nécessaire à l'exploitation du gisement ; lorsque l'administration australienne requit à cet effet cinquante hectares de terre du village de Rorovana, dans la circonscription de Lapun, ce fut l'affrontement.

Dans les premiers jours d'août, une bataille rangée opposait cent cinquante policiers casqués et armés de matraques aux hommes, aux femmes et aux enfants du village. La presse, surtout en Australie, s'emparait rapidement de l'affaire. Le pire était à craindre. « Banditisme », titrait un quotidien de Sydney à propos de l'intervention de la police.

Pourtant, en moins d'un mois, une solution était découverte qui, selon le mot de Paul Lapun, « pourrait servir d'exemple au monde entier » et qui trouva un écho immédiat aussi bien dans la presse australienne que dans le *Times* de Londres.

Quel était le secret de Paul Lapun, le principal artisan de ce dénouement ? Qu'est-ce qui lui a permis d'amortir la brutalité du heurt entre une société primitive et une puissance économique moderne, d'arriver enfin à des solutions où la dignité des hommes soit respectée ?

Atteinte en 1768 par l'explorateur français dont elle porte le nom, l'île de Bougainville, devenue colonie allemande en 1898 à la suite d'un de ces partages caractéristiques de l'époque coloniale, se trouve depuis la fin de la première guerre mondiale confiée à l'Australie par un mandat de la Société des Nations, puis de l'O.N.U. Elle fait ainsi partie intégrante des Territoires de Papouasie-Nouvelle Guinée tout en appartenant géographiquement et ethnologiquement à l'archipel des Salomon.

Pour l'administration australienne, qui a établi le chef-lieu du territoire à Port-Moresby, Bougainville apparut longtemps comme le bout du monde. Un vieux « Dakota » assurait la liaison avec le reste du territoire une fois par semaine. L'instruction des enfants était laissée presque entièrement aux mains des missionnaires, tandis que le développement économique de l'île restait totalement négligé.

C'est en 1964 que des prospecteurs australiens faisaient les premières découvertes de minerai de cuivre dans la région de Panguna, à six cents mètres d'altitude, au milieu du « Crown Prince Range », la chaîne montagneuse qui traverse les cent soixante kilomètres de l'île. Rarement l'extraction du métal rouge allait-elle présenter autant de difficultés. L'exploitation devrait se faire à ciel ouvert dans une excavation de deux kilomètres de côté et de trois cents mètres de profondeur. Auparavant, il faudrait déplacer quatre cents millions de tonnes d'une terre volcanique si fine qu'elle ne peut pas supporter les chaînes d'un bulldozer ordinaire. Une route, qui a coûté près d'un million de dollars par kilomètre, entaille déjà la montagne et parcourt l'épaisse jungle pour relier Panguna à la mer. Une usine de concentration du minerai, un convoyeur de plusieurs kilomètres, un port, plusieurs cités pour le personnel sont en construction. « Le projet industriel le plus formidable jamais entrepris par des Australiens », écrivait en titre le *Australian Financial Review*.

Malgré les trois cents millions de dollars investis dans

le projet, malgré tout l'optimisme qui a entouré son lancement, il ne faisait de doute pour personne, et certainement pas pour les dirigeants de la compagnie minière *Conzinc Rio-Tinto of Australia*, filiale australienne de la puissante société britannique Rio Tinto qui finance le projet, que la construction et l'exploitation de la mine de Bougainville allaient se heurter à d'innombrables difficultés. Le problème humain avait beau ne concerner que quelques centaines de villageois dans une île isolée du Pacifique, tout l'avenir de la mine allait dépendre de la façon dont il serait traité. L'avenir aussi de bien d'autres projets économiques où l'ambition, le savoir-faire et les intérêts des pays riches font intrusion dans une autre civilisation. D'un côté, une redoutable machine financière et technique se mettait en marche. Des équipes de métteurs, de prospecteurs, d'ingénieurs, avec des moyens énormes, poussés par les pressions du marché mondial du cuivre, commençaient la construction de ce qui sera dès 1972 une des plus grandes entreprises minières du globe. De l'autre, une population vivant encore d'une économie de cueillette, chaque village subvenant à sa propre nourriture et l'argent ne servant qu'aux échanges extérieurs; une population dont le contact avec la civilisation blanche ne remonte guère à plus de cent ans, une population plus attachée à la terre et à son mode de vie traditionnel qu'aux indemnités et compensations chiffrées en dollars.

En 1967, une ordonnance de l'Administration australienne en Papouasie-Nouvelle Guinée donnait le feu vert à la compagnie pour commencer les travaux. Cette ordonnance était conçue dans l'esprit de la loi australienne qui fait de l'Etat le propriétaire de tout minerai en sous-sol ou en surface et qui autorise tout détenteur d'un permis à prospecter et à s'installer sans avoir à consulter la population locale. Or, non seulement l'esprit de cette loi était tout à fait contraire à l'attachement quasi religieux des Mélanésiens à leur terre, mais Bougainville étant sous mandat des Nations Unies et non une colonie de la couronne britannique, il y avait lieu de

se demander jusqu'à quel point la législation en vigueur en Australie y était applicable.

Les forages avaient commencé depuis six mois à peine quand les chefs des villages entourant le site de Panguna manifestèrent leur opposition aux travaux des prospecteurs. Plus l'équipement devenait important, plus la résistance des villageois s'intensifiait. Voyant les échantillons de sol mis en sacs et envoyés en Australie, certains craignirent que toute la terre de leur île ne disparaisse de cette façon!

Dès le début, Paul Lapun s'employa avec passion et sagesse à défendre les intérêts des Bougainvillois. C'est lui qui, en 1965 déjà, avait obtenu que les habitants de l'île reçoivent 5 % des redevances que la compagnie minière allait verser à l'Administration. Lapun et ses collègues avaient clairement laissé entendre que si la population locale ne recevait rien, il valait mieux attendre quelques années « jusqu'à ce que nos enfants, disait-il, soient instruits et puissent eux-mêmes exploiter le cuivre... qui ne risque pas de pourrir ».

Né en 1923, Paul Lapun a fait sept ans d'études au petit séminaire, puis a enseigné plusieurs années dans les écoles catholiques de l'île. En 1964, il a été élu député. C'est en 1967 qu'il eut un premier contact avec le Réarmement moral à l'occasion d'une représentation théâtrale donnée à Port-Moresby. Cette rencontre marqua pour lui un élargissement soudain de ses perspectives. « Je n'aurais jamais cru, devait-il dire plus tard, que des gens comme nous puissent faire quelque chose pour le monde et pour les Blancs, que j'avais toujours considérés comme des êtres supérieurs. Le Réarmement moral m'a montré que c'était chose possible. Dieu a fait connaître le Réarmement moral au peuple primitif que nous sommes pour que nous puissions progresser plus rapidement. »

C'est alors qu'il faisait une tournée, en mai 1969, dans une île voisine qu'un message urgent annonça à Paul Lapun que des troubles avaient éclaté à Panguna. Il partit aussitôt. A son arrivée sur le site minier, il

apprit que les villageois de Panguna s'en étaient pris aux géomètres de la compagnie minière, arrachant leurs piquets et détruisant leur camp. Les villageois étaient d'autant plus en colère que le représentant de l'Administration avait menacé de faire appel à la police. Il fallut à Lapun trois jours d'efforts pour persuader les villageois de déposer les lances, les arcs et les flèches dont ils s'apprêtaient à se servir. Les faits furent bientôt établis : les géomètres avaient travaillé par erreur dans une zone pour laquelle ils n'avaient pas l'autorisation nécessaire. Après des excuses réciproques, les relations entre représentants de la compagnie minière et villageois redevinrent normales ; ces derniers aidèrent même les géomètres à reconstruire leur camp.

Cet incident ne devait être ni le dernier ni le plus grave. Quelques mois plus tard, les choses s'envenimèrent au petit village côtier de Rorovana. Ses habitants étaient résolus à ne pas abandonner leurs terres pour la construction du port.

Les heurts se produisirent le 1er août, lorsque les géomètres de la compagnie vinrent prendre les mesures et installer des repères. Craignant des troubles à cause des menaces qui avaient été proférées, la compagnie avait fait protéger ses techniciens par une escorte de police. Les travaux commencèrent sous les regards menaçants des villageois rassemblés. Les premiers repères étaient à peine plantés que des femmes se précipitèrent pour les arracher. La police dut intervenir une première fois. Lorsque les bulldozers vinrent par la suite égaliser le terrain, la police dut faire usage, pour disperser les manifestants, de gaz lacrymogènes, puis de matraques, le vent ayant balayé les gaz.

A Sydney, le *Sun* du 6 août, traduisant la préoccupation des Australiens de ne pas renouveler les fautes commises par d'autres puissances coloniales, publiait en première page des photos saisissantes de policiers maltraitant les habitants de Rorovana, y compris les femmes. « Nous sommes au regret de devoir dire, pouvait-on lire en légende, que ces photos ont été prises hier à

Bougainville, dans le Territoire de Papouasie-Nouvelle Guinée sous administration australienne. » A Melbourne, le syndicat des dockers décidait l'embargo sur toutes les marchandises à destination du projet minier et une manifestation d'étudiants avait lieu devant le siège de la compagnie minière.

Pendant ce temps, sur l'île, la situation évoluait rapidement. Les villageois constituèrent une association dont Paul Lapun devint président et Raphaël Bele, un des propriétaires du village, trésorier. Les deux hommes furent chargés de se rendre en Australie afin d'obtenir de la Cour suprême un jugement arrêtant les travaux.

Lapun et son collègue, leurs frais de voyage couverts par l'Association, partirent donc pour l'Australie, annonçant que s'il le fallait ils seraient prêts à se rendre à l'O.N.U. pour obtenir gain de cause. A peine arrivé à l'aéroport de Sydney, Lapun se mit en contact avec deux de ses amis australiens du Réarmement moral, Eric Andrew, un architecte de la ville, et Jim Coulter. Il leur demanda de l'aide, car il était conscient de la lourde responsabilité qui pesait sur ses épaules. Eric Andrew invita Lapun et Bele à loger chez lui, invitation qui fut aussitôt acceptée car c'était l'hiver et la chambre d'hôtel qui avait été retenue pour eux en ville n'était pas chauffée.

Chez M. Andrew, les quatre hommes prirent le temps de chercher dans le silence, devant Dieu, les étapes à suivre. Un fil conducteur se révéla peu à peu : « Ce qui m'intéresse, dit Lapun à son hôte, ce ne sont pas les gros titres dans la presse, c'est une solution équitable. » Il lui vint aussi cette pensée : « C'est Dieu qui a déposé le cuivre dans le sous-sol de mon pays, c'est Lui qui va nous montrer comment l'en extraire. » En vérité, Lapun n'était pas opposé au projet minier en soi, mais au fait que les Bougainvillois étaient « avisés » et non « consultés ». Il décida donc, avant de porter l'affaire devant la Cour suprême, de voir trois hommes : Sir Maurice Mawby, directeur général de la Compagnie, M. John Gorton, premier ministre, et M. Barnes, ministre des

Territoires extérieurs et à ce titre responsable des affaires de Bougainville. Il avait l'espoir de trouver avec eux une solution conforme à ses convictions et ainsi de n'avoir pas à recourir à des méthodes plus radicales.

Convictions qu'allèrent aussitôt mettre à l'épreuve quarante coups de téléphone de journalistes : avec une franche détermination, Lapun refusa catégoriquement d'accorder la moindre interview. Les quatre offres d'apparition sur les écrans de télévision furent repoussées de la même façon. La simple pensée qui lui était venue dans le silence demeurait sa ligne directrice. Rien ne semblait l'ébranler. Pourtant, les journalistes n'étaient pas à court d'arguments : « Pour faire changer d'avis à des hommes politiques, lui conseilla l'un d'eux, allumez donc un feu sous leur fauteuil. Nous vous ouvrons nos colonnes. Défendez-y votre cause devant les électeurs. »

A Melbourne, l'entrevue avec le directeur général de la compagnie minière et ses collaborateurs commença dans une atmosphère tendue. Lapun dut subir un long discours dans lequel on lui expliqua tous les efforts déployés par la compagnie pour comprendre ce que voulait la population des villages. « Nous avons consulté les représentants de l'Administration, les planteurs, les missionnaires, lui dit-on. Nous avons même fait venir spécialement d'Amérique et d'Australie trois experts anthropologistes. »

« Oui, et c'étaient tous des Blancs, alors que nous sommes noirs, répliqua Lapun. Vous vous êtes trompés d'adresse. Car lorsque tous ces Blancs seront partis, il ne restera plus à Bougainville que vos gens et nous! »

Un des financiers australiens alla jusqu'à dire, sur un ton plutôt abrupt : « Bon, si vous voulez tout arrêter, vous le pouvez. Ce seront 300 millions de dollars que nous aurons jetés par la fenêtre! » Mais ni la nervosité des dirigeants de la compagnie, ni le cadre imposant de ce bureau, où s'étaient toutes les marques du succès et de la puissance, n'affectèrent Lapun. Étonnamment calme, il resta fidèle à sa conviction. « J'étais venu en Australie pour soumettre notre cause à la Cour suprême,

déclara Lapun aux directeurs, mais je voulais d'abord vous rencontrer pour voir si vous étiez disposés à changer d'attitude envers mon peuple et à nous écouter. » Pour lui, la solution devait passer par des négociations directes entre la compagnie et les habitants de Rorovana.

Lapun dut ensuite prendre un long moment, en présence du directeur général, pour expliquer à son camarade Raphaël Bele la position de la Société. C'est à ce moment que l'homme d'affaires se rendit à l'évidence : il lui fallait simplement accepter que les choses se fassent à un autre rythme et tenir compte, dans les négociations, des valeurs et des modes de vie auxquels les Bougainvillois étaient si profondément attachés. « Je suis désireux de prendre en considération les aspirations de votre peuple, dit finalement le directeur à Lapun, mais je n'appartiens pas au gouvernement. Je ne suis qu'un citoyen ordinaire et un homme d'affaires. » Lapun et Bele quittèrent cependant le bureau directorial avec l'assurance que la compagnie se préoccuperait des conséquences sociales de sa politique. Cette garantie comptait plus à leurs yeux que tous les avantages matériels que leur apporterait l'exploitation du minerai.

A Canberra, le premier ministre, à qui s'était joint le ministre Barnes, accorda une heure d'entrevue aux deux hommes. Le chef du gouvernement, par prudence politique, aurait pu laisser le soin de les recevoir à un subordonné. Il fit ainsi preuve de courage. La conviction de Lapun ne le laissa pas insensible. Comprenant que les villageois voulaient avant tout un changement dans les façons de faire de l'administration, il donna volontiers son accord au principe des négociations directes.

Le *Canberra Times* du 22 août remarquait au sujet de cet accord : « C'est là un changement d'orientation très net par rapport à l'usage qui voulait que l'Administration soit seule qualifiée pour négocier. »

Avant de quitter l'Australie, Lapun remit une simple déclaration à la presse. « A notre arrivée ici, y disait-il, Raphaël Bele et moi-même étions sur le point de porter l'affaire devant la Cour suprême pour obtenir que les

travaux de la compagnie minière soient interrompus. Mais auparavant, nous avons cherché la volonté de Dieu, car nous savions que Lui seul pourrait résoudre le problème. » Cette déclaration fut reproduite par plusieurs journaux, dont le *Canberra Times*.

Pour Lapun, c'était une chose d'obtenir un changement de politique dans le bureau du premier ministre ou au siège social de la compagnie dans son gratte-ciel de Melbourne. C'en était une autre de se retrouver au milieu des huttes sur pilotis de Rorovana, face aux habitants du village. A l'issue de son entretien avec le chef du gouvernement, il avait dû en effet lui rappeler qu'il n'était qu'envoyé par ses concitoyens et qu'il devrait encore les convaincre du bien-fondé des nouvelles propositions. En réalité, comme il l'avoua plus tard, il avait très peur de la réaction des habitants de l'île.

A peine de retour, Lapun se heurta effectivement à un mélange d'obstination et d'hostilité. Les villageois, de toute façon, n'avaient jamais voulu céder leurs terres et ils étaient encore échaudés par les incidents du début du mois et l'intervention de la police. Sept jours durant, Lapun dut faire front. On le menaça de ne pas le réélire comme député. Finalement, atteint d'une forte grippe, il dut être hospitalisé.

Pendant ce temps, les discussions des villageois continuaient. Les uns concédaient qu'à la lumière des faits nouveaux rapportés par Lapun et Bele, il valait la peine de prendre au sérieux les propositions du gouvernement. D'autres persistaient dans leur opposition.

Quant aux compensations offertes par le projet d'accord avec la compagnie, elles n'avaient aux yeux des habitants qu'une importance secondaire. L'argent est quelque chose de temporaire. C'est la terre qui dure. Comme le disent les Bougainvillois, « la terre est comme notre peau, elle n'est pas à vendre ». Ce sentiment se retrouve d'ailleurs dans les autres îles mélanésiennes. On m'a rapporté la remarque faite un jour par un chef canaque de Nouvelle-Calédonie : « La terre est une amie, une mère pleine de douceur, vers laquelle je me tourne

à chaque fois que la vie m'a trompé. Quand tout va mal pour moi, j'aime à m'étendre sur le dos et la sentir soupirer sous mes épaules. »

Le 3 septembre, après de longs jours de négociations entre les villageois et les porte-parole de la compagnie, on n'avait pas avancé d'un pouce. C'est à ce moment qu'à l'initiative de quelques habitants, il fut décidé de présenter aux villageois le film *Liberté*. « Aussi improbable que cela puisse paraître, les négociations sont sorties de l'impasse en grande partie à la suite de la projection d'un film de l'organisation du Réarmement moral », lisait-on plus tard dans le *Mining Journal*, une revue britannique spécialisée qui devait publier en novembre 1969 un important article sur le conflit de Rorovana. « Ce film illustrait les données et la solution d'un problème fictif entre une puissance coloniale et un peuple africain. La projection du film, rendue possible dans ce village isolé par la compagnie minière, qui a fourni un générateur, a eu un effet profond sur les notables et sur toute la population du village. Le message du film faisait appel à l'esprit de don de soi et de compréhension réciproque. »

Il s'en était d'ailleurs fallu de peu que cette projection n'ait pas lieu. Rorovana est entièrement entouré d'eau. On peut y accéder à gué à marée basse, mais à marée haute il faut se servir d'une des pirogues à balancier chères aux Mélanésiens. Lorsque l'équipement prêté par la compagnie arriva, on s'aperçut vite que le générateur était trop encombrant pour être chargé à bord d'une des pirogues. Par miracle, un bateau à moteur survint à ce moment précis et le pilote accepta de bonne grâce de transporter le matériel.

C'est le lendemain de cette projection que Lapun put sortir de l'hôpital. Il se rendit aussitôt à Rorovana et s'adressa à tous les villageois : « Le Réarmement moral nous aide à vivre comme Dieu le veut, leur dit-il, si nous décidons d'accepter les critères moraux absolus d'honnêteté, de pureté, de désintéressement et d'amour. Vivre le Réarmement moral, c'est vivre pour le monde selon la

volonté de Dieu. Mais à cause de nos dissensions et du mauvais usage que nous faisons des techniques nouvelles, nous quittons le bon chemin. Dans le film, vous avez vu un homme qui découvre le Réarmement moral, et quand il revient chez lui, il change son peuple et son gouvernement. Chez nous, à Rorovana, il doit en être de même. Si nous voulons que les choses changent, chacun doit commencer par changer soi-même. » C'est à la suite de ce discours que l'attitude de la population se modifia du tout au tout. Lapun annonça peu après à Radio-Bougainville les termes de l'accord.

« Paul Lapun est revenu d'Australie bien différent, devait remarquer un missionnaire catholique qui le connaît depuis longtemps et fut témoin du combat qu'il mena pour convaincre ses compatriotes. Je n'aurais jamais cru qu'il pût ainsi tenir tête à une telle opposition de la part de son peuple. »

L'accord fit l'objet, au Parlement australien, d'une communication du ministre des Territoires. Intervenant à la suite du ministre, le député Kim Beazley, porte-parole de l'opposition pour les questions concernant la Papouasie-Nouvelle Guinée, déclarait : « Ce net changement de politique me pousse à dire que je fais bien plus confiance aux qualités de cœur du ministre qu'aux brillants schémas économiques de certains de ses conseillers. L'amélioration remarquable de la situation à Bougainville est un hommage indirect au geste d'homme d'Etat dont le ministre a fait preuve en recevant personnellement M. Lapun à Canberra. »

Le lendemain, huit quotidiens australiens saluaient l'événement. *The Australian* y consacrait un éditorial : « Des négociations directes avec les propriétaires indigènes sont interdites par la loi en Papouasie-Nouvelle Guinée. Pourtant il n'y a aucun doute que des négociations directes ont eu lieu récemment entre la compagnie Conzinc Rio Tinto et les chefs du village de Rorovana et leurs conseillers, qui comprenaient des membres du Réarmement moral.

« On est obligé d'en tirer la conclusion que la compa-

gnie minière et le Réarmement moral ont su comprendre les aspirations de la population et y répondre, alors que l'Administration, apparemment, n'en était pas capable ou ne le voulait pas.»

Ce qui donnait toute sa valeur à l'accord, tel que le ministre Barnes l'a présenté au Parlement, était la clause prévoyant que les 50 hectares de terres (environ 10 % de la superficie totale du village) seraient loués par la compagnie minière et non achetés. Concession essentielle, car elle tenait vraiment compte des sentiments des villageois.

Le loyer sera payé aux villageois pendant une période de quarante-deux ans renouvelables et consiste en un versement forfaitaire de 30.000 dollars à la signature, auquel vient s'ajouter une somme de 7.000 dollars par an. Le loyer sera réévalué tous les sept ans, et à l'expiration du bail, tout ce qui aura été construit sur le terrain deviendra la propriété des villageois.

De plus, dès le moment où la compagnie minière sera constituée en société à responsabilité limitée, un paquet de 7.000 actions sera réservé en priorité aux habitants de Rorovana.

Les sommes provenant du loyer seront gérées par trois administrateurs (deux villageois et un représentant de l'Administration) qui verseront annuellement à chaque propriétaire lésé une compensation équivalente au montant de la récolte qu'il aurait eue sur sa terre. Cette clause a son importance, car elle s'inspire directement de la façon de vivre et de l'économie d'échanges directs auxquelles sont habitués les Bougainvillois. Quant au solde du loyer, il sera utilisé pour le développement d'ensemble du village.

Enfin, les villageois obtinrent l'engagement formel de l'Administration que plus aucune terre ne leur serait prise sans leur consentement. Cet aspect du règlement n'a pas manqué d'être relevé par l'éditorialiste du journal *The Australian* qui écrivait : « Cet accord servira certainement de précédent pour d'autres situations analogues. C'est ce que craignait l'Administration. Mais

ce genre de complication nuira moins au progrès que l'usage de la force armée. »

Les risques de violence ayant disparu, le nom de Bougainville cessa d'occuper la première place dans les journaux australiens. Des maisons neuves, construites à l'europpéenne, se dressent maintenant à l'endroit où la confrontation entre deux mondes avait conduit à des heurts violents et inutiles. Les travaux gigantesques de construction de la mine et de ses dépendances ont transformé le paysage de la région, mais il reste surtout dans les cœurs et les esprits la certitude qu'à une époque où les ordinateurs et les bilans des grandes compagnies semblent décider du sort des individus, d'autres éléments peuvent aussi intervenir et jouer un rôle décisif.

Philippe LASSERRE.

CHAPITRE 9

ÉCHEC A LA HAINE

De part et d'autre du Rhin vit aujourd'hui une génération nouvelle qui ne peut comprendre pourquoi l'histoire de la France et de l'Allemagne a été imprégnée de tant d'antagonisme et de tant de haine. Les relations amicales présentes lui semblent toutes naturelles. Pourtant il a fallu à un moment que des Français et des Allemands fassent le choix de retourner une situation, de la même façon que les hommes d'aujourd'hui doivent décider de vaincre d'autres antagonismes tout aussi graves. Un coup d'œil sur le monde nous en montre hélas de nombreux.

Ce qui s'est passé chez Irène Laure est à ce titre d'une grande signification. L'action discrète qu'elle a menée auprès des hommes politiques comme le chancelier Adenauer, Robert Schuman et tant d'autres pendant les quinze années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale a été à la mesure des convictions qui l'animait. Son témoignage, écrit en 1958 pour le livre Un changement d'espérance, demeure important.

Le mot de « socialisme » a représenté pour le monde un immense espoir — l'espoir que l'égalité et la paix

règneraient un jour sur toute la terre. Comme jeune fille, comme mère de famille, c'est vers lui que je me suis tournée. Je crois que je suis presque née socialiste. D'instinct, j'ai toujours ressenti et voulu partager les souffrances des autres. Les conditions de la vie des femmes, leur impuissance à se protéger et à protéger leurs enfants m'ont donné la passion de les défendre. A quatorze ans, mon argent de poche et mes loisirs étaient consacrés à une œuvre pour les filles-mères qui avaient la charge d'élever seules leurs enfants. L'inégalité des salaires, les conditions de travail de bien des femmes m'indignaient. J'acquis la conviction que le socialisme supprimerait les fléaux contre lesquels je luttais avec le plus d'acharnement : l'alcoolisme, la prostitution et la guerre. Vécu, il devrait libérer les hommes de tout cela, et c'est pourquoi je croyais au socialisme.

Les mères de familles ouvrières de ma génération étaient prêtes à souffrir toutes les privations, à subir le chômage, à travailler pour que les enfants n'aient pas faim, oui, nous étions prêtes à tout pour que le socialisme triomphe.

En 1936, la victoire du Front populaire a représenté un espoir sans précédent pour moi et pour beaucoup de femmes. Les congés payés, la limitation des heures de travail, tant de réalisations étaient obtenues.

Nous habitions alors, mon mari, nos cinq enfants et moi-même, une petite maison en pleine campagne, dans le Midi, aux Camoins. C'était une maison de quatre pièces, très vieille, mais pleine de soleil. L'électricité n'était pas installée, et nous nous éclairions au pétrole. Un gros figuier avait poussé près de la maison, et ses racines bosselaient le sol de la cuisine. Un jour, il fallut appeler le maçon pour les enlever et poser du ciment!

Dans les différentes fermes des alentours, il y avait mille cerisiers et, en période de chômage, nous nous occupions à cueillir des cerises. Nous recevions en paiement de quoi donner du dessert aux enfants et faire nos cent kilos de confitures pour l'année. C'était la même chose pour la cueillette des petits pois et des haricots.

Mon mari travaillait dans la marine marchande, mais il y avait un tel marasme économique à cette époque qu'il dut parfois rester en chômage plusieurs mois de suite. Il avait été au lycée l'élève de Marcel Cachin, qui forma au marxisme génération après génération. Il avait été ensuite l'un des fondateurs du syndicat des gens de mer, à une époque où le syndicalisme promettait plus de dangers que d'avantages.

J'allais moi-même travailler comme infirmière de nuit. Les gardes duraient douze heures; avec une heure de trajet de tramway dans chaque sens, cela faisait quatorze heures, et je gagnais douze francs par nuit. De retour à la maison, je m'occupais des enfants, et pendant bien longtemps, je n'ai dormi que quatre heures sur vingt-quatre. Mais c'était la vie, c'était la lutte, et cela paraissait naturel. Pour rien au monde je ne voudrais échanger cette existence contre celle de femmes qui ont eu toutes les facilités. Comme ni mon mari ni moi nous ne pouvions accepter de voir un enfant abandonné et sans foyer, nous en avons recueilli et élevé neuf en plus des nôtres, à différentes périodes.

Après les victoires sociales de 1936, et malgré tous les espoirs, la guerre a éclaté une seconde fois, une guerre où les civils étaient aussi exposés au danger que les militaires. Tous les Français savent comme moi ce qui s'en est suivi : l'occupation, la faim, le maquis, la lutte.

Le Midi était très durement atteint par le manque de nourriture. Un jour, par mesure de représailles, le préfet supprima les rations de pain dans notre département. La population était déjà si éprouvée qu'il fallait obtenir à tout prix le rétablissement des tickets. Je fis appel aux femmes. Quatre mille d'entre elles participèrent à la démonstration et marchèrent vers la préfecture. Elles avaient reçu comme consigne de ne pas prononcer une seule parole et le défilé se déroula dans un silence total. Nous arrivâmes devant les grilles de la préfecture et j'obtins de me faire conduire auprès du préfet. J'exigeai du pain. « Vous n'avez pas peur? demanda le préfet. Vous savez que j'ai le pouvoir de vous faire arrêter? »

Je n'étais pas particulièrement rassurée, mais je lui répondis : « J'aurais peur si j'étais à votre place, Monsieur le préfet ! Si vous ne cédez pas, il viendra un jour où je ne donnerai pas cher de votre peau. » Il céda.

Le jour du débarquement arriva, et ce furent les derniers combats. Nous habitions alors Aubagne et, pendant quatre jours, les troupes françaises passèrent sur la grande route, tandis que les Allemands, retranchés sur les hauteurs, les harcelaient sans répit. Nous avions installé un poste de secours dans une écurie et, jour et nuit, à la lumière des lampes à acétylène, nous nous occupions des blessés : militaires, civils, Français, Allemands. Nous nous servions des réserves de pansements du maquis et tout le monde prêtait la main, même les enfants. Je n'oublierai jamais un grand gaillard allemand qui nous fut amené, atrocement blessé au ventre. Il n'y avait plus rien à faire pour lui. Ma fille (elle avait quinze ans) le regardait. Tout à coup, elle leva les yeux vers moi et me dit : « Je pense à sa mère. » Et il mourut.

De quelles souffrances n'avons-nous pas payé notre libération ! Nous étions libres des Allemands, mais où était la libération des Français ? Les haines, les rancunes, les vengeances personnelles empoisonnaient la victoire, et la paix tant désirée était un mensonge, car il n'y avait pas de paix dans les cœurs.

C'est à ce moment-là que les partis politiques se sont regroupés. J'appartenais au parti socialiste et naturellement j'y suis restée. Les listes furent constituées pour les élections et les femmes y figuraient pour la première fois. On me demanda d'utiliser mon nom, comme mère de famille et comme résistante. Je le donnai pour aider autant que je pouvais à la victoire socialiste, et il figura donc, à la troisième place, sur la liste de la première circonscription des Bouches-du-Rhône.

Le soir du vote, fatigués par la campagne électorale, nous sommes allés nous coucher de bonne heure. A six heures du matin, l'ancien maire socialiste d'Aubagne, un grand ami, nous réveille en sonnant à notre porte. Je vais ouvrir. « Je veux être le premier à vous féliciter »,

dit-il. J'étais si loin de penser qu'il y aurait un pareil raz-de-marée de votes en notre faveur que je ne savais même pas sur le moment de quoi il me félicitait, et il fallut que mon mari intervienne en suggérant : « Tu pourrais peut-être tout de même faire entrer M. le maire! »

A la Constituante, nous avons espéré un moment — surtout les femmes — pouvoir réaliser un effort uni. Mais déjà les partis raidissaient leurs positions et la déception grandissait. Tout en travaillant de toutes mes forces, je devais reconnaître au fond de moi que, malgré nos victoires, la guerre, l'alcoolisme et la prostitution sévissaient toujours.

Un jour, à l'Assemblée, deux messieurs entrèrent dans mon bureau. Ils faisaient une démarche auprès de moi, je l'appris par la suite, sur le conseil pressant d'une collègue au parlement qui appartenait à un parti différent du mien; ils étaient incertains de l'accueil que j'allais leur réserver. Ils entrèrent immédiatement dans le vif du sujet : il s'agissait du Réarmement moral, et ils m'invitaient à me rendre à Caux, l'un des grands centres mondiaux de formation idéologique. J'en avais entendu parler déjà à travers les rumeurs plus ou moins bienveillantes qui circulaient dans le Midi de la France, et je leur répondis carrément que j'avais suffisamment d'autres idées en tête pour ne pas me préoccuper encore de celle-là.

Je devais découvrir qu'une des grandes caractéristiques de ces hommes était la persévérance, qui leur venait de la profonde conviction que telle ou telle personne était peut-être celle qui pourrait faire quelque chose pour le pays. Donc, avec beaucoup de patience, ils continuèrent à téléphoner, à demander des rendez-vous, à se présenter à mon bureau.

Un jour, je reçus un coup de téléphone d'une dame inconnue qui m'invitait à déjeuner avec des travaillistes anglais de passage à Paris. Je me rendis volontiers à cette invitation; c'était mon premier contact depuis la guerre avec des socialistes anglais. Parmi eux se trou-

vaient le neveu de Chamberlain, des membres du parlement, etc... Ils étaient en route vers Caux, et me renouvelèrent l'invitation. J'opposai de nouveaux prétextes : j'avais beaucoup trop à faire; je devais prendre soin de mes enfants, malades des suites d'années de privations subies pendant leur adolescence. « Emmenez donc vos enfants avec vous », me fut-il répondu. Bref, après une longue discussion, je finis par accepter.

C'était au mois de septembre 1947. Ma première impression de Caux fut défavorable. Tout d'abord, le cadre imposant me fit penser qu'il s'agissait d'une entreprise des capitalistes pour faire tenir les ouvriers tranquilles. Comme socialiste, je ne voulais à aucun prix devenir la complice de quelque chose qui pourrait nuire aux ouvriers du monde. En second lieu, des Allemands se trouvaient à Caux. Leur présence m'était intolérable et si l'un d'eux prenait la parole, je sortais aussitôt de la salle. Enfin, on parlait constamment de Dieu, et j'estimais que Dieu est affaire de conviction personnelle et n'a rien à voir avec les problèmes du monde.

Toutes sortes de questions se posaient à mon esprit : d'où venait l'argent? Les buts avoués étaient-ils les buts réels? Devais-je rester? Les doutes semblaient l'emporter, et je préparai mes valises.

On dit souvent que la nuit porte conseil. Il me fut impossible de dormir cette nuit-là. Je décidai d'en avoir le cœur net et de rester jusqu'à ce que j'aie pu découvrir ce qui se cachait derrière tout ce que je voyais, afin de pouvoir combattre ces gens efficacement partout où je les rencontrerais à l'avenir. Cela dura trois semaines, et on n'aurait pas pu trouver quelqu'un de plus méfiant que moi. Je cherchais les poux dans la paille, mais je ne découvris nulle part de force capitaliste; l'argent venait très simplement de ceux qui avaient la conviction que les idées proposées à Caux pourraient apporter quelque chose de différent dans le monde. Je me souviens en particulier d'un jeune homme qui avait économisé son par sou pendant des mois assez d'argent pour s'acheter une bicyclette. Il avait enfin pu réaliser son rêve. Mais il

décida de la revendre pour pouvoir donner la somme à Caux. Deux jeunes filles, qui avaient hérité d'un oncle mort en déportation, donnèrent la totalité de leur héritage pour que l'esprit de Caux puisse pénétrer en Allemagne. Un autre jour, des chaises arrivèrent de Finlande pour toute la salle à manger... et cela faisait beaucoup de chaises! La Finlande, qui était sortie ruinée de la guerre, voulait néanmoins donner sa participation.

Je fus témoin de mille autres faits semblables et, après trois semaines de recherches, je n'avais rien trouvé qui pût confirmer mes craintes. Au contraire, si nous appliquions tous cette qualité de vie et de sacrifice, l'humanité verrait se réaliser l'espoir qu'avaient donné au monde les débuts du socialisme. Pour moi, comme socialiste, j'avais toujours pensé au changement des structures. Pour la première fois, je voyais que le changement des hommes amènerait inévitablement le changement des structures par la suppression de l'égoïsme et de l'orgueil.

L'une des premières rencontres que je fis à Caux fut celle d'un délégué du patronat du nord de la France. A la fin d'un repas, nous sommes allés sur la terrasse pour parler. Lui me dit tout ce qu'il pensait des socialistes, et de mon côté je lui fis part de notre opinion sur ses collègues, opinion pas très nuancée peut-être, mais qui pouvait se résumer ainsi : les patrons des textiles du Nord sont tous des requins! Dans aucun autre cadre au monde nous n'aurions pu nous dire ces choses sans que la discussion s'envenimât. Là, au contraire, nous avions un souci commun de la situation sociale de la France. Nous avons aussi une voie ouverte devant nous par cette formule — une des meilleures qu'il m'ait été donné d'entendre dans toute ma vie : rechercher non pas qui a raison, mais ce qui est juste. Nous avons décidé l'un et l'autre de tout mettre en œuvre pour que cet esprit devienne une réalité dans la nation, et nous avons tenu parole.

C'est pendant mon séjour à Caux que j'eus l'occasion de rencontrer pour la première fois Frank Buchman,

l'homme qui est à l'origine du Réarmement moral. Ce qui frappait tout d'abord, c'était la tranquillité de son regard. Il n'était jamais pressé. On sentait que ce qu'il vivait correspondait exactement à ce qu'il croyait. Il vous communiquait la certitude que, si vous acceptiez le changement, vous pouviez avoir une part dans la transformation du monde. Nous avons parlé de l'unité de l'Europe. Il me posa cette simple question : « Quelle espèce d'unité voulez-vous pour l'Europe? »

J'avais une telle haine de l'Allemagne que j'avais souhaité sa destruction complète. Pendant la guerre, je me réjouissais en entendant passer les vagues de bombardiers qui se dirigeaient vers les villes allemandes. Je ne pouvais jamais oublier ce jour où, assistant à l'ouverture d'une fosse commune, j'avais vu les corps de mes anciens camarades de la Résistance atrocement mutilés par les tortures. Après avoir vu tant d'horreurs, je ne savais plus ce que c'était que de pleurer.

« Quelle espèce d'unité voulez-vous pour l'Europe? »

Pour la première fois, j'ai mesuré que la haine détruit, mais ne construit jamais rien, et que ma propre haine était une force négative.

A ce point du récit d'Irène Laure, il est intéressant de passer la parole à un Allemand, Peter Petersen, qui se trouvait alors à Caux en même temps qu'elle (1).

En 1947, l'Allemagne mourait de faim dans ses villes détruites, et des millions d'Allemands essayaient de prouver par tous les moyens qu'ils n'avaient jamais entendu parler du national-socialisme.

Le monde considérait que l'Allemagne devait donner des preuves d'une attitude nouvelle avant d'être admise de nouveau parmi les nations civilisées. Mais à cette époque, Frank Buchman obtint des puissances alliées une autorisation spéciale lui permettant d'inviter à Caux cent cinquante Allemands. J'étais l'un d'entre eux.

(1) Aujourd'hui, député au Bundestag.

J'avais toujours porté l'uniforme, et j'arrivai à Caux dans un complet de mon grand-père à la fois trop court et trop large. Nous fûmes accueillis par un chœur français avec un chant en allemand exprimant la vraie destinée de l'Allemagne. Nous étions passés maîtres dans l'art de contre-attaquer pour ce dont on nous accusait. Mais ici, les portes nous étaient ouvertes toutes grandes... et nous étions complètement désemparés. Trois jours après mon arrivée, j'appris la présence à Caux de la secrétaire des Femmes socialistes de France, Mme Irène Laure. J'appris en même temps qu'elle avait voulu repartir aussitôt en voyant des Allemands, car les SS avaient torturé son propre fils pour le contraindre à donner les noms et adresses de membres de la Résistance. Une discussion violente éclata entre nous les Allemands; nous ne pouvions plus échapper à la question qui avait tant divisé notre pays : qui est coupable? Nous reconnaissons tous que cette Française avait le droit de nous haïr, mais nous étions bien décidés, si elle exprimait sa haine, à répondre par des récits de l'occupation française en Forêt Noire.

Une semaine plus tard, Mme Laure demanda à prendre la parole dans une des réunions générales. Nous étions assis tout au fond, très mal à l'aise, nous demandant si nous ne ferions pas mieux de sortir. Mme Laure dit trois phrases qui marquèrent un tournant dans notre vie, comme individus et comme Allemands : « J'ai tellement haï l'Allemagne que j'aurais voulu la voir rayée de la carte d'Europe. Mais j'ai vu ici que ma haine était une erreur, et je voudrais demander à tous les Allemands présents de me pardonner. » Elle se rassit. J'étais bouleversé. Plusieurs nuits de suite, il me fut impossible de dormir. Tout mon passé se révoltait contre le courage de cette femme. Mais nous savions, mes amis et moi, qu'elle nous montrait la seule voie ouverte à l'Allemagne si celle-ci voulait jouer un rôle dans la reconstruction de l'Europe. La base de cette Europe devrait être, Mme Laure nous l'avait montré, le pardon. Un jour, nous lui avons exprimé nos profonds regrets et notre honte de ce

qu'elle-même et son peuple avaient dû souffrir par notre faute. Nous lui avons promis de consacrer notre vie à travailler pour que ces choses ne puissent jamais se reproduire nulle part dans le monde.

*
**

C'était la première fois, *repren* Irène Laure, que nous pouvions bâtir, non pas sur un pardon basé sur la sentimentalité, mais sur le roc d'une idéologie commune. Si tous les traités de paix étaient devenus des chiffons de papier, c'est parce que les hommes étaient restés ce qu'ils étaient. Cette fois, une chance nous était offerte de construire solidement.

Nous sommes partis pour l'Allemagne un an plus tard, mon mari, mon fils et moi. Nous avons parcouru toutes les zones de l'ouest pendant plus de deux mois. Nous avons rencontré les représentants des différents partis politiques dans onze sur douze des gouvernements provinciaux; il n'y avait pas encore de gouvernement fédéral à l'époque. Et cela sans compter les entrevues officielles ou privées, les conférences de presse, la radio; en tout, deux cents réunions en onze semaines!

Un jour, nous étions en auto et nous traversions une ville lorsque j'aperçus un écriteau au bord de la route : Camp de Ravensbrück. Une flèche indiquait la direction. Je ressentis un choc : Ravensbrück, le camp de femmes où tant de camarades de la Résistance étaient mortes et d'où plusieurs étaient revenues méconnaissables. C'était comme une angoisse qui me gagnait, et cette question : est-ce que tu es en train de trahir tes amis de la Résistance ? Nous avions maintenant dépassé la ville, et la voiture filait très vite. Une grande paix intérieure se fit en moi. Il me semblait les entendre parler : « Non, nous ne sommes pas morts pour que la haine continue, nos corps ne crient pas vengeance. Nous sommes morts

martyrs pour que le monde trouve son unité. » Je suis arrivée en paix à notre destination, car je savais que, quoi qu'on puisse dire, le monde doit trouver son unité.

Un spectacle acheva de graver cette conviction en moi de façon indélébile. C'était un soir, à Berlin. Des femmes terminaient leur journée de travail. Depuis l'aube, sans aucun outil, elles avaient déblayé les ruines. Leurs pieds et leurs mains étaient en sang et elles n'avaient plus d'expression sur le visage. Elles étaient devenues comme du bétail humain. J'ai su ce jour-là jusqu'à quel degré de bestialité la haine peut faire tomber l'humanité.

Au cours de mon séjour à Caux, j'avais compris que la clef, à la fois de ce que je voyais et de la tâche qui s'étendait devant moi, résidait dans le temps de silence pratiqué par chacun : ce silence où se fait une prise de conscience intérieure, où vous vous voyez tel que vous êtes, avec tous vos mobiles, et aussi tel que vous pourriez devenir si vous acceptiez le changement. C'est à travers les moments de silence, en obéissant à ce qu'il y avait de plus profond en moi, que j'ai été amenée depuis à faire des choses qui, humainement, m'auraient été absolument impossibles.

J'en avais fait l'expérience quand, après mon premier séjour à Caux, j'étais rentrée à la maison. Pleine d'espérance et d'enthousiasme pour ces idées, j'avais commencé naturellement à en parler autour de moi. A mon grand étonnement, personne n'écoutait. Victor, mon mari, sortait de la pièce. Les enfants disparaissaient avec un air narquois. Impossible de rien dire, je parlais devant un mur !

Mais je compris pendant un de ces temps de silence du matin que ce qui comptait n'était pas ce que les autres allaient décider pour leur vie, mais bien si moi je restais fidèle à ces principes. C'est cette fidélité-là qui a fini par les intriguer.

Elle devait se manifester souvent dans les choses les plus simples. Ma fille aînée se coiffait alors selon la mode de l'époque avec une pile de boucles au-dessus du front. Ce n'était pas de mon goût et, tous les matins, je lui

adressais une remarque désagréable au sujet de cette coiffure; ce qui créait, tous les matins, un moment un peu pénible pour la famille. La pensée me vint un jour dans le recueillement : « Mais laisse-la donc tranquille avec ses cheveux ! Elle peut bien se coiffer à son idée. » Un jour, deux jours se passent; je ne dis plus rien. Le troisième jour, la voilà qui sort de sa chambre coiffée comme je l'aimais. « Tu sais, maman, me dit-elle, ce n'est pas que je tenais tellement à ces boucles, mais je voulais t'agacer un peu ! »

Si seulement nous, les parents, acceptions de descendre de notre piédestal, de nous excuser lorsque nous avons eu tort, de dire à nos enfants ce que nous étions à seize ou dix-huit ans, que de drames familiaux seraient évités ! Je le sais pour l'avoir vécu. Et, si je connais bien des enfants qui font pleurer leurs parents, je sais aussi combien de parents font saigner le cœur de leurs enfants.

C'est ainsi que mon entourage, d'abord sceptique, puis intrigué, finit par devenir curieux. Mon mari accepta de m'accompagner à Caux, puis à une rencontre au Touquet où le délégué patronal du Nord dont j'avais fait la connaissance en Suisse vint, accompagné de centaines d'ouvriers, contremaitres et patrons de sa région. Les réunions avaient lieu dans la salle des fêtes du Casino, endommagée par la guerre si bien qu'il fallut tendre une bâche pour remplacer un mur manquant. C'était l'automne, tard dans la saison; le vent soufflait furieusement sur la ville.



Nous nous promenions le long de la plage, *enchaîne Victor*. Tout était en ruines, les villas effondrées, les hôtels détruits. Je fus saisi par le spectacle de la folie des hommes qui s'entredéchirent. Pour maintenir leur prestige ou leur empire sur d'autres hommes, ils refusent

de céder d'un pouce; et puis, la guerre éclate, et ils doivent en accepter toutes les conséquences. Chacun suit ses projets, ses désirs, s'accroche à l'échafaudage de ses idées préconçues et refuse d'écouter les autres. Les hommes ne se voient plus comme hommes, mais déformés à travers les idées rigides qu'ils professent.

Oui, ces ruines étaient le résultat des luttes et de l'incompréhension mutuelle. Je comprenais aussi que, pour qu'un renouveau surgisse des décombres, il fallait qu'intervienne une force supérieure.

J'ai décidé de voir en face les absolus que l'on me proposait : l'honnêteté, la pureté, le désintéressement et l'amour absolus. Devant ce monde que je voyais renaître grâce au Réarmement moral, je voulais bien les pratiquer. Mais je me sentais trop faible. N'ayant pas de croyance, je n'avais pas de soutien. Alors, comme malgré moi, je me suis mis à genoux pour demander à Dieu de m'aider à adopter cette qualité de vie et à persévérer. J'étais le premier étonné d'avoir adressé cette prière au ciel, mais je me suis senti plus fort en face de ces quatre critères qui étaient complètement nouveaux pour moi. Pour changer le monde, le meilleur changement est celui de soi-même. J'allais à la bataille sans plan, sans idée de ce qui m'attendait, mais prêt à pratiquer ce que cette nouvelle foi m'ordonnerait de faire. Et voilà pourquoi je me suis lancé.

C'était la première étape qui devait me conduire, après quarante-cinq ans de marxisme, à revenir à la foi de mes pères, la religion catholique. En le faisant, j'ai vu la nécessité de me conformer à la loi organique de l'Eglise. Fidèles à la doctrine marxiste, nous n'avions eu, ma femme et moi, qu'un mariage civil. A la trentième année de notre mariage, j'eus le désir et la volonté de faire bénir notre mariage par l'Eglise. Un prêtre de la région parisienne, qui avait été aumônier de la Légion étrangère, nous donna cette bénédiction. « Ce n'est pas tous les jours, dit notre fils, qu'un garçon de vingt-cinq ans assiste au vrai mariage de ses parents ! »

Je suis dans le bon chemin, et c'est pourquoi j'y reste (1).

*
**

Notre fils Louis, *reprënd Irène*, décida à son tour de nous accompagner en Allemagne. Après toutes les souffrances subies pendant la guerre, il avait décidé de jouir de la vie et de ne se priver de rien. Personne ne pouvait le commander. Il avait monté à Paris une affaire d'import-export qui réussissait très bien et il gagnait autant d'argent qu'il voulait. Succès, plaisirs, voiture, rien ne lui manquait.

Lorsque nous fûmes dans la Ruhr, il y eut une réunion à Moers, où je me trouvais sur l'estrade côte à côte avec un groupe d'Allemands. Près de moi se trouvaient deux Français qui avaient perdu, l'un vingt-deux membres de sa famille et l'autre quinze, dans les chambres à gaz. Louis m'entendit demander pardon pour ma haine passée et m'engager à lutter pour un avenir différent. Je vis son regard. Je ne l'oublierai jamais. C'était un mélange de stupeur, de bouleversement, et, je crois, d'horreur. Il sortit de la salle et, le soir même, repartit pour la France.

Il revint un peu plus tard et nous accompagna jusqu'à Berlin par le pont aérien. Il avait vu qu'une force était à l'œuvre, capable de modifier le courant de l'histoire; que les forces de jouissance et d'amusement ne parviendraient jamais à créer quelque chose de neuf et que si toute la jeunesse française vivait comme lui sans foi ni loi le pays serait perdu.

Après plusieurs nuits d'insomnie, il vint nous réveiller en frappant à notre porte à cinq heures du matin. D'abord, il me demanda pardon pour toutes les bêtises qu'il avait faites, et les soucis que cela m'avait causés. Il est vrai que souvent, les nuits où je ne pouvais pas dormir, je me demandais avec inquiétude comment tout

(1) Victor Laure devait s'éteindre en 1960.

ceci finirait. Mais lui pardonner n'était pas difficile, car le cœur des mères est ainsi fait que souvent ce sont leurs mauvais garçons qu'elles préfèrent! Ensuite, il me fit part de sa décision de payer tous ses impôts arriérés, car il avait fraudé le fisc. Cela représentait un chiffre assez considérable, sans parler du risque de sanction, et je savais tout ce que cette démarche signifierait pour lui. Enfin, il était résolu à remettre en ordre toute sa vie privée.

Il mena jusqu'au bout chacune de ces décisions et devint un autre homme. Ni ses parents, ni personne ne pouvait plus le reconnaître.

C'est ainsi que je me suis trouvée engagée avec une force mondiale dans une révolution aux dimensions plus vastes que tout ce que j'avais jamais conçu, ce qui m'a amenée dans trente pays. Partout, j'ai rencontré les dirigeants socialistes et syndicalistes : à Calcutta, dans des maisons où aucun Européen n'avait jamais mis les pieds; en Amérique; en Finlande, par trente et quarante degrés en dessous de zéro. Je reste convaincue de l'idéal socialiste, mais je sais aussi que l'avenir dépendra de l'esprit, de la qualité de vie que les socialistes de France et du monde auront l'intelligence d'adopter pour apporter l'unité que le monde attend d'eux. Pour parler franchement, j'ai vu en Asie et au Moyen-Orient les dirigeants ouvriers s'attaquer à des conditions de misère qui semblent dépasser les forces humaines. Je me demande quel est le socialiste d'Europe ou d'Amérique qui a envisagé avec réalisme d'appliquer le socialisme dans sa forme mondiale; de ne jamais se contenter d'agir dans les limites de son secteur ou les frontières de son pays.

Et je me pose la question : qui va donner le remède à tous les fléaux qui pèsent sur l'humanité? A quoi se raccrocher? A quoi, sinon à ce quelque chose de radicalement différent que nous connaissons tous, mais que nous n'avons jamais appliqué?

Il y a dix ans, je croyais que ce serait si lent que l'on arriverait toujours trop tard. Mais j'ai vu d'année en

année comme une véritable avalanche qui prend de la vitesse dans tous les pays.

Et je sais que la force qui a pu changer mon mari et mon fils, qui a pu changer une femme politique comme moi, attaque le mal là où il plonge ses racines : dans la nature humaine. Cette force-là a le pouvoir de guérir le monde.

Irène LAURE,
ancien député
des Bouches-du-Rhône.
(septembre 1958)

CHAPITRE 10

NAISSANCE D'UN ÉTAT EN ASSAM

Au mois de novembre 1970, j'ai eu l'occasion de dîner un soir avec Rajmohan Gandhi chez un de mes amis parisiens. Je connaissais depuis plusieurs années le petits-fils du Mahatma. J'étais conscient des nombreux liens qui s'étaient établis dès 1915 entre le fondateur du Réarmement moral et le libérateur de l'Inde; Buchman et Gandhi s'étaient vus à plusieurs reprises et Buchman avait gardé contact avec les fils du Mahatma après le tragique assassinat de ce dernier en 1947.

J'avais souvent parlé avec Rajmohan Gandhi de l'action qu'il mène pour susciter dans son pays des hommes désintéressés, capables de surmonter les antagonismes de ses compatriotes, animant une révolution sociale à la dimension de ce peuple. Je m'étais entretenu avec certains Français et Françaises qui étaient allés soutenir son action dans le centre créé par lui à Panchgani, au sud-est de Bombay.

Mais, ce soir-là, Rajmohan Gandhi, aujourd'hui rédacteur en chef de l'hebdomadaire Himmat, me raconta des faits qui montraient que l'action menée par lui débouchait dans des transformations politiques dont on ne pouvait nier l'importance. C'est en l'entendant que j'ai

immédiatement pensé : il faut que les Français sachent ces faits et que nous les présentions dans un ouvrage.

Dans le récit où il a eu l'amabilité de relater pour nous les faits dont il m'avait parlé ce soir-là, il a modestement effacé son rôle. C'est dans la nature de sa personnalité. Mais, quitte à lui déplaire, je dirai que ce rôle ne peut être surestimé.

Trois personnalités dirigeantes de l'une des multiples communautés de l'Inde acceptèrent un soir de novembre 1967 une invitation à dîner dans une famille de la Nouvelle-Delhi. Leurs hôtes, M. et Mme R.D. Mathur, avaient fait de leur foyer un centre de rayonnement de l'action du Réarmement moral. Autour de la table se retrouvaient ce soir-là non seulement d'autres Indiens mais aussi un Gallois et son épouse allemande, des invités de Suisse, d'Irlande, des États-Unis et d'Angleterre.

Les trois hommes dirigeaient un mouvement qui réclamait la création d'une province autonome pour les peuples des montagnes de l'Assam. L'un d'eux était le professeur G.G. Swell, aujourd'hui vice-président du Parlement indien. Il y avait également M. Stanley Nichols-Roy, qui est actuellement membre du gouvernement de la province montagnarde du Meghalaya, créée en avril 1970.

Ce dîner devait orienter l'histoire déjà passionnante de cette région si vitale de l'Asie, le Nord-Est indien.

C'est en fait une Asie en miniature que l'on découvre en arrivant dans cette partie de l'Inde : les montagnes himalayennes, la vallée du Brahmapoutre, de riches forêts, du pétrole, du thé, des races nombreuses, tout cela sur 230.000 kilomètres carrés. Tout l'attire mais aussi toute la faiblesse de cette région est là ; elle est riche non seulement de promesses mais de conflits.

Dans le Nord-Est se côtoient les trois races principales de l'Asie. Les Jaunes que l'on trouve en Chine, au Japon et dans une grande partie du Sud-Est asiatique, les

Bruns qui constituent la population de l'Inde et du Pakistan, et enfin le groupe ethnique qui prédomine en Indonésie et en Malaisie. Les Assamois et les Bengalis appartiennent à la race indo-européenne; les Nagas et les Mizos sont apparentés aux Dayaks de Bornéo, les Khasis viennent du Cambodge, les Gharros ont une origine tibétaine, les Ahoms viendraient de Thaïlande. Cette population de treize millions d'âmes se réclame de l'hindouisme, du catholicisme, des diverses dénominations du protestantisme, de l'Islam, du bouddhisme ou de l'animisme tribal.

Seul, un étroit couloir, qui n'a par endroits qu'une cinquantaine de kilomètres de large, relie cette région au reste de l'Inde. Un petit chemin de fer, une route resserrée s'y fauflent, ainsi qu'un pipe-line servant au pétrole. Cet étroit couloir est gardé au nord par le Tibet que revendique et administre la Chine et au sud par le Pakistan oriental. C'est dans le Nord-Est qu'en 1962 la Chine et l'Inde s'affrontèrent. Les troupes chinoises pénétrèrent dans la région désignée par les initiales N.E.F.A. (North-East Frontier Agency), puis se retirèrent aussi brusquement qu'elles étaient entrées.

« Si le Nord-Est se désintègre, l'Inde ne pourra pas en conserver le contrôle, » disait M. B.P. Chaliha, premier ministre de l'Assam. « Eh bien, que cela arrive ! C'est exactement ce que nous voulons ! » lui répondaient certains des représentants des tribus minoritaires. Pendant des années, les tribus Naga et Mizo n'avaient pas hésité à employer les armes pour tenter d'établir un Nagaland et un Mizoram indépendants. Leurs rébellions avaient contraint l'armée indienne à maintenir sur place plusieurs divisions.

Quand les Khasis et les Gharros — qui regroupent une population de plus d'un million d'habitants autour de la capitale de l'Assam, Chillong — lancèrent leur mouvement séparatiste, l'inquiétude s'installa dans toute l'Inde. Il ne s'agissait certes pas d'une volonté de sécession puisque les Khasis et les Gharros réclamaient la constitution d'une province dans le cadre de la Fédération

indienne. Mais la population des plaines, qui constitue la majorité en Assam, craignait, comme beaucoup de gens en Inde, de voir se généraliser ce processus de morcellement. Certains envisageaient la violence et se préparaient à la guerre civile. Le journal *Indian Express* mettait en titre d'un éditorial en 1968 : « L'Assam sera-t-il un second Viet-Nam ? »

Critiqués pour leur mollesse par les extrémistes de leur parti, accusés par d'autres de brader l'intégrité territoriale de l'Inde, Nichols-Roy, Swell et leur collègue arrivèrent ce soir-là au dîner accablés, amers et déçus. Deux moments de la soirée s'avérèrent plus particulièrement frappants. La femme allemande de l'invité gallois raconta l'histoire de son amie Mme Irène Laure : comment cette militante socialiste française avait demandé pardon pour la haine brûlante qu'elle portait aux Allemands.

Qu'une représentante d'une nation victime, mère d'un fils torturé par la Gestapo, militante de la Résistance à Marseille, puisse aller demander pardon aux Allemands et ainsi préparer avec cette Allemande — et d'autres ayant le même esprit — la voie à la réconciliation franco-allemande, voilà qui était pour Nichols-Roy quelque chose de nouveau. Mais ce récit ne portait-il pas en lui une espérance ? Ne pourrait-on pas trouver de façon analogue une solution au conflit entre peuples des plaines et montagnards au Nord-Est ?

Un détail, apparemment sans importance, fit aussi sa marque ce soir-là. M. Mathur, de religion hindoue, demanda à une jeune Irlandaise de chanter avec d'autres jeunes filles quelques cantiques de Noël à l'intention de Nichols-Roy et de ses collègues, eux-mêmes chrétiens. Noël se trouvait encore loin mais, avant que n'arrivent les invités, les gens de la maisonnée avaient respecté ensemble un moment de silence et quelqu'un avait eu la pensée que ces cantiques seraient appréciés. Les chants terminés, Nichols-Roy dit : « Nous avons un chœur, nous aussi. Peut-être pourrais-je vous l'amener à Panchgani ? »

Il se référait là au nouveau centre de conférences du Réarmement moral.

On devait en effet inaugurer ce centre quelques semaines plus tard, le 20 janvier 1968, à Panchgani, dans les montagnes du Maharashtra, au sud-est de Bombay. Cinq jours avant l'ouverture, un télégramme arriva, envoyé par Nichols-Roy : « Arrive avec groupe trente-deux personnes ».

Agé de cinquante et un ans, Stanley Nichols-Roy donne, par sa taille et sa large carrure, une impression d'extrême vigueur : « Un rouleau compresseur » disait de lui un journal de Chillong. Son père, personnalité non seulement de la population khasi mais respectée dans tout l'Assam, avait siégé dans le gouvernement local et à l'Assemblée constituante qui présida à l'organisation de l'Etat indien lors de l'indépendance. Joueur de tennis, technicien de la nutrition, industriel, Stanley occupait alors le poste de secrétaire général du parti A.P.H.L.C., qui exigeait la création de cette province montagnarde.

A Panchgani, Nichols-Roy devait faire la connaissance d'Irène Laure. Il retrouva également certains membres du Parlement britannique et du Parlement suédois, des gens de tous milieux et de tous pays. Il découvrit que ces personnes avaient décidé de vivre en respectant les critères absolus d'honnêteté, de pureté, de désintéressement et d'amour, et en cherchant à faire, non pas leur volonté, mais la volonté de Dieu telle qu'elle se révélait à eux dans des moments de silence.

Nichols-Roy vit que ces gens étaient engagés dans un combat. « Je m'enrôle », dit-il. Il exprima sa volonté de réparer ses torts envers sa femme, envers les adversaires qu'il avait au sein de son parti politique et envers les gens des plaines. « Je n'avais pas de haine précise contre les gens des plaines, devait-il reconnaître, mais j'agissais sans me soucier d'eux. Je veux maintenant me sentir responsable pour toute la population du Nord-Est, pour toute la population de l'Inde, pour toute la population du monde, comme je me suis senti responsable de mes Khasis. »

Certains ne tardèrent pas à constater que Nichols-Roy était véritablement différent à son retour de Panchgani. Sa femme Hélène, d'abord, M. Chaliha, premier ministre de l'Assam, ensuite (en qualité de principale personnalité des peuples des plaines, il était l'adversaire N° 1 des montagnards) et tous ses collègues de l'A.P.H.L.C. enfin. Hélène Nichols-Roy devait dire plus tard : « Après la conversation que nous eûmes ensemble à son retour, j'étais si heureuse que je me sentais prête à dire bonjour à tous les passants dans Chillong. »

Chaliha et Nichols-Roy décidèrent ensemble d'inviter les représentants des plaines et des montagnes au Parlement local à venir voir le film *Liberté*. Nichols-Roy fit ainsi un grand usage des films du Réarmement moral, les présentant dans des écoles, des universités, des administrations, à des réunions politiques, faisant presque toujours lui-même fonction d'opérateur.

Le premier homme des plaines dont Nichols-Roy gagna la confiance fut le Dr Chaitanya Hazarika, alors à la tête du grand hôpital d'affections pulmonaires du Nord-Est. Le Dr Hazarika présenta ses excuses à Nichols-Roy : « Je n'avais aucune confiance en vous. Vous n'êtes pas l'homme que j'imaginai. Je vous demande pardon. Faites moi le plaisir de venir prendre un repas chez moi. » C'était la première fois que le Dr Hazarika invitait un Khasi chez lui.

Nichols-Roy devait avoir aussi une grande influence sur la vie de Hoover Hynniewta, son collègue de parti. Alors qu'il était encore jeune, Hoover avait été le premier Khasi à se faire le champion de la création d'une province montagnarde. Il avait représenté le peuple khasi pendant cinq ans au Parlement indien. Il avait aussi réussi, hélas, à semer pas mal de ressentiments autour de lui. Il alla voir Chaliha et dit : « Je ne regrette pas mes convictions. Mais j'ai répandu la haine contre vous et pour cela je vous demande pardon. »

Quelques amis de Hoover qui connaissaient le Réarmement moral, entre autres le Gallois que Nichols-Roy avait rencontré à la Nouvelle-Delhi, eurent la pensée que

Hoover devrait aller à Panchgani. Ce dernier essaya de faire comprendre, en les énumérant, les problèmes que ce voyage lui poserait. Pourtant, une solution fut trouvée pour tous, sauf un : « J'ai besoin de deux charrettes de fumier pour mon champ de pommes de terre. Je ne peux partir sans avoir réglé cette question ! » Il faisait très sec à Chillong et le fumier était difficile à trouver. Le Gallois offrit d'aider, mais après diverses tentatives infructueuses pour découvrir le précieux engrais, il eut la pensée d'en parler au Dr Hazarika. « J'en fais mon affaire », répondit le docteur. Deux jours plus tard, Hoover recevait un coup de téléphone : « Ici le Dr Hazarika, j'ai les deux charrettes pour vous. » Hoover se rendit donc à Panchgani. Il s'y réconcilia d'une émouvante façon avec les autres dirigeants politiques des montagnes.

Quelque temps après, le Dr Hazarika fit à son tour le long voyage qui conduit de Chillong à Panchgani. Il y prit une décision : il obéirait désormais sans condition à la volonté de Dieu. Dans le mois qui suivit son retour de Panchgani, il fut frappé d'une maladie qui l'emporta. De son lit de mort, il fit venir son fils de dix-huit ans, Sujoy : « Ne crains rien, lui dit-il, mets toute ta confiance en Dieu et sois honnête. »

Le changement qui s'était opéré chez Nichols-Roy, Hoover, Hazarika et chez d'autres représentants des deux camps adverses redonna espoir à bien des gens, notamment aux hommes chargés des décisions politiques à la Nouvelle-Delhi. Le gouvernement indien proposa que soit créée une province, le « Meghalaya » ce qui veut dire « Demeure des nuages », qui grouperait les régions khasi et gharro de l'Assam. Selon la proposition de la Nouvelle-Delhi, le Meghalaya pourrait être « un Etat au sein de l'Etat de l'Assam » ; il serait autonome excepté dans un ou deux domaines qui seraient du ressort commun de l'Assam et du Meghalaya. Cette offre s'avérait être en-deçà de ce que les montagnards réclamaient et bien au-delà de ce que les gens des plaines avaient dit pouvoir concéder. A la surprise générale en Inde, les

deux parties l'acceptèrent. « Prenant en considération l'ensemble des intérêts de la nation, disait le A.P.H.L.C. dans une résolution, nous acceptons de faire l'essai honnête de cette proposition. »

Le 2 avril 1970, Mme Indira Gandhi vint à Chillong procéder à l'inauguration du Meghalaya. Nichols-Roy fut assermenté comme ministre de l'agriculture, de l'industrie, des transports et du tourisme.

Près d'un millier de convives étaient réunis pour le dîner inaugural : ministres et personnalités officielles de la Nouvelle-Delhi, Assamois, Khasis, Gharros, représentants de toutes les races du Nord-Est. Barooah, directeur de publicité du gouvernement de l'Assam, s'approcha d'un Naga : « Avez-vous remarqué l'esprit qui règne ici ce soir ? Regardez-les. Les Assamois sont heureux parce que les montagnards sont heureux. Et les montagnards cherchent à parler aux Assamois. Il y a un an, personne n'aurait imaginé cela possible. »

M. B.K. Nehru, gouverneur de l'Assam, du Nagaland et du Meghalaya, parent de feu Jawaharlal Nehru, déclara à propos de cet accord : « Il est rare que des refontes constitutionnelles aussi profondes interviennent dans une telle atmosphère de bonne volonté et de compréhension. » Il avait dit auparavant : « Le Réarmement moral a apaisé la haine dans les collines de l'Assam. »

Le premier ministre, Chaliha, après avoir déclaré en 1969 : « Le Réarmement moral a une grande contribution à apporter à notre monde. Il faut que cette force progressive gagne, aujourd'hui ou demain. Si l'objectif est juste, si on a la foi, il est possible de déplacer des montagnes », ajoutait en 1970 : « Le climat de l'Assam a été transformé par le Réarmement moral. Cela est un fait. Je puis le dire en ma qualité d'administrateur. »

Un autre homme venu d'Assam à Panchgani était Lalnwawia, personnalité respectée parmi les Mizos. Il avait eu beaucoup de ressentiments contre Chaliha et, de Panchgani, il lui avait envoyé une lettre d'excuses. Une fois le Meghalaya créé dans cette atmosphère cordiale, il déclara : « Si le Réarmement moral n'était

pas intervenu, nous aurions vu le sang couler sur les montagnes et dans les vallées de l'Assam. »

Confirmation de cet état de fait est donnée par un homme des plaines, un brahmane, le professeur assamois L. Sharma. Fonctionnaire compétent, écrivain, il est actuellement doyen de la faculté de Droit à Chilong, la ville qu'il habite et qui est devenue la capitale du Meghalaya tout en restant pour quelque temps encore celle de l'Assam. « Du fait même que le Meghalaya a vu le jour dans un remarquable esprit d'amitié, dit-il, je me sens plus en sécurité qu'autrefois. »

De plus en plus de gens des différentes races et tribus du Nord-Est commencent à croire que leur région pourrait être plus particulièrement appelée à aider l'Asie à résoudre ses propres dilemmes. Ils pensent que ce qu'ils ont appris, c'est-à-dire à changer la haine en concorde, pourrait être utile à d'autres parties de l'Inde, à d'autres pays d'Asie, même aux races multiples du monde et, finalement, à ces centaines de millions d'êtres qui vivent tout près d'eux, en Chine.

C'est certainement ce dont est convaincu Kolezo Chase, jeune Naga de vingt-quatre ans. Son père, récemment arrêté, est un des principaux chefs de l'armée clandestine Naga. Son cousin avait été tué par les soldats de l'armée indienne. Le frère de ce dernier décida de se faire assassin pour venger le mort mais en fut dissuadé par les anciens de la famille; pour faire un geste, il se suicida. Ce fut alors au tour de Kolezo de vouloir venger la mort de « ses chers cousins ». Il se prépara à abattre ceux qu'il pensait être responsables de ses souffrances et se procura un revolver et des balles.

C'est alors qu'il apprit à connaître le Réarmement moral. Pendant quatre jours, il ne put fermer l'œil. « Le Réarmement moral, dit-il, a pulvérisé mon plan diabolique et m'en a proposé un autre plus radical pour guérir les blessures que j'avais faites à d'autres. J'ai compris que j'avais été trop sensible à ce que j'avais souffert des autres et oublié les torts que j'avais moi-même causés. »

Je cite enfin un autre homme du Nord-Est : « Nous ne

sommes qu'au début d'une longue route. Nous commençons à entrevoir la voie qui, si nous faisons les sacrifices nécessaires, pourrait nous conduire à la solution des problèmes du Nord-Est. Elle pourrait aussi nous amener à accomplir la destinée particulière que nous avons dans le monde. » L'homme qui parle ainsi est Niketu Iralu, un Naga, qui s'est acquis dans de nombreux pays une vaste expérience et qui sait s'attaquer aux haines, aux égoïsmes et les guérir.

Sans aucun doute toutes les races, toutes les nations, toutes les parties du globe ont leur place dans l'amour de Dieu. Ceux qui se sont aventurés jusqu'au Nord-Est indien, qui ont rencontré quelques-uns des hommes dont j'ai parlé ici, ne peuvent pas ne pas éprouver le sentiment que Dieu pourrait avoir un plan particulier pour ces 13 millions d'âmes vivant à ce point de rencontre entre l'Inde et la Chine. Et dans leur imagination, ils pourraient voir Dieu, penché sur un atlas, regardant la carte de l'Asie et, de son grand crayon rouge, traçant un cercle autour du Nord-Est indien.

Rajmohan GANDHI.

A l'envoi de sa contribution, M. Rajmohan Gandhi avait joint deux articles extraits de journaux indiens concernant des événements qui venaient de se passer à Madras. Je les ajoute ici en sorte d'appendice car ils illustrent un autre aspect de l'action qu'il poursuit dans son pays et montrent que non seulement les hommes d'Etat mais aussi les jeunes se laissent gagner par son dynamisme et par celui des hommes qui l'entourent.

POUVOIR ETUDIANT D'UN STYLE NOUVEAU

Madras, 15 février — Ce que n'avaient réussi à faire ni M. S. Madhavan, ministre des Industries de l'Etat de Tamil Nadu, ni tous les experts et fonctionnaires, a été

réalisé par douze garçons et filles des universités de la ville et un professeur de psychologie, mus par leur sens civique.

Ils ont résolu le conflit qui depuis huit mois avait maintenu fermées les portes de la Standard Motors qui emploie 1 700 ouvriers.

Les étudiants et le Professeur C.T. Rangarajan ont rencontré diverses personnalités importantes impliquées dans le conflit, ainsi que leurs épouses, pour tenter d'amener un changement d'attitude. Ils ont aussi fait des propositions de compromis quand les pourparlers menaçaient de se rompre.

Pendant les négociations du week-end, le professeur eut l'honneur unique de pouvoir être le témoin des conversations entre les trois parties et de pouvoir les conduire jusqu'à l'accord final.

Le ministre du Travail, M. N.V. Natarajan, les représentants de la direction et ceux des ouvriers ont rendu hommage publiquement à ces bons samaritains. (*The Times of India*, 16 février 1971).

LA FIN DU CONFLIT DE LA STANDARD MOTORS COMMENT LES ÉTUDIANTS Y SONT PARVENUS

Madras, le 18 février (de notre correspondant à Madras) — Incroyable, mais vrai! Un professeur de psychologie et une douzaine d'étudiants ont aidé l'usine Standard Motors à rouvrir ses portes. C'est sans doute la première fois dans ce pays qu'un conflit industriel d'importance s'est terminé à la suite de l'action persuasive d'étudiants.

Tout a commencé le 2 février quand une troupe internationale amenée par le Réarmement moral présenta au Loyola College un spectacle intitulé *Anything to Declare?* (Rien à déclarer?). Le message a certainement franchi la rampe, du moins pour une partie du public.

Le lendemain, au cours d'échanges avec les gens qui

sont responsables du Réarmement moral dans la ville, une douzaine d'étudiants du Loyola College et du Stella Maris College apprirent qu'en Europe les hommes du Réarmement moral avaient aidé à résoudre, entre autres, des conflits sociaux.

Cette idée les frappa comme un éclair. Pourquoi ne pas essayer avec Standard Motors? Ces garçons et ces filles, pleins d'enthousiasme, trouvèrent un philosophe et un guide en la personne du professeur C.T. Rangarajan, professeur de psychologie à la faculté de lettres de l'université d'Etat. Mais comment entreprendre leur mission ? Ils ne savaient rien des données du problème. La chose évidente à faire était de rencontrer les parties en cause.

Le ministre de l'Industrie, M. S. Madhavan, qui, du côté gouvernement avait en mains le dossier du conflit, était naturellement la première personne à laquelle ils pensèrent. Et les voilà partis à sa recherche d'une réunion électorale à l'autre où sa présence était annoncée. La chasse se révéla vaine.

Sans se laisser émouvoir, ils se rendirent au domicile du ministre tard dans la nuit, le 4 février. Celui-ci prit le temps de les écouter et expliqua la position du gouvernement. Il prit congé d'eux en disant : « Du premier ministre jusqu'au bas de l'échelle, tout le monde a essayé et tout le monde a échoué. Mais rien n'empêche de tenter une deuxième fois. Je vous souhaite de réussir. »

La prochaine « cible » fut M. K.V. Srinivasan, le directeur de Standard Motors.

Bien informés sur la position patronale, les étudiants firent un saut à la résidence de M. S. Ramaswami, le conseiller juridique du syndicat des employés de Standard Motors.

Comment ce communiste bon teint réagit-il à l'aplomb des bons samaritains du Réarmement moral? « Nous sommes allés vers lui l'esprit ouvert. Il fit confiance à notre bonne foi. Sa réaction fut positive », nous dit un

étudiant. M. Ramaswami, qui avait une liste de huit revendications, offrit d'en abandonner trois.

Suivirent des rencontres avec des représentants du Syndicat des Ouvriers de la Standard Motors. Puis ce fut une entrevue cruciale avec M. K. Gopalakrishna, président de la Standard Motors. Les étudiants avaient déjà entre temps réussi à réduire les zones de désaccord entre les deux parties. M. Gopalakrishna, qui leur avait dit ne pouvoir leur consacrer que dix minutes, passa plus d'une heure avec eux.

Pendant cette heure, on fit allusion aux relations tendues existant entre la direction et le gouvernement. Une étudiante du groupe raconta comment elle s'était accommodée avec son vice-recteur avec lequel elle s'était querellée. « Je vois l'analogie, aurait répondu le président, mais il y a une différence, vous êtes jeune et je suis vieux. »

Les étudiants rendirent visite aux chômeurs dans leurs foyers. La première réaction de ceux-ci fut hostile. « Ils pensaient que nous étions des agents du patronat. Ils avaient même des bâtons pour nous battre; mais ils furent vite convaincus. »

Suivirent d'autres rencontres avec les représentants des deux parties et entre eux, des contacts avec l'inspecteur général du Travail, M. G. Kamalaratnam, et avec le ministre du Travail, M. N.V. Natarajan. Séchèrent-ils les cours? « Non, nous avons la permission du recteur ».

Lors de la très importante réunion tripartite du 13 février, le professeur Rangarajan fut invité par le ministre lui-même à prendre part au débat. Les ouvriers ou le patronat objectèrent-ils à sa présence? « Non, au contraire, ils m'ont bien accueilli », dit le professeur.

A l'interruption du déjeuner, les étudiants rencontrèrent à nouveau les deux parties à la demande du ministre. Les négociations se prolongèrent tard dans la nuit. L'optimisme était dans l'air, mais personne ne savait comment l'affaire se terminerait. Dans les couloirs du ministère, mêlés aux centaines d'ouvriers et de journalistes impatients, garçons et filles attendaient

anxieusement. Le succès leur paraissait si proche et cependant si lointain. Les négociations furent finalement ajournées.

Quand elles reprirent le 15 février, les étudiants se trouvaient de nouveau là. Le dernier obstacle qui restait à surmonter fut finalement renversé grâce au doigté du professeur Rangarajan. Et quand le ministre annonça la conclusion de l'accord, les étudiants poussèrent un soupir de soulagement. Il y avait de quoi.

« Ce n'est pas fini. Nous resterons alertes pour qu'à l'avenir l'harmonie règne à l'usine de la Standard Motors », disent les étudiants.

Mais en somme, quel genre de garçons et de filles étaient ces étudiants? Parmi les garçons, des sportifs, des genres hippy, des cheveux longs, mais certainement pas de « drop-out ». Les filles, pas toutes avant-garde. Tous ces garçons et filles militent dans d'autres directions aussi. Ils ont participé à l'agitation étudiante en vue des réformes du campus et à propos de l'enseignement de l'anglais. (*The Economic Times*, 19 février 1971).

CHAPITRE 11

UN SILLAGE CRÉATEUR

Derrière chacun des récits de cet ouvrage, il y a une attitude d'âme qu'un homme a incarnée et qu'il s'était donné pour tâche de créer chez tous ceux qu'il rencontrait. C'est cet homme qu'il faut chercher à connaître si l'on veut comprendre le Réarmement moral.

Comme Frank Buchman l'a raconté lui-même dans un discours prononcé à Gelsenkirchen le 4 juin 1950, c'est en 1938 au cours d'une promenade dans la Forêt Noire que les mots « Réarmement moral » s'imposèrent à son esprit. Le prochain grand mouvement dans le monde serait un mouvement de réarmement moral pour tous les pays.

Quelques jours plus tard, à Londres, dans l'East End, Buchman prononçait un discours devant trois mille personnes, parmi lesquelles se trouvaient soixante maires et conseillers des communes de la banlieue Est, des vétérans de l'action ouvrière, etc. etc. « L'état actuel du monde, disait-il, ne peut qu'engendrer malaise et inquiétude. L'hostilité s'accumule entre les peuples, entre les classes, entre capital et travail... Y a-t-il un remède pour l'individu et la nation? Ce serait peut-être le retour à ces vérités si simples que nous avons apprises sur les genoux

de notre mère et que nous avons souvent oubliées ou négligées : l'honnêteté, la pureté, le désintéressement, l'amour.

« La crise est essentiellement d'ordre moral, continuait Frank Buchman. Il faut que les nations réarment moralement. Car le redressement moral est le précurseur indispensable de tout redressement économique. Imaginez une marée montante d'honnêteté et de désintéressement déferlant sur chaque pays! Imaginez son effet sur les impôts, les dettes, l'épargne... Comment précipiter ce redressement moral au sein des nations? Il faut une force assez puissante pour changer la nature humaine et combler les fossés entre hommes et entre partis. Le point de départ est de reconnaître ses propres fautes, au lieu de mettre en relief celle des autres. Seul Dieu peut transformer la nature de l'homme. Le secret réside dans une grande vérité oubliée : quand l'homme écoute, Dieu parle; quand l'homme obéit, Dieu agit; quand les hommes changent, les nations changent. Cette force, animant une minorité, peut dissoudre les difficultés de tout un pays. Des dirigeants changés, la pensée d'un peuple transformée, un monde en paix avec lui-même. »

Ces grandes idées simples et dont la simplicité même risque de faire hausser les épaules aux gens qui se croient sérieux, sont celles que rappellera inlassablement Frank Buchman dans d'innombrables discours prononcés depuis cette date aux quatre coins de la planète. Mais ce qui doit au plus haut point retenir notre attention, à nous philosophes — et tout particulièrement à ceux d'entre nous qui depuis un demi-siècle ont vécu dans le commerce des philosophes les plus profonds et les plus difficiles — c'est que c'est non seulement par cette simplicité même, mais plus encore par le caractère absolu des exigences énoncées, que le Réarmement moral s'est répandu dans les cinq continents et cela à une allure accélérée au point de tendre à constituer ce que le journaliste suisse Max Schoch, dans un grand article de la *Neue Zürcher Zeitung* du 17 janvier 1960, appelle fort bien un « Commonwealth moral ».

Quelle fut donc l'expérience humaine qui conduisit ainsi cet homme sans frontière à s'élever à la dimension du monde?

Frank Buchman naquit le 4 juin 1878, à Pennsburg, en Pennsylvanie. Sa famille était venue de Saint-Gall, en Suisse, au XVII^{ème} siècle, pour s'établir aux Etats-Unis. Après avoir fait ses études à Muhlenberg-College, il s'établit dans un des quartiers les plus pauvres de Philadelphie pour y fonder une maison destinée à des orphelins et à des enfants indigents. Très vite se manifesta chez lui un don proprement apostolique; les êtres se transforment à son contact. J'ai vu personnellement, lorsque que je me trouvais au centre de Mackinac en 1959, une pièce intitulée *Pickle Hill*, qui met en scène, sans les modifier de façon appréciable, des épisodes de sa vie d'alors et qui illustrent cette extraordinaire faculté qui était la sienne, par son exemple, par quelques mots très simples, sans aucun prosélytisme explicite, de gagner à sa foi des êtres enfoncés dans le vice ou habitués à ne vivre que pour eux-mêmes dans un égoïsme qu'on eût dit incurable.

Quelque temps plus tard se produira un événement dont les conséquences seront profondes. Il avait donc la charge de cette maison de jeunes à Philadelphie; un jour, il se trouve en opposition ouverte avec le comité directeur qui, pour des raisons d'économie, voulait réduire les rations des pensionnaires. Il donne sa démission et s'en va, le cœur plein de ressentiment. Le médecin lui recommande d'aller prendre quelque repos en Europe. Quelques semaines plus tard en Angleterre, dans la petite église de Keswick, où il est entré pour se recueillir, il lui est donné de se voir tout d'un coup avec son orgueil, ses rancunes, son égoïsme. En quoi vaut-il mieux que les hommes qu'il a osé condamner dans son cœur?

« Mon moi était le centre de ma vie, devait-il écrire plus tard en évoquant cette heure décisive, si je voulais changer, il fallait que ce grand moi soit crucifié. Les ressentiments que j'avais contre ces six hommes me sont apparus comme des stèles funéraires dressées dans mon

cœur. Je demandai à Dieu de me changer. Il me demanda de me réconcilier avec ces hommes. J'obéis et j'écrivis six lettres d'excuses. » Ces lettres devaient d'ailleurs rester sans réponse, mais ce n'était pas là l'important. Un homme nouveau était né.

Ce n'était pas à proprement parler d'une faute que Buchman avait pris conscience, mais d'un péché, toujours lié à l'affirmation du moi; mais cette prise de conscience s'était commuée en un appel à la toute-puissance divine, à l'Esprit afin qu'il l'éclaire sur ce qu'il convenait de faire; la réponse était venue sous la forme d'une injonction, et finalement l'acte s'était accompli en conformité avec celle-ci.

Mais cette rencontre initiale devait être le principe d'une infinité d'autres, car Frank Buchman, ainsi libéré, devait constater, avec une sorte d'émerveillement humble, que parce qu'il était lui-même changé, un pouvoir lui était conféré non point à proprement parler de changer les autres, mais beaucoup plutôt de les *dénouer* en quelque sorte, et de les mettre ainsi en mesure de changer eux-mêmes.

Je ne pense pas que l'histoire détaillée de ces rencontres qui constituent comme la préhistoire du Réarmement moral ait jamais été écrite ou même qu'elle puisse l'être. Car l'essentiel s'est joué hors du champ de l'observation objective, dans l'intime sanctuaire qui se crée partout où deux êtres l'un pour l'autre deviennent *toi* en présence de l'Esprit et sans bien entendu que celui-ci devienne jamais un tiers.

Il est incontestable que cet homme sans apparence, sans don verbal exceptionnel, a laissé partout où il a passé un extraordinaire sillage de réconciliation fraternelle. On pourrait citer ici des exemples à l'infini, en particulier celui d'hôtels où tout le personnel a été comme renouvelé intérieurement à son contact, et cela de façon durable.

Ma première rencontre avec Frank Buchman eut lieu

à Paris à l'époque des Groupes d'Oxford. Plus tard, dans les années qui précédèrent sa mort en 1961, je le vis beaucoup plus longuement aux centres de Caux et de Mackinac. Je tiens à affirmer clairement que je n'ai jamais éprouvé à son contact cette sorte de fascination qui se dégage de certain sage doué d'une mystérieuse qualité magnétique. En fait, je dois admettre qu'il m'a donné l'impression d'une personne ordinaire, même presque insignifiante. Mais, — et cela est le point vital, — j'ai appris en le connaissant mieux à considérer comme sa force ce caractère qui m'avait d'abord frappé comme une faiblesse. J'ai discuté très longuement de lui avec des hommes qui l'avaient connu intimement et aujourd'hui je reconnais que cette insignifiance apparente a été la marque d'un homme totalement dépourvu d'amour de soi ou de vanité.

Peu après la mort de Buchman survenue à Freudensstadt dans la Forêt Noire le 7 août 1961, un livre a paru sous le titre *le Secret de Frank Buchman* (1) qui mérite à coup sûr d'être lu ou du moins d'être consulté. Ce qui frappe, c'est essentiellement ceci : on n'aura guère vu d'homme — au moins de nos jours — qui ait été à ce point vidé de lui-même, et j'entends par là exempt de toute préoccupation de soi, aussi radicalement indifférent à la figure qu'il pouvait faire aux yeux d'autrui. Mais ce qu'il faut dire, c'est que s'il s'était retiré de lui-même, c'était pour que le Dieu auquel il croyait de tout son être occupât toute la place, le Dieu des chrétiens, même si, comme j'en suis persuadé, sa théologie était rudimentaire ou seulement implicite. Mais ce qui est digne de la plus sérieuse attention, c'est le fait que, précisément parce que s'était opérée en lui cette substitution, ce qu'on pourrait appeler sa puissance de rencontre était illimité. Partout — je dis bien partout — cet homme qui a parcouru la terre entière a laissé comme un sillage créateur. Il est, certes, regrettable d'avoir à se servir ici

(1) Par Peter Howard, Plon, éd. 1962.

de métaphores empruntées au monde physique : mais tout s'est vraiment passé comme si cet homme avait dégagé on ne sait quelle radioactivité morale qui retournait les êtres.

Il était un homme qui ne comptait pour rien dans sa propre opinion et il n'y a pas de doute que cela lui a permis de devenir totalement sensible à l'Esprit, au service obéissant et ardent duquel il avait une fois pour toutes consacré sa vie. Il me semble que c'est là la seule façon dont nous puissions expliquer l'effet durable qu'a laissé sa présence si brève soit-elle en maints endroits.

On dira bien sûr que les fondateurs de toutes sectes ont prétendu agir sous l'impulsion de l'Esprit pour chercher à justifier de cette façon des innovations spirituelles, parfois de la plus extravagante nature.

Mais Frank Buchman s'est toujours défendu dans les termes les plus clairs d'avoir fondé quoi que ce soit ressemblant à une secte. Il est absurde de le critiquer pour un manque d'originalité dans ce qu'on appellerait sa doctrine et en même temps de maintenir que le Réarmement moral est une secte. Ces deux reproches sont incompatibles et ceux qui désirent le critiquer doivent choisir entre les deux.

Nous pourrions citer à ce point la lettre que lui écrivait peu avant de mourir l'archevêque Söderblom (1). « Le travail pour lequel Dieu vous a choisi ne peut être trop hautement apprécié. Que serait cette Unité entre chrétiens reposant sur des arrangements et des organisations? J'ai senti depuis le début de notre recherche moderne de l'Unité en 1914 combien il était nécessaire de ne jamais construire seulement sur des arrangements humains et sur une communauté de pensée et de plans. Il doit y avoir, comme vous l'écrivez et le montrez par

(1) Nathan Söderblom (1886-1931), primat de Suède, fondateur du *Mouvement du Christianisme pratique* et, de ce fait, précurseur du mouvement œcuménique contemporain.

vos actes, une unité plus fondamentale. J'ai été extrêmement ému par ce que vous dites et je sens au travers de vos lignes le concret de ce que vous écrivez. Nous avons besoin d'un renouvellement individuel et de l'approfondissement de notre unité chrétienne au plus haut degré. Sans cette parfaite sincérité qui est créée par la présence de Dieu, aucune unité réelle n'est possible qui soit capable de vaincre les orgueils humains, les sensibilités, les faiblesses. Est vôtre la seule préoccupation qui compte en religion et dans la vie : que l'absolu du Christ règne dans nos cœurs, dans nos paroles, dans nos actions. Une vie transformée est plus éloquente que maints sermons. »

Un tel hommage rendu par un des principaux initiateurs du mouvement œcuménique ne peut laisser personne inébranlé.

Mais le fait le plus frappant est que dans cette période écoulée depuis que cette lettre a été écrite — un moment de l'histoire baigné de sang — l'Eglise romaine même s'est engagée précisément dans la direction des aspirations de Frank Buchman. Il me semble que seuls des hommes de mauvaise foi pourraient contester la parenté de pensée qui a existé entre lui et le pape Jean XXIII.

En même temps, nous avons ici l'explication de ce fait qui à première vue semble paradoxal, que le Réarmement moral ait trouvé ces dernières années un tel accueil dans les milieux si traditionnellement catholiques. Certains s'alarment du respect que Frank Buchman et ceux qui poursuivent son travail depuis sa mort ont toujours manifesté pour les musulmans et les bouddhistes; mais il serait ridicule d'y lire quoi que ce soit qui ressemble à une violation des principes chrétiens essentiels. Il serait plus exact de parler ici d'un esprit œcuménique et — dans le sens littéral de ce mot — de catholicité. Je suis de ceux qui ont accueilli sans réserve la préoccupation croissante qu'a l'Eglise catholique de combler le fossé qui existe entre l'Eglise et la catholicité — c'est-à-dire

l'universalité — fossé qui à certaine période de son histoire s'est creusé d'une façon des plus affligeantes.

J'ai parlé plus haut des successeurs de Frank Buchman, de ceux qui avec une persistance admirable se dévouent au développement du Réarmement moral selon les lignes que Frank Buchman avait tracées. Mais il y a là un fait qu'il convient de souligner. Je me souviens très bien d'avoir lors de ma première visite à Caux fait une remarque à l'un de ceux qui m'y avaient accueilli : « Ne craignez-vous pas que, au moment où Buchman devra quitter cette terre, sa mort ne paralyse le travail dans lequel son influence était si puissante? — Sa mort ne changera rien », me fut-il répondu avec un accent de certitude qui me surprit. Aujourd'hui je dois admettre que les événements ont dans une large mesure justifié cette prophétie et que ceci est dû à cette dépréoccupation de soi qui caractérisa, comme je l'ai déjà dit, Frank Buchman. Il est clair que s'il y avait eu chez lui le moindre souci de soi-même, le moindre trait ressemblant à de l'orgueil ou de l'ambition, la question de savoir qui lui succéderait se serait posée en des termes très différents, tels ceux par exemple que l'on observe à la mort d'un dictateur.

Il y a un autre point sur lequel j'éprouve le besoin d'ajouter quelque chose : je vise ici l'attitude de Buchman en face du communisme.

Il est important de comprendre que ce contre quoi Buchman s'est dressé c'est le côté matérialiste de la doctrine communiste et qu'il n'existe aucun motif de penser qu'il ait éprouvé la moindre sympathie pour le capitalisme comme tel. J'ajouterai que ceux qui l'ont accusé d'une complaisance quelconque à l'égard de l'hitlérisme sont coupables de la plus grave calomnie.

Mais à ce sujet ce qui me frappa le plus est le fait que le Réarmement moral ait reconnu depuis un certain temps la nécessité de se porter à la rencontre des communistes et de faire appel à eux au nom de ces principes mêmes que nous avons, ou sommes supposés

avoir, en commun avec eux et sur la base desquels une honnête discussion devrait être possible. En adoptant cette façon de les aborder, le Réarmement moral, bien loin de trahir la pensée de son fondateur, se conforme aux intentions profondes de Frank Buchman, car il n'y avait rien en lui qui pût s'apparenter à un fanatisme quelconque.

Il fut un « homme de bonne volonté » dans le plein sens du mot et, dans un monde tel que nous le connaissons, ces mots ont une lourde signification.

CHAPITRE 12

UNE LUMIÈRE A L'HORIZON

J'aurais aimé que nous puissions parler dans ces pages de la personnalité si attachante de Peter Howard qui, pendant les quatre dernières années de sa vie, assura la succession de Buchman. Sa fille, Mme Patrick Wolrige Gordon, ayant écrit sur lui un ouvrage capital (1) dont la traduction française doit paraître incessamment, je me résigne à ne pas le faire. Les chapitres qui précèdent nous ont mis en contact avec quelques hommes, quelques situations. Nous ne pouvons espérer entraîner le lecteur dans toutes les parties de ce vaste monde où le Réarmement moral est au travail.

J'aimerais seulement que pour terminer Michel Sentis, qui m'a aidé à rassembler ces récits, les noue en quelque sorte d'un dernier texte.

Les récits de cet ouvrage ont été rassemblés pour conduire non au dernier chapitre d'un livre mais à un premier chapitre dans la vie de quelques hommes.

(1) *Peter Howard, Life and Letters*, par Anne Wolrige Gordon, Hodder and Stoughton.

L'horizon est sombre. Une angoisse pèse sur ceux qui le scrutent. Mais nous venons de voir, au milieu des ouragans humains déchaînés sur le monde, des hommes se dresser avec fermeté et sang-froid comme des repères pour leurs semblables égarés et ballottés.

Des hommes qui sont solides parce qu'ils ont accepté de leur autorité intérieure une ligne de conduite pour leur vie, parce qu'ils ont écouté avec obéissance la voix de Dieu en eux. Au-dessus des propagandes, des slogans révolutionnaires, des cris alarmistes, au-delà des appels au calme, des appels à la raison, des appels à l'action, la voix de sagesse de Dieu se révèle, parlant avec fermeté au fond des cœurs.

Chacun de nous attend et espère quelque chose de neuf. Mais notre espérance se heurte dans son envol à des montagnes de haine, de préjugés, d'égoïsme et d'indifférence. Dans leur désespoir, certains appellent de leurs vœux un hypothétique bouleversement planétaire qui ferait s'effondrer ces obstacles. Mais ce bouleversement pourrait nous engloutir tous.

Ces montagnes, dont les hommes d'Etat, les dirigeants syndicaux, les responsables de l'économie, les révolutionnaires de nos universités dénoncent la présence... dans l'autre camp, l'homme ordinaire va avoir le courage de reconnaître qu'elles sont en lui. Par sa foi, il peut et va les déplacer.

L'avenir du monde est entre ses mains si, sans peur pour lui, sans haine contre quiconque, sans limite à son sens de responsabilité, il laisse son regard embrasser l'humanité et décide de l'aimer.

Pour le faire, chacun aura à déplacer les montagnes qui, si proches de lui, lui barrent la vue. Pour ma part, j'ai dû commencer par aller m'excuser auprès d'un camarade avec lequel j'étais en froid. Notre conscience est là pour nous dire comment nous y prendre.

Certains hésiteront. Les récits de ce livre nous ont montré qu'il fallait indéniablement du courage et de la persévérance. Mais ils nous ont aussi montré que Dieu donne ce courage et cette persévérance à ceux qui disent

« oui » avec simplicité. Jamais nous ne redresserons la situation dans laquelle nous sommes ni la situation du monde à moindre prix.

Tant que des obstacles emprisonneront votre espérance, vous resterez sceptiques. Vous rangerez les hommes du Réarmement moral parmi les chimériques.

Si vous vous dressez en un sursaut courageux, alors avec les Frank Buchman, avec les Rajmohan Gandhi, avec les Irène Laure, avec les Vundla et tant de milliers d'autres, vous serez étonnés de voir que les montagnes bougent. Vous découvrirez qu'il y a là le seul réalisme qui peut les ébranler.

Vous serez étonnés de voir votre vie de famille s'illuminer, votre vie professionnelle s'éclairer d'un jour nouveau.

Oui, une lumière brille à l'horizon. Pour vous aussi.

Michel SENTIS.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
(Gabriel Marcel)	
CHAPITRE 1 : FACE A L'ACTUALITÉ.	25
(Gabriel Marcel, Maurice Mercier, Louis-Noël Viallet, Isaac Amata et Michel Sentis)	
CHAPITRE 2 : PRINTEMPS A BOLZANO.	47
(Fred Ladenius)	
CHAPITRE 3 : RISQUER LA PAIX.	63
(Mohamed Masmoudi)	
CHAPITRE 4 : ESPÈRE, Ô PAYS BIEN-AIMÉ.	77
(Kathleen Vundla)	
CHAPITRE 5 : MIEUX, PLUS VITE, MEILLEUR MARCHÉ.	95
(Paul-Emile Dentan)	
CHAPITRE 6 : UN DOCKER FAIT SON CHOIX.	105
(Reginald Holme)	
CHAPITRE 7 : UN SUPPLÉMENT DE RÉVOLUTION.	117
(Maurice Mercier)	
CHAPITRE 8 : EN MÉLANÉSIE, DEUX MONDES SE REN- CONTRENT	127
(Philippe Lasserre)	
CHAPITRE 9 : ECHEC A LA HAINE.	141
(Irène Laure)	
CHAPITRE 10 : NAISSANCE D'UN ETAT EN ASSAM.	157
(Rajmohan Gandhi)	
CHAPITRE 11 : UN SILLAGE CRÉATEUR.	171
(Gabriel Marcel)	
CHAPITRE 12 : UNE LUMIÈRE A L'HORIZON.	181
(Michel Sentis)	

Dépôt légal : 2^e trimestre 1971.
N° d'éditeur : 9 791.
N° d'imprimeur : 5 230.